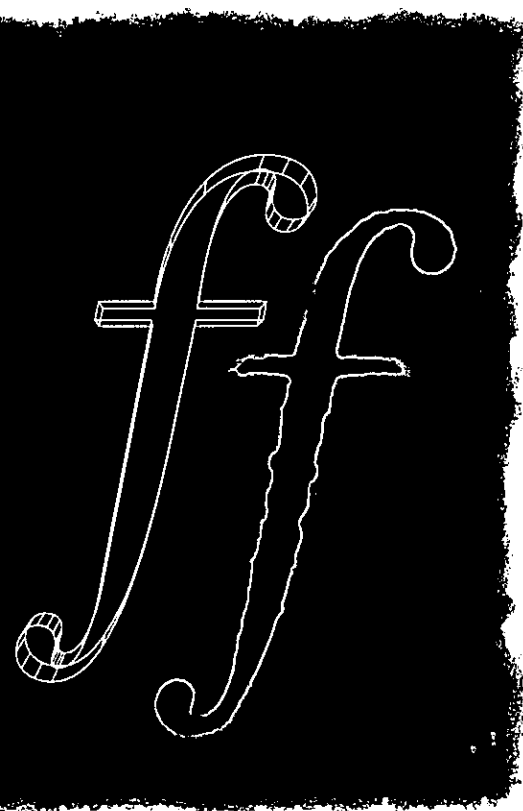


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 19 10 €



*Après le référendum :
une autre Europe,
une autre France*

S o m m a i r e

France-Forum • n° 19 • Nouvelle série • septembre 2005

Éditorial	3
-----------------	---

APRÈS LE RÉFÉRENDUM : UNE AUTRE EUROPE, UNE AUTRE FRANCE

L'Europe : de l'état de choc à la thérapie de choc PAR NICOLAS BAVEREZ	4
Sauver Astérix PAR MAURICE BLIN	10
L'avenir de l'Europe PAR JOHN HOLMES	17
L'enjeu européen du « non » français PAR PASCAL LAMY	23
Moscou-Paris : au beau fixe PAR ALEXANDRE ARISTOV	27
La France jouera-t-elle perdante ? PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	33
Le moteur incompris PAR BERND POSSELT	40
La tentation de Pankow PAR CHARLES DELAMARE	44
Le référendum, le chèque britannique et la PAC PAR DENIS BADRÉ	48
L'Etat en panne PAR ROGER FAUROUX	52
Les conséquences pour l'Union européenne des dérapages budgétaires actuels PAR JACQUES de LAROSIERE	56
La crise européenne ne fait que commencer PAR JACQUES MALLET	60
Reconstruire PAR MARIELLE DE SARNEZ	67
Le rêve américain est-il impérialiste ? PAR JEAN-MARIE DAILLET	71

HENRI BOURBON (1921-2005)

Henri Bourbon (1921-2005)	79
France-Forum en deuil PAR JEAN AUBRY	80
Un homme de cœur PAR CHRISTIAN SAVÉS	83
« Notre Jeunesse » PAR FRANÇOIS BORDRY	85
Le dernier adieu PAR JACQUES MALLET	87
Le secret d'un engagement PAR FRANÇOIS BAYROU	90

LA VIE LITTÉRAIRE

La chronique des Lettres PAR PHILIPPE SÉNART	92
---	-----------

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit PAR ANDRÉ LE GALL	97
Prélude au « non » PAR FRANCIS OUVIER	98

NOTES DE LECTURE

Jeannot entre au Paradis - Jean Dutourd PAR PHILIPPE DE SAINT ROBERT	99
Innovation, désordre, progrès de Pierre Tabatoni PAR PIERRE BAUCHET	100
L'Europe, ses fondements, aujourd'hui et demain du Cardinal Ratzinger PAR GÉRARD VANIER	101
Dieu en France et aux Etats-Unis de Blandine Chélini et Jeremy Gunn PAR ALBERT KALAYDJIAN	103
Charlemagne - Un père pour l'Europe d'Alexandro Barbero PAR ALBERT KALAYDJIAN	103
Le désir d'Islam de Martine Gozlan PAR GEORGES LEROY	105
La question religieuse d'Emile Poulat PAR ALBERT KALAYDJIAN	106
Vivre et penser comme des chrétiens sous la direction de J. de Guillebon PAR GEORGES LEROY	107
Christianisme et démocratie de Jacques Maritain PAR GEORGES LEROY	107

Après le référendum : une autre Europe, une autre France

Même si les médias semblent tout faire pour l'ignorer, le scrutin du 29 mai 2005 constitue un tournant brutal dans l'histoire de la construction européenne, mais aussi dans celle de la France.

La politique menée par ses gouvernements successifs depuis près de soixante ans est remise en question. L'opposition victorieuse au référendum constitutionnel est bien en peine de proposer une solution alternative, tant elle est constituée d'opinions tout à fait contradictoires. Le gouvernement, issu d'une majorité ébranlée, un président de la République qui a refusé de tirer les conséquences du « non » pour lui-même, comme le fit le général de Gaulle en 1969, se survivent à eux-mêmes, sans grande conviction, ni projet ambitieux.

Que pourrait être ce dernier ? Il aurait pour but de tirer les leçons du « non » exprimé par notre peuple, par les Pays-Bas et par d'autres moins clairement consultés. Il est urgent d'imaginer une autre forme de la construction européenne, ce qui nécessitera une transformation profonde en France même de la politique sociale et de la politique tout court. Il ne suffit pas d'accuser l'Angleterre de préparer une « zone de libre-échange » là où beaucoup rêvaient d'une « Europe-puissance ».

D'abord parce qu'une zone de libre-échange, si elle est une Union douanière, nécessite l'adoption de règles strictes, assez proches des disciplines imposées par la Commission de Bruxelles. Si elles sont réalisées et respectées, elles peuvent conduire à une unité plus politique, comme ce fut le cas au XIX^e siècle du Zollverein allemand. Ensuite, parce que les observations émises par Tony Blair sont de bon sens. Il serait aberrant de n'en pas tenir compte. Qui défendra la Politique agricole commune, après que nos agriculteurs aient eux-mêmes rejeté en grande majorité la Constitution qui la garantissait ?

Il faut donc tirer avec réalisme les leçons de ce scrutin, en vue de redonner à l'Europe la légitimité qu'elle a largement perdue dans l'opinion. Quant à la France, il est clair qu'elle doit procéder à une profonde révision de sa politique, étrangère, européenne et intérieure. Elle doit réconcilier les Français avec la politique, moderniser l'Etat, redresser ses comptes et plus largement ouvrir son peuple aux urgences et aux nécessités du monde nouveau. Des jalons dans cette direction sont posés dans les articles qui suivent.

Une autre Europe, une autre France : ce n'est pas une défaite. C'est un défi à relever.

Le comité de rédaction

L'Europe : de l'état de choc à la thérapie de choc

par Nicolas BAVEREZ

Le « non » au référendum peut avoir la vertu de rappeler les Français à la réalité. Ils en ont bien besoin, mais il leur faudra du courage, à eux et à leur gouvernement.

Les premières années du XXIème siècle sont placées pour l'Europe sous le signe d'une décennie maudite : enfermement du continent dans la croissance molle, le chômage de masse et la pauvreté en marge d'un des cycles de développement les plus fastes de l'histoire du capitalisme ; montée des extrémismes et des populismes ; révolte démocratique des peuples contre les institutions européennes, le projet élitiste dont elles étaient l'émanation et les dirigeants qui les incarnent ; division politique profonde portant sur la politique extérieure - notamment la relation avec les Etats-Unis - mais plus encore sur l'identité et les objectifs de l'Europe. Le tout convergeant vers le blocage du processus d'intégration ouvert dans les années 1950, dont l'échec du traité constitutionnel est le symbole.

Une crise multiforme

Le rejet par 55% des Français du projet de Constitution européenne, amplifié par le refus de 62% des Néerlandais, a provoqué une onde de choc qui, au-delà de la mort annoncée du projet de traité constitutionnel, s'est rapidement propagée à l'Union tout entière, entraînant l'échec du Conseil des 16 et 17 juin consacré au budget pour la période 2007 à 2013, puis la remise en question de l'acquis communautaire. En lieu et place des chimères du projet alternatif de traité et du rééquilibrage en faveur d'une Europe sociale, l'Union se retrouve sans Constitution ni budget, les politiques communes et le principe même de l'intégration sont remis en cause au profit de la concurrence entre les territoires et les systèmes fiscaux et sociaux, la diplomatie de Tony Blair se voit offrir une oppor-

tunité unique de transformer sa prise de contrôle rampante de l'Union en conquête effective du pouvoir.

L'Europe est en état de choc, traversant une crise multiforme et profonde qui n'oppose pas seulement les dirigeants politiques mais les peuples, qui ne se réduit pas seulement aux intérêts divergents des Etats mais remet en question le sens et les objectifs du projet européen.

- *Crise économique* avec une Allemagne ayant entrepris de restaurer sa compétitivité au prix fort de 5 millions de chômeurs et d'une tétanie de la consommation ; d'une France allant droit à la récession sur fond d'effondrement de sa base productive et de retour de la contrainte extérieure (déficit commercial record de 8,6 milliards d'euros pour les quatre premiers mois de 2005), d'explosion de la dette publique (66% du PIB contre 58% en 2002), de chômage de masse (10,2% de la population) et de paupérisation de la population (baisse des salaires réels couplée à la hausse de la pauvreté qui touche 15% de la population dont un million d'enfants) ; d'une Italie plongeant dans la récession, avec une démographie sinistrée, un appareil industriel déclassé et un Etat en faillite (dette de 106% du PIB).

- *Crise monétaire* avec l'installation de l'Euro dans une spirale déflationniste et la divergence entre les Etats-membres qui menacent à terme la pérennité de la monnaie unique (récession en Italie, stagnation en France et en Allemagne contre une croissance de 2,8% en Espagne et de plus de 5% en Irlande ; différentiel d'inflation de 2,5% par an depuis 1999 entre l'Allemagne et l'Irlande ; déficit public de 7% pour le Portugal, de plus de 5% pour la Grèce, 4% pour l'Italie, 3,6% pour l'Allemagne et la France contre un excédent pour la Finlande et l'Espagne).

- *Crise financière* avec le désaccord massif sur le budget pour la période 2007 à 2013. Un budget pris en tenaille entre le veto britannique face à toute remise en cause de la ristourne obtenue par Margaret Thatcher en 1984 (5,3 milliards d'euros en 2004 et plus de 7 milliards à terme), et le veto français face à toute remise en question de l'accord d'octobre 2002 sanctuarisant la politique agricole commune jusqu'en 2013. Un budget écartelé entre l'extension du principe de juste retour au sein des Etats contributeurs et les besoins financiers liés au soutien de la transition des nouvelles démocraties, au renforcement de la compétitivité structurelle et au rattrapage du retard économique, technologique et scientifique qui ne cesse de se creuser par rapport à l'Amérique du nord et à l'Asie.

- *Crise politique et existentielle* avec d'un côté le fossé qui s'élargit entre les peuples européens et l'Union à proportion de la dilution de son identité, de l'autre

l'affrontement ouvert entre des conceptions antinomiques de l'Europe, qui s'est cristallisé autour de la relation avec les Etats-Unis lors de la crise irakienne et porte désormais sur l'acquis communautaire et le sens du projet européen.

La débandade de l'Europe reste paradoxale tant l'avenir du continent semblait prometteur en 1989, puisque la chute du mur de Berlin, débouchant sur la suppression de la menace soviétique et la réunification, devait logiquement ouvrir la voie à sa réhabilitation comme acteur à part entière du système géopolitique. Pour autant, elle n'a rien de mystérieux et s'explique par deux raisons essentielles. La crispation vaine autour des conceptions, des structures, des modes de fonctionnement de l'Europe des Six - rendus caducs par le changement de nature de l'Union avec les transferts de souveraineté déclenchés par la monnaie unique, par l'élargissement, par la grande transformation provoquée par la disparition de l'Union soviétique et la mondialisation -. L'incapacité du noyau dur des promoteurs du projet européen, composé de la France, de l'Italie et de l'Allemagne jusqu'à l'Agenda 2010, de réformer leur modèle économique et social pour le mettre en phase avec le monde du XXIème siècle, avec pour conséquences une faiblesse insigne du leadership politique, une dilution du moteur franco-allemand qui tourne aujourd'hui à vide, une tentation au repli de ces nations clés dont la dynamique s'est étendue à l'Union entière - à la notable exception du Royaume-Uni et des nouvelles démocraties -.

S'adapter à la nouvelle donne mondiale

La crise aiguë ouverte par les référendums français et néerlandais et délibérément transformée en blocage de l'Union par Tony Blair peut comporter une dimension salutaire, si elle débouche sur l'indispensable adaptation du continent à la nouvelle donne mondiale, ou bien annihiler un demi siècle d'intégration européenne et de construction communautaire si elle se traduit par l'exacerbation des tentations de repli national et protectionniste.

Force est de constater que les positions britannique et française autour desquelles se cristallise l'affrontement entre les conceptions de l'Europe présentent une fausse symétrie. Toutes deux comportent leur part de contradictions. La France prétend limiter le budget européen à 1% du PIB après l'élargissement contre 1,24% avant, tout en sanctuarisant la PAC jusqu'en 2013, ce qui est à la fois impossible et incohérent, et plaide pour une Europe sociale alors qu'elle s'affirme plus que jamais comme l'homme malade du continent, avec un chômage endémique frappant 10% de la population active depuis un quart de siècle, une exclusion et une pauvreté croissantes, une productivité et un pouvoir d'achat stagnants, une nation et un corps social en voie d'implosion. Le Royaume-Uni lutte pour pérenniser une dérogation budgétaire qui trouvait

son fondement premier dans son déclin des années 1970 - avec un PIB inférieur de 25% à celui de la France alors qu'il est aujourd'hui supérieur de plus de 10% -, entend institutionnaliser la notion de juste retour négatrice de la nécessaire solidarité envers les nouvelles démocraties, et vise, sous couvert de modernisation, à atteindre l'objectif traditionnel de sa diplomatie européenne avec la suppression de la PAC - au demeurant réformée et réduite à moins de 40% du budget et 0,30% du PIB européen à l'horizon 2013 - et à supprimer les politiques communes plus qu'à les redéfinir.

Des différences majeures séparent cependant les deux pays, qui font pencher la balance en faveur du Royaume-Uni. D'abord, au-delà de sa faillite économique et sociale et de la disparition de tout leadership politique crédible, la France a achevé de dilapider avec le référendum du 29 mai, après le ratage de la réunification de l'Allemagne et du continent, le droit d'aînesse dont elle disposait dans l'Union : elle s'est à la fois banalisée, discréditée et marginalisée au sein des 25. De ce fait même, elle n'a d'autre proposition à formuler pour l'Union que la pérennisation du statu quo et la reconduction de l'existant, au mépris de l'expression des peuples et avec pour seule certitude la poursuite du déclin du continent.

Les principes avancés par Tony Blair, s'ils ne sont pas dénués d'arrière-pensées, reposent sur une série de constats exacts. 1/ pour l'Union comme pour la France, les référendums des 29 mai et 1er juin 2005 marquent une rupture radicale qu'il est impossible de ne pas prendre en compte. 2/ les deux problèmes sous-jacents à la crise des démocraties d'Europe continentale et de l'Union sont le chômage de masse qui touche 20 millions de ses citoyens et son incapacité à s'adapter à la nouvelle donne de l'économie ouverte et de la géopolitique mondiale. 3/ l'Union doit engager un vaste débat public sur son identité, son avenir, la raison d'être et les priorités des politiques communes. 4/ la modernisation et le redéveloppement de l'Europe ne peuvent passer par une spirale protectionniste et dirigiste, faisant de l'élargissement le bouc émissaire des difficultés, privilégiant la fermeture des frontières qu'il s'agisse d'immigration, de flux de capitaux ou de commerce, accordant la priorité à la réduction de la concurrence et au retour vers des formes d'économie administrée. Du fait de leur justesse, ces analyses trouveront nécessairement un large écho et une majorité au sein de l'Union, incluant l'Allemagne d'Angela Merkel si elle devait être élue à l'automne comme il est probable - une Allemagne exaspérée par le nationalisme économique français, légitimement inquiète des incohérences politiques et des emballements collectifs dont le référendum fut l'expression et où la conscience de l'opposition de la diplomatie de François Mitterrand à sa réunification est de plus en plus présente avec l'ascension des responsables politiques issus de l'ex-

RDA, ce qui achève de rendre risibles les propositions d'union avancées à la hâte par les dirigeants français -.

Il est aujourd'hui acquis qu'une éventuelle relance politique de l'Europe ne pourra intervenir qu'après 2007, une fois effectué le renouvellement des équipes dirigeantes en Allemagne, en Italie et en France, et activement engagée la modernisation de ces nations. Pour autant, existent dès à présent des marges de manoeuvre et d'action qui pourraient être utilement mobilisées pour éviter la paralysie de l'Union.

Que faire ?

Une voie étroite peut être tracée, qui permette d'éviter l'emballement des forces centrifuges et l'engrenage de la désintégration, tout en prenant en compte l'exigence d'une modernisation. 1/ Acte doit être pris de ce que le projet de traité constitutionnel est mort-né et que tout acharnement thérapeutique est vain. 2/ La course infernale aux élargissements doit être interrompue, ce qui passe par le report de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie et l'arrêt des négociations avec la Turquie, qui n'appartient à l'Europe ni par son histoire ni par sa culture. 3/ La priorité absolue doit être donnée à la croissance et à l'emploi, ce qui implique un renversement des institutions, des conceptions et des orientations qui président à la politique monétaire : il faut clairement rompre avec les dogmes de la lutte contre l'inflation et de l'euro fort défendus par la BCE - synonyme de Baisse de la Croissance et de l'Emploi -, qui réalise méthodiquement l'euthanasie de l'activité et de l'investissement, du travail et de l'innovation, pour s'inspirer de la Fed américaine qui a réussi à surmonter la crise asiatique de 1997, le krach et les frappes terroristes de 2001 en conciliant une croissance annuelle de 3,7%, un chômage réduit à 5,1%, une inflation de 2%. 4/ La politique extérieure et de sécurité du continent, qui constitue à la fois une des conditions du bon fonctionnement de la société ouverte et une demande forte des opinions publiques, doit être renforcée. 5/ Un compromis raisonnable s'impose en matière budgétaire, qui repose sur un budget d'environ 900 milliards d'euros (1,10% du PIB), couplé d'une part à une élimination progressive de la ristourne britannique, d'autre part à un dégel de la politique agricole avant 2013 couplé à une renationalisation et au redéploiement des crédits correspondants au profit de la convergence régionale et des mesures de soutien à la compétitivité, notamment en matière de recherche et de développement. 6/ L'accélération de l'unification du continent passe par le financement des infrastructures essentielles en matière de transports, d'énergie, de télécommunications, de programmes aéronautiques et spatiaux. 7/ Une action spécifique est requise en faveur des jeunes, privilégiant les échanges culturels, l'ouverture de l'enseignement et la reconnaissance des diplômes, l'accès au travail et la mobilité notamment par le portage des droits sociaux.

L'histoire est asymétrique. Les Européens peuvent aujourd'hui achever de détruire en quelques années un demi siècle de progrès économique et social intrinsèquement lié à la dynamique de l'intégration. Ils peuvent aussi se mobiliser pour transformer cette crise décisive en renaissance du continent. A la condition de cesser de considérer l'Europe comme une rente ou un acquis, pour lui rendre sa dimension d'ambition neuve dans le monde démocratique, visant à construire le premier ensemble multinational dont l'intégration ne repose pas sur la force mais sur la liberté, dont l'unité ne soit pas fondée sur la suppression des souverainetés mais sur l'émulation pacifique des Etats et des nations qui la composent.

Nicolas BAVEREZ

LE TRIOMPHE DE LA PERFIDE ALBION.

C'est peut-être manquer de tact de le souligner mais le rejet par la France de la Constitution européenne est à plusieurs égards un triomphe pour l'Angleterre... Pendant au moins 50 ans, les Britanniques ont poursuivi deux objectifs principaux envers l'unification européenne. Le premier était de freiner l'élan vers l'union politique européenne, le second était d'empêcher la domination franco-allemande de cette politique européenne. Avec la mort de la constitution ces deux buts ont été atteints d'un seul coup... Quand Jack Straw, le ministre anglais des Affaires étrangères proclame qu'il est attristé par le vote des Français, vous pouvez presque entendre les membres de son Cabinet faire sauter les bouchons de champagne derrière lui.

Soudainement tous les nuages qui pesaient sur l'Angleterre ont disparu. La Grande-Bretagne est toujours dans le club européen mais l'Union politique est morte. Mieux encore ce sont des empreintes françaises que l'on retrouve sur l'arme du crime. Les Britanniques qui ont souffert pendant plusieurs années d'être rabaisés au rang de « mauvais européens » ont enregistré avec une satisfaction silencieuse que tout l'odieux de cette dénomination est maintenant transféré sur la France.

*Extrait de The Economist du 4 au 10 juin 2005,
intitulé « Cette Europe qui est morte »
Traduit de l'anglais par C. Delamare*

Sauver Astérix

par Maurice BLIN

« Le pessimisme est d'humeur ;
L'optimisme est de volonté »
ALAIN

Soyons courageux, soyons réalistes. Écoutons l'appel du sénateur, ce sera un premier pas vers le sauvetage de notre pays, en voie de perdition.

La date du 29 mai 2005 s'inscrira demain parmi celles qui ont marqué d'un trait de feu la longue histoire de la France. Elle a mis peut-être un terme à l'aventure audacieuse de l'unité européenne qu'elle soutenait depuis un demi-siècle. Peur soudaine de l'avenir ? Lassitude ? Reniement ? Les mots se bousculent pour rendre compte d'un évènement d'une telle ampleur. Mais le fait est là. *Une forte majorité de Français a déclaré forfait et abandonné la partie.*

Sans doute, faut-il y voir aussi le signe d'une rupture entre les générations. Le souvenir des guerres fratricides d'hier, de l'utopie menaçante du communisme, de la vulnérabilité d'une croissance économique que ne soutiennent plus une volonté et un travail de tous les jours, tout cela s'efface. Et puis, les étudiants exaltés de mai 68 sont aujourd'hui aux affaires. Leur rêve de jeunesse ne les a pas tous quittés. Il semble même avoir gagné la société tout entière.

Illusion et singularité française

Une autre explication paraît cependant s'imposer. L'Europe n'aurait pas tenu ses promesses. Sa marche à la prospérité s'est arrêtée. Le chômage frôle les 10% et frappe surtout les jeunes. La chute de la croissance met en péril le financement de ses « acquis » sociaux. Elle piétine sur la voie de la recherche, gage des emplois de demain. Comment dans ces conditions lui garder sa confiance et ne pas être tenté par le repli sur soi ?

De fait, le nouveau gouvernement né en France au lendemain du 29 mai a déclaré qu'il faisait du chômage sa priorité absolue et annoncé des mesures

propres à faciliter la création d'entreprises et d'emplois. Elles seront sans doute utiles et il faut leur souhaiter plein succès. Malheureusement, elles ne se sont pas accompagnées d'une analyse des causes du mal qu'elles tentent de guérir. L'on peut se demander aussi pourquoi l'occasion de les mettre en œuvre n'a pas été saisie il y a trois ans. L'on retrouve ici le défaut national qui consiste à agir sous le coup de l'événement après, non avant, qu'il ait frappé. C'est la préférence donnée à la révolution ornée de grands principes, née dans la fulgurance de l'instant, plutôt qu'à la réforme qui l'anticipe et joue avec le temps au lieu de se battre contre lui. Comme quoi la politique est affaire, autant que d'idées, de culture et de tempérament.

Autre singularité. Au cours de la campagne, est vite réapparu le vieux et traditionnel affrontement entre libéral et social, droite et gauche, héritage incontournable, et hélas toujours vivant, des XIX^e et XX^e siècles. Il allait travestir les données du problème. Au lieu de s'interroger sur les moyens dont pouvait disposer l'Europe pour affronter un univers mondialisé qui risquait de la marginaliser, on assista au retour du débat idéologique, donc bien français, entre la France d'en-bas et celle d'en-haut, entre le peuple et son élite, entre le citoyen et ses élus, etc... On restait ainsi entre soi et en un temps où la France pouvait se croire seule au monde. Du moins, par son refus jeté à une Europe qu'elle ne dominait plus, eut-elle le sentiment d'en redevenir une dernière fois l'arbitre et le juge. La fierté nationale y trouva son compte. Astérix n'était pas loin. Deux leçons se dégagent de ce débat historique. Face à l'accès à la puissance économique des deux continents d'Asie et d'Amérique, cet affrontement franco-français constitue un attristant anachronisme. C'est unie que la France sortira de l'ornière où elle a glissé et devra en assumer les conséquences.

Au contraire, elle a cédé au vieux réflexe du « bouc émissaire » qui consiste à chercher non pas en soi mais chez autrui la source de ses maux. Ce fut la bureaucratie bruxelloise qui imposerait aux peuples et sans les consulter ses propres règles. Ce fut une classe politique frappée d'aveuglement qui avait redit sa confiance en une Europe que le peuple allait désavouer. Ce fut encore un capitalisme apatride qui n'obéirait qu'au profit et pratiquerait sans vergogne les délocalisations.

Disons-le tout net. *Cette fuite* devant la réalité est le propre d'une démocratie malade. Ces trois arguments auraient dû en effet appeler trois réponses. La Commission européenne est un organe de proposition mais non de décision, celle-ci relevant du Conseil des gouvernements. La classe politique était dans son rôle lorsqu'elle indiquait une voie qui devait conduire au bien commun des peuples. Les entreprises françaises accomplissent des performances à l'étranger

et cela au bénéfice de tous. Ces trois évidences auraient dû conduire les électeurs à la raison. Or, il n'en a rien été car l'origine de cette ignorance est profonde. La France du XXI^e siècle est restée celle du XX^e siècle, en plus obèse et donc plus lourde et moins mobile. Son Etat dont le citoyen continue de sous-estimer la charge et le coût puisqu'un jour il lui demandera son soutien entretient l'illusion d'une providence qui veillerait indéfiniment sur lui. *Or, dans le monde de demain, qu'on le veuille ou non, avec ou sans Constitution, l'Europe ne pourra relever le défi de la nouvelle concurrence mondiale et sortir de la léthargie économique et sociale où elle s'enlise, qu'en s'alignant sur lui pour faire mieux que lui.*

La ruse de l'histoire

Une dernière illusion explique le scrutin du 29 mai. Symétrique et inverse de la première, elle consiste pour un pays à attendre de l'Europe ce qu'elle ne peut pas lui donner. Il la rejette alors pour ce qu'elle ne lui apporte pas. La vérité de l'Europe est tout autre. *Son succès ne peut être que la traduction fidèle de celui de chacun de ses membres* comme la solidité d'une chaîne dépend de celle de chacun de ses anneaux. C'est ainsi qu'il aura suffi des défaillances manifestées par la France et l'Allemagne pour que l'élan européen se brise. Inversement, il suffit aujourd'hui que l'Angleterre, forte d'un rétablissement entrepris, ne l'oublions pas, il y a trente deux ans, ait retrouvé la santé pour qu'elle récupère aussi sa position séculaire d'arbitre et d'exemple dans une Europe dont elle n'avait franchi le seuil en 1973 que contrainte et réservée.

Ce retournement spectaculaire au cours duquel un peuple affaibli, veuf d'un empire qui avait fait sa richesse, victime d'un syndicalisme tout-puissant, menacé de perdre pied face à une Europe continentale alors en pleine croissance, a rattrapé puis dépassé cette dernière, illustre ce que Hegel, philosophe allemand, appelait « *une ruse de l'histoire* ». Lorsqu'une certaine gauche française voyait dans le non à la Constitution une arme victorieuse brandie contre le libéralisme et croyait pouvoir imposer à terme à ses voisins *son* Europe, elle obéissait sans doute à ses principes. Mais elle était loin d'imaginer que dans un monde définitivement ouvert, la réalité allait se retourner si rapidement contre elle. En fait, sa victoire a ouvert à son adversaire une porte par laquelle il s'est engouffré. Cette erreur magistrale comporte un enseignement. Demain, le vrai en politique ne résultera plus d'un affrontement entre des idées, sport où le Français fut longtemps roi, mais de leur capacité respective, à maîtriser le réel.

Deux Europe ?

Que va-t-il se passer demain ? On verra sans doute se dessiner deux sortes d'Europe. L'une, celle du Nord, forte de réformes accomplies à main nue, c'est-à-dire hors de la protection de l'euro qui ailleurs en masquait l'urgence et la

nécessité, sera tentée d'imposer sa loi. Le rejet français est une occasion qu'elle exploitera dans la mesure où il rejoint sa propre réserve à l'égard d'un système qu'elle tient pour condamné. Ce sera la victoire de l'exception... anglaise. *L'Europe avait une monnaie ; elle aurait pu avoir une Constitution.* Or ces deux symboles de l'unité et de la puissance se brouillent et s'affaissent dès lors que ceux qui les brandissent étalent aux yeux du monde leur faiblesse économique et politique. On ne s'engage pas dans un marathon quand on est boiteux.

Et ce déclin est particulièrement sensible pour une France qui s'est longtemps voulue modèle. C'est cette déconvenue qui, à droite comme à gauche, a inspiré le non français. *Il ne signifie rien moins que le refus d'une Europe de la liberté et de la concurrence qui a fait peur.* Jusqu'au bout, ses partisans ont cru ou fait croire – ce fut le mythe mort-né mais rassurant du plan B – qu'il pourrait encore l'emporter. Cette poursuite d'un rêve éveillé, cette incapacité de regarder le monde en face, cette nostalgie d'une France qui aurait raison seule contre tous, bref, cette ignorance du mouvement profond de l'histoire, témoigne combien restait vivace la conviction d'une « exception française ». Or, celle-ci, comme le privilège de naissance dont se prévalaient les ci-devant d'hier que balaya 1789, ne peut plus être fille du passé. Face à l'Asie nouvelle et ses milliards d'hommes qui veulent prendre leur place au festin de la croissance, l'exception européenne ne se justifiera que par le travail, l'effort et le mérite. Elle disparaîtra vite si ceux-ci viennent à manquer. Car cette loi sévère de l'histoire est, elle, sans exception.

Dès lors, il ne reste qu'une voie et une seule à ceux qui ont à gouverner la France : *dire sans fard la vérité aux Français.* De toute façon, la crise financière latente les y contraindra. Leurs prédécesseurs ne l'ont pas fait au lendemain du scrutin pourtant massif de 2002. Il est vrai qu'il avait été déjà beaucoup plus un réflexe de conservation que le fruit d'une réflexion sur l'état du pays. Portés par une majorité parlementaire sans faille, ils auraient pu engager des réformes dont les effets commenceraient à apparaître aujourd'hui. Certes, certaines l'ont été. Mais faute d'une information objective, indiscutable, chiffres en mains, sur le risque d'une faillite financière, elles furent subies, contestées, assorties de grèves et d'obstruction. Et le pays s'endetta. C'est qu'*on ne réforme pas un peuple contre lui-même.* De cette indifférence aux faits et à l'avenir, le non du 29 mai a été une brutale et tragique illustration. *Plus encore qu'à l'Europe, c'est en réalité à elle-même que la France a dit non.*

Ce coup de semonce, c'est aux Français eux-mêmes, aux oui qui n'ont pas su convaincre, aux non qui n'ont pas voulu comprendre, qu'il faut le retourner. On ne sauve pas un malade malgré lui. Il faut qu'un diagnostic complet – il y en eut

d'excellents mais ils restèrent discrets et sans effets – soit établi et connu du patient. On ne combat pas un ennemi sans visage.

Le chantier de la réforme

Le journal *Le Monde* peu soucieux de sympathie pour le gouvernement d'aujourd'hui et proche de la gauche quand elle pense, l'a résumé sous un titre qui était sans ombre : « *Le monde social français, a-t-il écrit, est à bout de souffle* ». Et le résumé qu'il en donne éclaire d'une lumière forte les raisons et l'ampleur du non français, en même temps qu'il définit le chantier des réformes :

- un écart s'est creusé entre la situation de l'économie et la poursuite d'un « progrès » social dont les exigences, en particulier l'acceptation du non-travail, quelle qu'en soit la forme, subie avec le chômage ou imposée avec les 35 heures, l'ont peu à peu étouffée ;

- la préférence a été donnée non pas à la *création* mais à la *protection* de l'emploi. Issue d'une réglementation rigidifiée du droit du travail et d'un recours permanent et abusif à l'Etat, son coût alarmant se traduit par un prélèvement destructeur sur les actifs, entreprises et salariés, et dégrade la compétitivité du pays ;

- un système éducatif monolithique laisse chaque année près de 100 000 jeunes sans qualification et empêchés de trouver demain un emploi durable. Dans ces conditions, comment s'étonner que les électeurs de 18 à 25 ans aient voté non à 70% ?

- le vote d'une grande majorité des membres de la Fonction publique même s'il est resté discret, s'explique lui aussi. Elle représente un actif sur cinq et dispose de ce fait d'une influence électorale importante. Or, on lui a répété que l'ouverture de la France à l'Europe menaçait le nombre et la retraite de ses agents. Quant à la remise en cause du monopole dans les services publics, elle allait provoquer celle des avantages liés à leur condition. A quoi s'ajouta la frustration, au demeurant parfaitement compréhensible, dont souffrent trop de surdiplômés qui, faute d'entrer dans le privé, n'ont trouvé d'emploi que dans le secteur public. Situation qui caractérise, soulignons-le en passant, la plupart des pays mal développés ;

- les dépenses de santé continuent de s'aggraver : le déficit de l'assurance maladie a été de 13 milliards d'euros en 2004 et ne diminuera pas cette année ; la charge des retraites, en raison de l'allongement de la durée de vie et de leur précocité à 60 ans à laquelle ont renoncé la plupart de nos voisins, exploseront le jour où *les années de repos dépasseront pour nombre de salariés celles de la vie active*. Comparées aux régimes étrangers, ces dispositions constituent moins une *exception* qu'un *lux*e que la France ne pourra plus soutenir demain ;

- enfin, l'Etat a donné à maintes reprises des signes de faiblesse face aux menaces de grève ou aux manifestations de rue ou de lycéens que provoquait la

plus modeste des réformes. Comment son autorité n'en sortirait-elle pas affaiblie ?

Ethique et politique

A cette situation, il est définitivement vain de répondre par l'idéologie. La relation entre présent et avenir, jeunes et âgés, actifs et retraités, salariés du public et du privé, etc... est une affaire non de politique mais d'équilibre, de solidarité, bref de justice. Elle englobe à égalité toutes les catégories de citoyens.

La France, choyée des dieux, au ciel clément, à la terre généreuse, au peuple industriel ne sera plus la source des idéologies où les peuples autrefois venaient étancher leur soif. Son réservoir de mots et d'images, d'expériences brillantes mais parfois malheureuses dont elle s'est grisée, est épuisé. Elle ne présidera plus le tribunal de l'histoire ; elle en subira, comme chaque nation, la loi. Elle ne relèvera ce défi nouveau pour elle qu'en revenant au *bon sens* dont les maximes résistent imperturbablement au tourbillon des slogans et des passions.

Rappelons-en quelques-unes :

- un pays qui n'assure plus son train de vie qu'en empruntant est sans avenir. Seul l'investissement à long terme, culturel et matériel, c'est-à-dire la formation et la recherche y garantiront l'emploi ;

- l'on ne peut prétendre vivre mieux en travaillant moins mais au contraire, en travaillant plus ou mieux ;

- la France ne tirera parti du monde ouvert du XXI^e siècle qu'à la condition de renoncer au mythe de la *gratuité* qui empoisonne les esprits, amollit les volontés et corrompt les mœurs. Tout ce qui est donné sans retour à l'un est nécessairement pris à l'autre ;

- la liberté ne résiste à ses excès qu'alliée à la responsabilité. Celle-ci manque gravement à la belle trilogie républicaine. Sauf à la tenir pour comprise dans la fraternité et à la rappeler sans cesse ;

- le rang d'un peuple dans l'histoire repose non pas sur les mots mais sur l'exemple. C'est pourquoi la formule de « modèle social » appliquée à un pays qui compte un demandeur d'emploi sur dix et deux quand ils ont moins de 25 ans, où des retraités de plus en plus nombreux seront soutenus par des jeunes de moins en moins nombreux, cette formule est à proscrire. Dérisoire et mensongère, elle est une insulte à la vérité et à la raison.

« Ils ne sont pas fous ces Romains »

En politique, l'ébranlement majeur du 29 mai impose des repères qui peuvent jalonner utilement le chemin difficile où la France est engagée :

- la santé économique et sociale d'un peuple est la garantie incontournable de

sa cohésion et la condition de son audience. En histoire comme ailleurs, des exemples le montrent, la vertu est, tôt ou tard, récompensée ;

- *toute réforme suppose une alliance étroite et à doses égales de liberté et de solidarité.* Faut-il rappeler que dans les pays où elle a été menée à bien, le Danemark, la Suède, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, elle a été initiée et conduite par des gouvernements travaillistes et en liaison étroite avec un monde syndical uni et responsable ?

- elle suppose enfin deux dernières conditions : *le temps et la durée.* Elle est partout le fait d'un homme entouré d'une équipe, elle aussi unie et résolue. Elle répugne aux bavardages et aux querelles de personnes ou d'école. Quand le bateau prend de la gîte, le capitaine commande. Il ne consulte pas l'équipage.

Ces évidences soulignent par contraste la nécessité pour la France d'opérer un retour sur soi. Elle ne maîtrisera plus le monde qui vient ; elle sera jugée par lui. Dans le passé, son peuple a su être à la fois audacieux et rigoureux. Il a rêvé et fait beaucoup rêver. Car quand il lançait un non au monde c'était celui de la foi non de la peur. Les trésors d'intelligence et de générosité qu'il porte toujours en lui, c'est à sa conversion au XXI^e siècle qu'il doit désormais les employer. Il restera alors fidèle à son identité profonde, celle qui résiste au temps. La France entre dans le XXI^e siècle avec une tâche au front qu'elle n'effacera qu'à coup d'énergie et de lucidité. Répétons-le : *ces vertus dépassent la politique. Elles ne manquent ni à droite ni à gauche. Ensemble, mais sous le signe du réalisme et de la raison, elles peuvent réouvrir les portes de l'avenir qui viennent de se fermer.*

Le dilemme est simple. Il s'agit de réconcilier Astérix, subtil et virevoltant et les Romains lourdauds mais épris d'ordre et de méthode. *Car il n'y a plus de potion magique.* Mais il y a l'histoire, maîtresse de sagesse. Elle nous rappelle que la Gaule turbulente et querelleuse n'est devenue la France qu'après avoir un jour adopté César. Que cette alliance se dénoue et elle se défera avec elle. L'Europe et le monde y perdront. Car rien n'est plus triste que l'effacement d'un grand peuple.

Maurice BLIN

L'avenir de l'Europe

par John HOLMES

L'ambassadeur de Grande-Bretagne tire les leçons du rejet en France de la Constitution européenne. Il le fait de manière amicale et constructive. Lisons-le aussi avec amitié.

L'Europe est en crise, mais pas simplement parce qu'elle n'a pas su se mettre d'accord en juin sur un budget pour 2007/2013, ou parce que les électeurs français et néerlandais ont récusé le traité constitutionnel et donc retardé les réformes institutionnelles. Le problème est plus profond.

Ce que le "non" français et néerlandais a révélé brutalement, c'est le gouffre qui s'est creusé entre les citoyens et les institutions européennes, et entre ces mêmes citoyens et les mots et les idées dont leurs dirigeants usent au sujet de l'Europe. Malheureusement, c'est surtout vrai des jeunes. Ce n'est pas qu'ils soient hostiles. Au contraire. L'euroscpticisme à l'ancienne - ce parti pris qui faisait rejeter l'idée même d'agir plus souvent au niveau européen que national - leur semble tout à fait étrange. Ils ont une mentalité naturellement internationale, par expérience et par les voyages qu'ils ont la chance de pouvoir faire en Europe et ailleurs. Mais il y a rupture entre la façon dont les élites et l'opinion publique conçoivent la construction européenne. Beaucoup ont du mal à voir en quoi l'Europe d'aujourd'hui et ses politiques concernent leur vie quotidienne. Ces forces motrices qu'étaient l'après-guerre et la paix, la réconciliation et la prospérité, leur semblent si bien aller de soi - à tort certes, mais dans ce domaine l'impression vaut réalité - que la structure de l'Europe telle qu'elle est n'est plus nécessaire pour les préserver. Ils se demandent même à quoi elle sert. A nous aussi, pouvoirs publics, de nous demander ce que nous voulons d'elle.

Mieux parler de l'Europe

Je ne veux pas accuser la Commission ou la bureaucratie : ce serait trop facile. Mais il faudrait évidemment mieux parler de l'Europe, mieux la présenter. Elle

a toujours avancé dans une succession de crises, ce qui est compréhensible étant donné la difficulté de concilier les différents intérêts et points de vue nationaux, mais qui n'a rien fait pour sa popularité tant il est plus facile de se souvenir des bagarres que des réconciliations. Mais le malaise est plus profond, je le répète. On veut savoir si l'Europe d'aujourd'hui ajoute véritablement de la valeur à ce que les gouvernements nationaux peuvent faire, si elle joue un rôle spécifique dans des domaines faciles à comprendre, et si on a quelque chose à y gagner. Il va falloir que nous trouvions de bonnes réponses à ces questions si nous ne voulons pas finir par mettre en danger l'ensemble du projet européen.

Soyons clairs. Je ne dis pas que toute l'Europe est en panne. Je ne critique pas non plus l'acquis communautaire. Loin de là. L'Union est une réussite extraordinaire et unique en son genre. Que des pays mettent volontairement leur souveraineté en commun dans des secteurs entiers d'activité est admirable et historique ! Sa nature hybride - combinaison d'intégration et d'inter-gouvernementalisme - est à la fois un trait de génie et une façon éminemment pragmatique d'affronter les problèmes. La monnaie unique et l'espace Schengen sont des réussites éclatantes, même si la Grande-Bretagne n'en fait pas encore complètement partie. L'élargissement et l'attrance qu'elle continue à exercer auprès d'éventuels nouveaux membres sont aussi des victoires dont nous pouvons être fiers, même s'il n'est pas déraisonnable de se demander où le processus doit s'arrêter.

Il revient donc aux dirigeants européens non pas de remettre ces acquis en question, mais de les mettre à profit en faisant preuve d'imagination et d'esprit constructif pour affronter les défis du 21^e siècle, dont le premier est la mondialisation. Ce n'est pas un phénomène qu'on puisse accepter ou refuser : il existe et il est inévitable qu'il prenne de l'ampleur. Pour nous, Européens, il ne s'agit pas de savoir si nous pouvons le maîtriser ou nous en protéger, mais de savoir comment nous y adapter et en saisir les chances au mieux, tout en étant bien conscients de ses dangers. Nous ne serons peut-être pas en mesure de sauver tous nos emplois, mais nous devons être capables d'en créer de nouveaux et de faire valoir nos principaux atouts - savoir, matière grise, facultés d'imagination, d'invention, de novation - pour nous spécialiser dans des créneaux où ces forces naturelles comptent. Cela implique que nous adaptions nos systèmes d'éducation et de formation, que nous encourageons la recherche au niveau national et européen, que nous ouvrons plus encore nos marchés, et que nous soyons prêts au niveau personnel à changer plus d'une fois d'emploi et de métier. C'est à ce vaste champ de réforme et de transformation que le Conseil européen informel que nous voulons réunir fin octobre sera consacré.

Il ne faudra pas en faire un débat idéologique sur les mérites relatifs des différents modèles économiques et sociaux en vigueur, encore moins sur la recherche d'un modèle social unique. Il y a des domaines où les politiques nationales resteront la norme et où la subsidiarité devra jouer à fond. Mais si nous pouvons définir quelques lignes directrices à partir de ce qui marche le mieux, et tirer des enseignements de ce qui se passe chez les uns et les autres, alors ce débat sera véritablement utile.

Une grande partie de la matière première se trouve déjà dans l'agenda de Lisbonne - faire de l'Europe dès 2010 l'économie fondée sur le savoir la plus compétitive du monde - et le rapport Kok sur l'emploi (2004). Nous avons besoin, d'une part d'une nouvelle volonté pour appliquer ces diverses propositions, d'autre part d'idées neuves sur la modernisation de nos pays - économie, système social, marché du travail, des produits et des capitaux - et sur l'articulation de nos actifs avec ceux des géants chinois et indien. *Rien ne sert de faire l'autruche, la tête dans le sable, et de prétendre que le monde n'est pas tel qu'il est, ou que nous pouvons le changer à volonté ou nous en isoler.*

Considérons plutôt avec confiance nos capacités et nos valeurs. Alors nous montrerons à nos concitoyens que l'action et la coordination au niveau européen peuvent avoir des effets dans les domaines qui les préoccupent le plus, à savoir leur emploi et leur mode de vie, mais pas seulement : j'en citerai quatre autres où l'Europe doit manifester sa pertinence et son dynamisme.

Quatre domaines d'action

Un, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et l'insécurité. Nous avons vu ces dernières semaines la nature et la gravité du problème que posent des hommes apparemment décidés à nous imposer une sorte de structure religieuse moyenâgeuse, étrangère à nos valeurs de démocratie, de tolérance et de liberté, et sachant convertir à leurs méthodes meurtrières un petit nombre de jeunes vulnérables. C'est un problème mondial qui appelle une réaction mondiale, mais l'Europe y jouera un rôle essentiel si elle sait manifester sa solidarité, échanger ses renseignements, faire la guerre aux réseaux financiers, et agir au plan politique et social. En matière de contre-terrorisme, de contre-prolifération et de prévention des conflits, la collaboration européenne doit déboucher sur plus de sécurité et nos concitoyens doivent s'en rendre compte. Ils la trouvent naturelle et nécessaire. Il est vrai qu'elle fonctionne bien déjà, mais nous pouvons mieux faire et montrer plus clairement à l'opinion publique dans quel sens nous travaillons.

Deux, la lutte contre le crime organisé sous toutes ses formes, en particulier le trafic de drogue et d'êtres humains. Que la drogue soit à portée de main dans

nos rues est une menace pour nos libertés et notre mode de vie, et nous pouvons évidemment faire plus et mieux contre ce fléau si nous le combattons ensemble, non seulement aux frontières de l'Europe mais aussi dans les pays d'origine et de transit. L'Afghanistan pose un problème particulier, mais il n'est pas le seul, loin de là.

Les risques de l'immigration non contrôlée sont indiscutables. Aucun pays n'a les moyens d'y changer quelque chose, sinon marginalement. Mais collectivement, nous pouvons obtenir des résultats, là encore en agissant non seulement aux frontières, mais en amont, en essayant d'arrêter le flot migratoire avant qu'il ne démarre et en aval, en assurant autant que possible le retour dans leur pays d'origine de ceux qui sont entrés clandestinement sur notre territoire et dont la demande d'asile n'est pas fondée. Nos concitoyens comptent sur nous pour les protéger. Si l'Europe montre qu'elle est un puissant forum d'action, son image s'en bonifiera d'autant..

Trois, l'environnement. L'Europe a déjà montré la voie en définissant des normes et des mécanismes, comme les échanges de quotas d'émission, destinés à inverser les facteurs responsables du changement climatique, qui est sans doute la menace la plus grave contre notre prospérité et notre mode de vie. Nous pouvons faire mieux encore. Il ne faudrait pas que nos enfants et petits-enfants nous disent dans 50 ans : pourquoi n'avez-vous rien fait alors que vous saviez ? Quant au problème de l'énergie, fondamental et lié à celui de l'environnement, il se pose doublement : sécurité, diversité et durabilité de l'approvisionnement d'une part ; modes d'utilisation d'autre part. Il faut y appliquer des stratégies concertées au niveau international, même si les grands choix restent essentiellement nationaux. L'Europe peut jouer un rôle déterminant en veillant à ce que les stratégies à long terme aillent dans le bon sens et soient bien coordonnées.

Quatre, enfin, la politique étrangère et la défense. Voilà un domaine où la souveraineté nationale et le contrôle de la prise de décision ont une grande importance, surtout pour des pays comme la France et la Grande-Bretagne qui ont, de longue date, des actifs militaires et diplomatiques à l'échelle mondiale. Mais c'est aussi le domaine où nos concitoyens peuvent comprendre le plus facilement une communauté d'action et en apprécier la valeur. La force par l'unité est évidemment le bon choix dans un monde de plus en plus difficile et dangereux. Il faut développer notre politique étrangère commune, en l'étendant au-delà des régions où elle donne déjà de bons résultats, comme les Balkans et le processus de paix au Moyen-Orient. L'Europe doit pouvoir s'exprimer dans le monde d'une voix forte et autonome, distincte de celles des Etats-Unis mais complé-

mentaire, qui traduise le nécessaire partenariat stratégique entre deux blocs partageant les mêmes valeurs et intérêts fondamentaux.

L'Europe a aussi besoin d'une capacité de défense plus forte pour appuyer ses activités diplomatiques, ce qui implique d'investir plus et mieux, et de restructurer ses forces et ses réseaux décisionnels pour tenir compte de la réalité d'aujourd'hui et de la nécessité croissante d'intervenir à l'étranger aux côtés de ses alliés, en particulier dans le cadre de la PESD. Dans tous ces domaines nous pouvons faire mieux apparaître la valeur ajoutée de l'Union qui dispose, en plus de ses moyens diplomatiques et militaires traditionnels, d'un "arsenal" civil en forme d'échanges commerciaux, d'aide et de soutien à la bonne gouvernance.

Si nous savons faire preuve de leadership et d'idées neuves dans tous ces domaines, nous avons de bonnes chances de renouer avec nos opinions publiques et de faire repartir le projet européen sur de meilleures bases. Nous avons aussi de bonnes chances de convaincre nos concitoyens, qui se demandent avec une inquiétude légitime où et quand l'élargissement de l'Europe s'arrêtera, que nous avons la responsabilité, vis-à-vis des pays qui veulent partager notre aventure, par exemple dans les Balkans, de maintenir la perspective de l'adhésion le moment venu, l'Union n'en étant pas moins capable de prendre des décisions vite et bien.

C'est seulement quand nous aurons rétabli la confiance que nous pourrons, avec légitimité et réalisme, en revenir aux réformes institutionnelles qui étaient au coeur du traité rejeté par les Français et les Néerlandais. *C'était un bon texte*, même s'il était en grande partie incompréhensible, y compris pour les experts. Nous en aurons besoin - de lui ou de quelque chose d'approchant - plus tard pour étayer des politiques renouvelées et consolider le fonctionnement des institutions. Si nous essayons d'y revenir trop tôt, et sans avoir assez réfléchi à nos façons de faire, le risque d'une nouvelle claque de nos électeurs sera encore plus fort.

Où se situe alors le budget européen ? Ce n'est pas le problème essentiel, même si nous avons tout intérêt à trouver une solution sans tarder. Il est plus important de corriger nos politiques et de commencer à mettre en place les réformes nécessaires. Il y a un lien entre la modernisation de notre attitude à l'égard de la mondialisation et la réorientation de nos budgets, par exemple au profit de la recherche et de l'innovation et aux dépens de l'agriculture, même si nous ne prôtons pas la suppression de la PAC ou la fin du soutien aux agriculteurs et aux communautés rurales. Le temps de notre présidence, nous ferons tout notre possible pour régler cette question et ferons les efforts nécessaires si

les autres sont prêts à en faire aussi. Mais je le répète : pour nous, le problème numéro un n'est pas le budget, encore qu'il soit important d'y trouver une solution pour permettre aux nouveaux membres de prévoir leurs dépenses, et de montrer que l'Union est toujours en état de fonctionner. *Ce qui compte le plus, c'est de définir la voie que nous voulons prendre et de convaincre nos concitoyens de se préparer à nous suivre et à nous soutenir.* C'est le grand débat que le Premier ministre a lancé dans son discours au Parlement européen, le 23 juin. C'est ce débat que nous voulons poursuivre pendant notre présidence en faisant intervenir non seulement les Etats membres, mais aussi la société civile à tous les niveaux. Il faudra le mener honnêtement et ouvertement, sans fausses distinctions entre ultralibéraux et autres, ou entre tenants de l'Europe politique et de la zone de libre-échange. Nous voulons tous que l'Europe soit politique. Il reste à définir plus clairement ce que nous entendons par là, et à convaincre l'électorat de l'intérêt et de la valeur de cette vision de l'avenir. C'est le principal objectif de la présidence britannique.

John HOLMES

LE SPECTRE DE LA DÉCADENCE

« Comme dans l'Europe du 19^e siècle où rôdait le spectre du communisme, aujourd'hui rôde le spectre de la décadence. Il se manifeste après un siècle de guerres épuisantes mais, au moins pour l'Europe occidentale, après aussi un progrès du bien-être que l'on n'avait jamais connu dans l'histoire. Ce spectre apparaît le plus souvent dans les régions les plus prospères. Beaucoup croient l'avoir rencontré. Cette opinion n'est pas sans fondement. Même si on ne peut pas appréhender ce spectre, il laisse suffisamment de traces de son passage.

Là-bas en Asie des centaines de millions d'hommes majoritairement jeunes, pauvres, instruits, avides de vivre et brûlant de monter au sommet. Ici, en Europe, moins de cent millions d'hommes, en majorité âgés, riches, également très bien formés, mais en quelque sorte fatigués de la vie et de la dure montée vers le sommet...

Il faut les avoir vus, les garçons et les filles d'Asie dans leurs blouses fraîchement repassées, comme ils grimpent en criaillant dans leur bus scolaire ! C'est à peine s'ils peuvent attendre de rentrer à l'école ! »

Meinhard Miegel

Directeur de l'Institut pour l'économie et la société à Bonn

Extrait de son nouveau livre « *Epochenwende* » (Changement d'époque)

Traduit de l'allemand par C. Delamare

L'enjeu européen du « non » français

par Pascal LAMY

La France a subi une crise de confiance. Elle peut la surmonter si elle comprend que l'Union européenne en se renforçant ouvrira la voie d'une « mondialisation » heureuse.

Il est sans doute encore trop tôt pour analyser en profondeur les causes et conséquences du « non » français au référendum du 29 mai. Il reste difficile de démêler le message domestique du message européen, les causes circonstanciées des tendances lourdes. Les quelques mois écoulés nous donnent cependant un peu de perspective. Et nous devons à nos partenaires européens les éléments d'explication que nous pouvons en tirer pour que cet événement majeur crée autre chose que l'interrogation, la déception ou le dépit. Nous le devons aussi au projet européen, qui devra à l'avenir tirer sa force de ces enseignements.

Il faut sans doute éviter, à cette fin, de s'appesantir sur le contexte conjoncturel franco-français qui n'aura échappé à aucun observateur européen. Evoquer le caractère contestataire de ce « non » par rapport à la politique du gouvernement ou certains de ses représentants ou encore le positionnement stratégique d'un certain nombre d'acteurs politiques par rapport à de futurs enjeux électoraux relève aujourd'hui presque de la lapalissade et intéresse sans doute moins nos partenaires européens qu'il ne les désole.

Quel est le sens du « non » ?

Concentrons-nous donc sur le sens de ce « non » pour la construction européenne. Il est d'autant plus important à saisir qu'il touche à ce qui est devenu la corde sensible de l'intégration européenne : la désaffection progressive du citoyen pour le projet européen, visible dans les analyses d'opinion (Eurobaromètres) depuis plusieurs années. Le « non » français est un révélateur de l'échec de la pratique démocratique en Europe. Certes, le fonctionnement des institutions européennes est aujourd'hui beaucoup plus démocra-

tique que par le passé. Les droits du Parlement ont été considérablement accrus par vingt ans de réformes institutionnelles, et de gros efforts ont été entrepris pour rendre plus transparentes les décisions politiques européennes. Mais il faut se rendre à l'évidence : ces progrès institutionnels n'ont malheureusement pas été ressentis au niveau national. L'Europe n'est pas « habitée » par ses citoyens, qui continuent en majorité à penser que leur voix n'est pas entendue au niveau européen, que leurs préoccupations ne sont pas suffisamment prises en compte par les dirigeants.

Une des raisons de ce déficit tient à la trop grande césure qui existe entre les champs politiques européens et nationaux. Il n'y a pas suffisamment de va-et-vient entre les deux niveaux, et l'Europe reste un enjeu secondaire pour nombre de responsables nationaux, comme le montrent de façon criante l'absence totale de débat en France sur les questions européennes depuis Maastricht ou pire son utilisation comme bouc émissaire pour les mesures nationales impopulaires.

L'Europe « ressentie » est lointaine, distante, obscure, pointilleuse voire arrogante. « Pas assez protectrice » non plus : elle est perçue comme menaçante, cristallisant le mal-être, les anxiétés, les craintes liées à la globalisation dont se nourrissent les forces populistes. Ces sentiments sont répandus dans l'ensemble de l'Union européenne mais leur impact est renforcé chez les Français par deux facteurs. D'une part, une difficulté à concevoir quelle peut être la place de la France dans une Europe à 25. La France s'est longtemps perçue comme la fille aînée de l'Europe. Elle sent aujourd'hui de façon confuse que cela est moins vrai que par le passé, à la fois parce que son poids spécifique est moindre dans l'Union élargie et parce qu'elle est sans doute moins proche du « mainstream » européen. Du coup ceux qui ont cru à tort à la vision de « l'Europe comme une grande France » se sentent déboussolés. D'autre part, la crainte de la remise en cause d'un « modèle » économique et social, que l'on a tendance à idéaliser dans son exceptionnalité, sans égard pour le fait qu'il est sur bien des points – à commencer par l'emploi – à la traîne par rapport à nos principaux partenaires.

Ces versions plus françaises du désenchantement citoyen pour le projet européen passent par le même remède : donner en France de la valeur à la notion de compromis. La beauté de l'idée d'unification européenne réside dans la recherche d'une synthèse entre de multiples équilibres politiques et traditions socioculturelles, ce qui requiert un respect des autres et une bonne dose d'humilité, une volonté de « vivre et apprendre ensemble ». Or il y a dans ce pays un formidable narcissisme : les Français parlent aux Français, se

regardent en tant que Français ; ils éprouvent une extrême difficulté à franchir ce miroir et à parler d'autre chose que de la France. De plus, la culture politique française est mal à l'aise avec l'idée de compromis, trop souvent assimilée à la compromission. Si l'on veut poursuivre l'œuvre européenne, il n'y a pas d'autre voie que celle du compromis avec les autres.

Les campagnes référendaires ont également mis en évidence une forte inquiétude face aux transformations de l'économie mondiale. Il existe une demande grandissante de protection contre les incertitudes engendrées par la globalisation du capitalisme, qui est plus souvent ressentie comme une menace que comme une opportunité. Dans ce contexte, l'Europe est souvent perçue comme une ouverture vers le grand large, voire même comme la courroie de transmission d'une mondialisation « ultra-libérale ». Cette perception est largement répandue en France, mais elle est loin d'être absente dans d'autres pays. Il est essentiel de faire comprendre que l'Europe est avant tout un système régulé, où les considérations environnementales, sociales, de santé, de protection du consommateur ou du travailleur, interviennent dans la gestion du marché. Il suffit de la comparer avec les autres économies mondiales pour s'apercevoir de la différence. Construire l'Europe est aussi une façon pour les Européens de mieux défendre sur la scène mondiale leurs préférences et leurs spécificités. Dans cette perspective, l'intégration européenne devient un levier de maîtrise des phénomènes de mondialisation. Mais à l'évidence, il y a beaucoup à faire pour en convaincre l'ensemble des citoyens.

Sortir de la crise du « non »

Comment sortir de la crise de confiance dans laquelle nous sommes entrés le 29 mai ? Il va sans dire que les solutions doivent éviter de renforcer les causes du rejet du projet de constitution. Il faut ainsi écarter tout ce qui pourrait porter atteinte à l'expression démocratique et citoyenne en Europe, dont le débat en France – malgré toutes ses insuffisances – a été une belle illustration. C'est pourquoi, il convient, tout d'abord, de continuer à plaider pour la poursuite du processus de ratification du Traité constitutionnel, aussi difficile que cela puisse paraître aujourd'hui. N'oublions pas que 13 Etats membres ont ratifié le texte (14 bientôt, la Belgique étant presque au bout de sa procédure de ratification) et que deux seulement l'ont rejeté. Dix pays (9 s'il l'on exclut la Belgique) doivent encore se prononcer. Chacun d'entre eux doit avoir le droit à la parole et à un débat démocratique. C'est aussi la seule façon d'obtenir le jugement de l'ensemble des Européens sur un texte européen.

En second lieu, si le Traité constitutionnel ne pouvait voir le jour, évitons de choisir la solution de facilité qui consisterait à adopter un Traité « fonctionnel »

par le biais d'une mini Conférence Intergouvernementale. Au contraire, poussons le travail démocratique de la Convention encore plus loin et osons revisiter non pas la partie institutionnelle du texte – qui n'a pas été au cœur de la contestation – mais le socle, la base de *l'affectio societatis*, qui ne fait plus l'objet d'un accord suffisant aujourd'hui. Ceci nous contraint à revenir aux contours du projet européen tel qu'il s'était constitué, par sédimentations successives, depuis cinquante ans. La désormais fameuse « partie III » du projet de traité constitutionnel doit être révisée pour redevenir la vision commune d'une identité, économique et sociale, dans un monde qui se globalise à grande vitesse. C'est de projets qu'il faut rediscuter si l'on veut redonner une base solide à l'édifice.

Cette « révision », qui avait été volontairement évitée lors de la Convention, demandera du temps. Les échéances électorales dans divers pays seront autant de contraintes à prendre en compte. Et cela ne sera pas sans conséquences sur la force de l'UE dans un monde globalisé où les puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde ne prendront pas, elles, le prochain train. Si les conséquences de la crise actuelle ne seront pas dramatiques à court terme, celles de long terme pour les générations à venir sont évidentes. Sans doute le résultat de cette « révision » sera-t-il une Europe « moins française » dans ses traits que celle qui a été construite il y a 50 ans. Mais le délitement du fameux « consensus permissif » qui a dominé les premières phases de la construction européenne doit nous amener à prendre des risques. Nous devons définir ensemble, de manière transparente, en faisant vivre l'espace public européen, ce qui constitue le fondement du vouloir vivre ensemble des Européens.

Pascal LAMY

Moscou-Paris : au beau fixe

par Alexandre ARISTOV

Les résultats du référendum du 29 mai ont eu un écho retentissant à l'étranger. A Moscou en particulier on essaie de comprendre. Et l'on fait confiance aux Français.

Au soir du 29 mai 2005, les chaînes de télévision russes ne distillaient que des informations succinctes sur un événement curieux parce qu'inattendu, pour ne pas dire détonnant : la France venait dire de dire « non » au projet de Constitution européenne.

Il y a quelque trois mois, le 10 mai 2005, la quinzième rencontre du président Poutine avec les dirigeants de l'Union européenne se terminait en fanfare par la signature de quatre « feuilles de route » correspondant aux quatre espaces de collaboration prévus entre la Russie et l'Europe unie : 1) l'économie, 2) la liberté, la sécurité et la justice, 3) la sécurité extérieure, 4) la science, l'éducation et la culture. La conférence de presse couronnant le sommet n'a laissé aucun doute dans l'esprit des participants : le Président russe lui-même n'a-t-il pas affirmé sa foi dans l'entrée en vigueur de la Constitution européenne en 2007 où il faudrait relancer la collaboration bilatérale de l'Union européenne avec la Russie, à l'issue d'une période de 10 ans régis par un accord de partenariat mutuellement avantageux ?

Or, les téléspectateurs et les voix angoissées des correspondants et envoyés spéciaux à Paris annonçaient, ce 29 mai 2005, quelque chose qui ne cadrerait pas avec ces pronostics et intentions de circonstance. Les jours suivants, le vote, tout aussi négatif, des Pays-Bas, n'a pas manqué de plonger les médias et l'opinion publique russes dans une réflexion amère et désabusée sur le sort de l'Europe et les chances de tout processus d'intégration – que ce soit l'Union européenne ou la Communauté des Etats indépendants, celle-ci souffrant d'une succession de « révolutions de velours ».

Les journaux moscovites, cédant à la tentation défaitiste, se croyaient parfaitement en droit de reprendre les titres cinglants de leurs confrères français, allemands ou anglais : « Echec... », « Coup d'arrêt... », « Funérailles de l'Europe... », on en passe et des meilleurs. Des instituts de sondage, professeurs, consultants, présidents de commissions, coordinateurs et chercheurs proliférant depuis une dizaine d'années sur les décombres de la pensée socialiste unique, se sont saisis avec délectation dialectique de cette crise majeure du projet européen pour cibler leurs regrets et recettes sur les destinées désormais compromises des « candidats à la candidature » - Ukraine, Géorgie, Moldavie, Arménie et autres « ex-républiques de... », et pour constater que leurs espoirs de fusionner prochainement avec l'Europe de l'Ouest n'étaient désormais qu'illusions sans calendrier ni moyens.

L'intérêt de la France, proche de celui de la Russie

« Le 1er mai 2004, l'Europe unifiée a avalé un trop gros morceau « post-communiste » - déclarait le rédacteur du département international des « Izvestia », parmi les plus avisés et les plus acerbes. *L'indigestion d'une Europe trop vorace* – tel était le verdict de la plupart des médecins-sociologues appelés d'urgence au chevet de l'Union malade d'une constitution avortée.

Quel serait l'intérêt des Français – se demandait-t-on en Russie, en donnant raison aux nonistes – d'ouvrir les portes de l'Union européenne à la Pologne, avec ses ambitions géopolitiques démesurées, mais pas du tout étayées par les indicateurs économiques ? Et la Lettonie, avec ses centaines de milliers de « non-citoyens » et ses défilés de vétérans SS ? Et la Roumanie, avec sa terrifiante corruption ? Et l'Albanie, avec sa misère qui n'a d'égal que le niveau de l'Afrique Noire ? Et la Turquie, avec ses islamistes montants et son séparatisme kurde ? Que dire alors de la Géorgie, avec son Abkhasie et son Ossétie du Sud ? De la Moldavie, avec sa république du Dniestr ? Que vient faire le Français, le Hollandais, l'Allemand moyens dans tout cela ? Ne vivent-ils pas dans un tout autre système de repères ? Pourquoi une telle précipitation ? Au nom de quelles visées étatiques, sinon personnelles ? Quoi de plus naturel qu'un « non » opposé à tant d'incertitudes pour ne pas dire « défis » ou encore « menaces » ? Un autre mal, congénital celui-ci, a été relevé par l'ex-ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Boris Pankine, aujourd'hui homme de Lettres, ravi de fustiger la « paranoïa bureaucratique bruxelloise » dénoncée par les Français et les Hollandais. Mais pour l'immense majorité des Russes, l'énigme du « non » français restait entière, malgré tout l'éclairage que les experts indépendants et les partis politiques lui consacraient chacun à sa manière.

Car même s'il est vrai que peu de Russes seraient capables d'identifier Robert Schuman comme le père de la construction européenne, ils sont autrement plus nombreux à savoir que, de De Gaulle à Chirac en passant par Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, il n'y a pas eu en France un seul président de la République ou Premier ministre qui fût réfractaire à une Europe unifiée, pacifiée et coopérante. Certaines idées reçues ne le sont pas pour rien – une fois ancrées dans les têtes et les pratiques, elles ne cèdent qu'à long terme aux assauts des faits nouveaux et souvent contradictoires. L'une d'elles était justement celle d'une France initiatrice de l'intégration en Europe, gardienne des sceaux d'une structure toujours plus solide et puissante, sans cesse élargie par paliers successifs de 6, 8, 10, 12, 15, 25 membres enfin, d'une union douanière, commerciale, économique, voire politique et militaire consciemment acceptée et voulue par les peuples animés d'un désir de paix et de prospérité.

Dans les années soixante, aux dirigeants soviétiques de l'époque de Khrouchtchev à Brejnev, de Gromyko à Kossyguine, il semblait hasardeux de marier la doctrine gaulliste, farouchement indépendantiste et anti-américaine, avec le dynamisme créateur européen, forcément supranational et communautariste. Mais en recevant les dirigeants français d'antan au Palais des Facettes du Kremlin, leurs homologues soviétiques leur offraient sur le plateau quelques petites phrases flatteuses, comme on lance des clins d'œil complices à un interlocuteur compréhensif et consentant, sur une France forte, indépendante, partenaire et amie de l'Union Soviétique. Car si on se méfiait du Traité de Rome, le sentant opposé par nature au Conseil d'Entraide Economique des Etats Socialistes de l'Europe de l'Est ; si, dans le sillage de Lénine, on croyait dur comme fer que les Etats-Unis d'Europe, si un jour ils devaient apparaître, ne seraient que réactionnaires ; si, enfin, la réconciliation franco-allemande prônée et réalisée par de Gaulle et Adenauer ne faisait que déstabiliser l'Allemagne de l'Est et par là même les frontières du camps socialiste, il y avait également du bon dans la politique extérieure de Robert Schuman et de Couve de Murville. Du moins le croyait-on puisque, *vue de Moscou, l'Europe de l'Ouest devait se construire sous la domination française*. Plus fort encore, dans le but même d'assurer cette domination.

A partir de là, tout devenait simple comme de l'eau de roche : il suffisait d'entretenir et de développer les relations russo-françaises privilégiées et pléthoriques dans tous les domaines pour maîtriser l'espace géopolitique de l'Atlantique à l'Oural. De l'Acte final de la Conférence d'Helsinki (1975) aux Jeux Olympiques de Moscou (1980), des dizaines d'accords franco-russes

bilatéraux consacraient l'âge d'or des relations et échanges entre les deux pays dans les années 70. Tant que l'axe Paris-Moscou fonctionnait à merveille, les Russes ne prêtaient qu'une oreille distraite aux rapprochements européens, aux débats du Parlement de Strasbourg et autres Conseil et Commissions appelés à gérer les affaires européennes sans conséquences directes sur la conjoncture continentale et mondiale. Mais les années 80 sont venues tout chambouler de fond en comble : la guerre en Afghanistan, les armes nucléaires en Europe, des tensions russo-américaines, des crises pétrolières et, par-dessus tout, le changement des dirigeants au gouvernail des grandes puissances, ont eu raison du climat bon enfant de la décennie précédente. Les « alliés » emblématiques du passé ont été remplacés par des « couples » réformateurs du genre Gorbatchev-Thatcher ou Mitterrand-Kohl. Tout comme la France, partie chercher ailleurs solutions et soutiens, la Russie (URSS) des années 80 essayait visiblement d'autres voies pour assurer les chances de la perestroïka et ses intérêts nationaux dans l'arène internationale.

Le « non » n'est pas catastrophique

Après une période trouble marquée par la chute du mur de Berlin, des putschs échoués et la désintégration de l'une des plus grandes puissances de la planète, plusieurs raisons poussent les Russes, de nos jours, à nuancer le catastrophisme des perdants pro-européens du début du XXIème siècle. En effet, non seulement l'existence et le fonctionnement de l'Union européenne, que ce soit le Traité de Nice ou l'ensemble des accords de base, mais aussi la tendance à la cohésion et à l'intégration, ne semblent pas menacés. Déterministes que nous sommes par notre éducation matérialiste, pouvons-nous douter que la division internationale du travail, la migration de capitaux en quête permanente de marchés toujours plus rentables, la volonté des peuples européens de continuer dans la voie de la libre circulation, installation et vocation professionnelle fassent finalement tomber toutes les barrières administratives, sociales et psychologiques ?

Vu des bords de la Moskova, le vote français s'est joué sur un certain nombre de notions détournées ou virtuelles. La souveraineté du pays n'est-elle pas une doctrine dépassée par la réalité mondiale où, depuis la disparition de l'URSS, aucun Etat ne saurait valablement contester la suprématie militaire et économique des Etats-Unis ? Est-il réaliste d'espérer un contre-poids à l'empire Nord-américain grâce à une Constitution, fût-elle bâtie sur les Droits de l'Homme dans leur version la plus humaniste ? N'est-il pas illusoire de placer ses espoirs de considération internationale dans un ministre des Affaires étrangères européen tributaire de l'unanimité des 25 pays membres, dont un tiers n'a jamais approché les sommets politiques ?

L'argument des adversaires français du projet constitutionnel, scandalisés par l'utilisation à outrance du terme de « marché », semble d'autant moins valable qu'il s'agit en effet d'une Constitution « du marché » et « de marché », digne progéniture du Marché Commun de 1958. Il est en effet dommage, diront certains, que les héritiers de 1789 aient à ce point négligé la dimension humaine d'un acte législatif fondateur, mais, après tout, ceux qui rédigent ne sont pas ceux qui appliquent, ni surtout ceux qui tombent sous le coup de l'application.

En fait, le seul terme que les Russes, à la place des Français, auraient certainement contesté, c'est le titre « Constitution » ou « Constitutionnel ». Tant de noblesse et d'espérance semblent s'attacher à cette appellation historique que le rêve se brise dès qu'on l'associe aux taux d'intérêts établis par la Banque de Francfort, investie et auréolée de droits régaliens. Imaginons un instant la réaction d'un Victor Hugo, Emile Zola, Anatole France ou Romain Rolland, que personne n'a interviewés. Sans doute à tort, puisqu'on parle de la France.

Une synthèse s'est dégagée peu à peu des prises de positions russes disparates, amicales ou neutres : la Constitution européenne a été rejetée par les Français parce que la majorité du peuple n'a pas vu son utilité impérieuse, n'a pas cru aux bienfaits promis et n'en a retenu que les éventuelles nuisances. *La sagesse populaire se manifeste souvent dans le rejet d'une avancée séduisante, mais pas assez évidente*, comparable au pain quotidien. La perspicacité de la classe politique, en revanche, n'est pas un envol débridé vers un idéal habillé sur mesure pour un podium futuriste, mais plutôt un attelage réaliste et solide au convoi économique et social, particulièrement lourd à tirer sur une pente montante...

Le texte même soumis au vote populaire, rebutant par sa complexité et son volume, incitait à une prudence négative : 448 articles bourrés de formules les unes plus tortueuses que les autres s'avéraient à peine à la portée des érudits patentés. Entre-temps, si George W. Bush s'est opportunément préoccupé des dissensions et rivalités européennes, et de l'incapacité de l'Europe d'adopter une constitution, les hauts fonctionnaires russes, attentifs comme on l'est généralement au Kremlin aux propos de l'ami personnel de Poutine, se sont assombrés à l'idée qu'après le « non » massif des Français, Jacques Chirac ait pu imaginer un instant que son prestige et son influence internationale subissent une altération face à ses pairs du G.8, au point de rendre sa tâche et sa mission plus difficiles. Nul doute que la première impulsion du président russe au sommet qui s'est tenu en Grande-Bretagne du 6 au 8 juillet derniers, a été de rassurer son homologue français quant au rôle central que la Russie vou-

drait toujours voir jouer la France dans le concert des nations au niveau européen et dans le contexte mondial. Ce qui n'aurait pas dû échapper à Jacques Chirac, c'est que si Tony Blair préside l'Union européenne pendant les six mois de l'après-débâcle constitutionnelle, c'est que Poutine présidera le G.8 pour l'année 2006. A bon entendeur, salut !

Aux yeux de la Douma comme de l'homme de la rue à Moscou, le Président français n'a rien perdu de son poids politique, son face-à-face avec Tony Blair lors du sommet de Bruxelles sur les questions budgétaires lui a même valu un regain de popularité, car les Russes sont loin d'attribuer à Jacques Chirac une quelconque responsabilité dans l'échec du « oui ». L'indépendance de jugement et de décision qu'il n'a pas perdue au nom de la grandeur de la France dans sa dimension gaullienne le place au tout premier rang de ceux sur qui Poutine voudrait compter dans la mise en pratique des « feuilles de route » balisant désormais les rapports de collaboration entre la Russie et l'Union européenne, dotée ou non d'une Constitution. Significative aussi, cette confiance de diplomates américains en poste dans la capitale russe, rapportée dans l'entourage de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie : « Ce serait une erreur que de vouloir profiter d'une faiblesse intérieure de la France et de l'Europe pour imposer nos points de vue sur les problèmes stratégiques du globe ». Louable déduction s'il en est...

Et, pour faire bonne mesure, c'est l'ambassadeur de Russie en France, Alexandre Avdéev, qui balaie d'un geste et d'une phrase tout soupçon de renversement des alliances à la suite du revers subit par les tenants du « oui » le 29 mai 2005 : « Il n'est pas dans les règles de la diplomatie russe, ni dans les traditions de la collaboration russo-française, de tenter de jouer sur les difficultés actuelles de l'intégration européenne, d'autant moins que la Russie aspire à construire les échanges les plus larges et les plus efficaces avec l'Union européenne sur la base des quatre « feuilles de route » signées en mai dernier à Moscou. Bien au contraire, la Russie est prête à continuer à élever le niveau des rapports bilatéraux franco-russes. Quant au Président de la France, il reste pour la Russie un partenaire primordial et cordial face à tous les problèmes internationaux d'actualité ».

C'est comme si, après une épreuve traumatisante, au gré d'une balade reposante sous l'œil de Pouchkine, vous vous entendiez dire : vous, Français, pour un « oui » ou pour un « non », une main amicale vous attend toujours à Moscou. Et c'est cela qui compte avant tout pour l'Europe et le monde.

Alexandre ARISTOV

La France jouera-t-elle perdante ?

par Jean-Pierre PRÉVOST

Nous paraissions engagés dans une spirale du déclin. Mais il est possible de redresser la barre. En commençant par les institutions qui défigurent la démocratie.

Depuis plus de trente ans, ceux qui gouvernent la France ou qui les inspirent, ont entraîné le pays dans la spirale du déclin. Le catastrophique « non » au référendum constitutionnel sanctionne la « trahison » de nos élites découvrant soudain qu'elles sont coupées d'un peuple qui pouvait espérer un autre destin.

« Le poisson pourrit par la tête » dit un proverbe chinois. Tel est bien le sort de notre pays. Pendant des décennies, tout s'est conjugué, dans les couches supérieures de la nation, qu'elles soient politiques, médiatiques, intellectuelles, artistiques, voire sportives, pour que la médiocrité, le manque d'inspiration, la couardise l'emportent et, avec eux, le refus de s'adapter à l'évolution du monde. Un tel jugement peut paraître sévère, voire totalement erroné. Il suffit pourtant de lire la presse étrangère, d'écouter les meilleurs observateurs, amis de notre pays, pour réaliser comment nous sommes aujourd'hui perçus. La France s'enfoncé de plus en plus, sans même s'en apercevoir, dans le marasme et la médiocrité. De quelque côté que l'on regarde, notre pays apparaît épuisé, à bout de course, ankylosé, incapable de se réformer en profondeur, à la seule exception, on le verra, de nos grandes entreprises qui n'ont d'ailleurs plus de français que le nom !

Sous la houlette de Présidents et de majorités qui ont magistralement raté le coche de la mondialisation en pratiquant une politique où le principe de précaution s'est progressivement substitué au goût du risque et à l'esprit d'entreprise, notre pays, de plus en plus replié sur lui-même, s'est enfoncé dans l'immobilisme le plus profond. Déficit budgétaire, endettement de l'Etat, chômage, quasi stagnation, les chiffres sont là que l'on ne peut plus cacher et qui nous classent dans le peloton de queue de l'Union européenne. Au point où

nous sommes parvenus, une politique de rupture vigoureuse et soutenue s'impose qui oserait l'affrontement et le combat face à tous les artisans du blocage actuel, tous les privilégiés qui conduisent, par leur égoïsme et leur inconscience, à une situation où les Français, tels les Vénitiens d'aujourd'hui n'auront bientôt plus d'autre avenir que d'être les gardiens des musées, des monuments et du « bon goût », au service des peuples victorieux qui viendront y passer leurs congés. Et pourtant ceux qui nous gouvernent, ce groupe compact composé d'élus de tous bords, de spécialistes des médias, de dirigeants professionnels, de syndicalistes, d'intellectuels, ne sont sans doute pas plus mauvais que ceux des autres pays mais ils sont empêtrés dans un système devenu obsolète. Etouffés par la « suffisance française », de plus en plus insupportable pour nos partenaires, ils se montrent incapables de sortir de leur rêve éveillé.

Un système obsolète

Le système politique sous lequel nous vivons a été conçu par le général de Gaulle il y a près de soixante ans (discours de Bayeux) en réaction contre les déficiences de la... Troisième République, le régime des partis et l'instabilité gouvernementale étant dénoncés comme les maux majeurs dont souffraient notre pays. Cela s'est traduit finalement par un régime où tous les pouvoirs sont réunis entre les mains présidentielles soutenues par un parti majoritaire « aux ordres », à l'exception de périodes de cohabitation, formule suprême du blocage institutionnel. Le résultat est connu. Les luttes d'influence au sein de la coterie présidentielle conduisent à l'instabilité ministérielle, (combien de ministres des Finances depuis l'arrivée de Chirac à l'Élysée ?) au brouillage de pistes, aux effets d'annonce non suivis d'effets, etc... Le Parlement, rouage essentiel du régime démocratique, a cessé de jouer son rôle, et cela avec la complicité de la quasi-totalité des parlementaires qu'ils soient de droite ou de gauche.

Et d'abord, comment le peuple pourrait-il se reconnaître dans une Assemblée Nationale où toutes les familles politiques ne peuvent être représentées ou le sont mal du fait du système uninominal à deux tours sans correction par la représentation proportionnelle, *le pire des systèmes en régime quasi présidentiel*, d'autant plus que les circonscriptions, figées depuis plus de vingt ans ne tiennent plus compte des mouvements de populations et dans un Sénat où les notables ruraux sont, on le sait, les maîtres du jeu.

Ensuite comment un parlementaire pourrait-il remplir valablement son mandat, même entouré de multiples collaborateurs, recrutés hélas trop souvent dans le cercle familial, alors que le cumul de mandats est généralisé

même par les ministres qui ont vite trouvé des parades à une interdiction de façade dans l'éventail des postes territoriaux disponibles. Cela permet, dit-on, à l'élu national de garder le contact avec les réalités locales. J'aurais plutôt tendance à penser que le parlementaire étranger, titulaire d'un seul mandat, est plus apte à connaître le point de vue de ses électeurs, débarrassé qu'il est de toutes les contraintes de plus en plus lourdes de l'élu local, et plus capable, disposant du temps nécessaire pour étudier les dossiers, de défendre l'intérêt général.

Etre parlementaire et maire ou président de Conseil général, régional ou toute autre fonction au sein des exécutifs locaux et territoriaux, c'est choisir, il faut en prendre conscience, de mal accomplir chacun de ces mandats, eu égard à la complexité du monde moderne et aux conflits d'intérêts qui résultent inévitablement de cette confusion des rôles. La plupart des parlementaires, soyons clairs, ne le sont, au mieux, qu'à mi-temps et au surplus davantage soucieux d'être de bons commis voyageurs pour leur ville, leur département ou leur région que censeurs exigeants des actes de l'exécutif. D'ailleurs, même pour un élu de l'opposition qui tente d'arracher une gare de TGV, un bout d'autoroute ou une subvention quelconque, comment se montrer trop sévère pour le ministre dont on est en quelque sorte le client. Combien de jeunes députés, arrivés au Palais Bourbon avec une farouche énergie réformatrice, ont vite compris que la prudence exigeait l'indulgence. Le cumul des mandats est une véritable plaie. Tous les parlementaires y sont attachés ! Il faudrait l'interdire absolument et poser le principe de l'incompatibilité du mandat national et du mandat local, à quelque degré que ce soit. Le risque pour l'élu préoccupé de sa réélection est de voir un maire de sa circonscription, par exemple, se présenter contre lui. En cas de succès, ce dernier tomberait sous la même loi, ce qui calmerait bien des ardeurs.

Alors nos parlementaires devraient rivaliser d'ardeur, en toute indépendance, pour prouver leurs capacités. Les frontières entre les camps perdraient de leur consistance. Plus indépendants, ils seraient plus respectés par l'exécutif qui comprendrait mieux la nécessité de les consulter avant toute initiative importante.

Mais la consultation préalable n'est pas dans la tradition française. Il serait temps qu'elle le devienne et que l'on sorte de notre système pyramidal où les parlementaires découvrent les dispositions législatives qui vont leur être soumises, dans les médias, sans autre solution que de voter pour ou contre et dans la précipitation, *car toute loi importante, en contradiction avec l'esprit de la Constitution et d'un régime vraiment démocratique, est adoptée selon la procé-*

dure d'urgence. D'ailleurs consultation suppose débat et de ce point de vue la relation entre le monde politique et l'opinion, du fait, pour une large part, du comportement présidentiel et gouvernemental, est totalement faussée, faute de grand débat national qui serait alimenté par des propositions livrées à la discussion publique. Les médias, complices de cette situation, ne se délectent plus dès lors que des faits divers de la politique : rivalités entre celui-ci ou celui-là, indiscretions sur la vie privée, quête des « petites phrases », quand ils ne transforment pas en toute indignité les hommes politiques « médiatiques » qui acceptent de s'y prêter en faire-valoir d'émissions de variétés généralement scabreuses.

Une situation catastrophique

On comprend dans ces conditions pourquoi nous en sommes arrivés à la triste situation qui est la nôtre aujourd'hui. De quelque côté que l'on se trouve tout est verrouillé. Depuis l'initiative de Robert Schuman, qui a lancé l'aventure extraordinaire de la construction européenne, pas un seul projet n'a été mis en œuvre, malgré la multitude des plans et des annonces, ni pour le plein-emploi, ni pour le logement de tous, ni pour l'accueil des immigrés, ni pour l'égalité des chances. Nous avons continué de vivre sur l'acquit, sur des notions aussi vieilles que la République, et qui ne sont plus adaptées à notre époque.

En premier lieu, la réforme de l'Etat tant réclamée et promise dans les discours officiels est restée dans les cartons. L'Etat s'est alourdi, engraisé, engourdi sans que rien ne soit fait pour l'adapter à un monde en évolution accélérée et les régions, les départements, les communes ont, hélas, suivi la même pente.

Quand on songe que le statut de la Fonction publique date d'un demi-siècle et qu'il n'a pas bougé, que la mobilité des fonctionnaires, d'un corps à l'autre, est toujours impossible ou presque, que l'avancement à l'ancienneté demeure la règle, qu'il n'a pas été possible de mettre sur la même ligne le régime de retraites des agents publics et des salariés privés conduisant d'ailleurs à une fracture sociale que révèlent les sondages.

Et ceci est aussi vrai pour les agents des fameux « services publics » menacés fatalement par l'évolution du monde et vivant dans la peur permanente de perdre leurs privilèges, comme tous ceux qui bénéficient de statuts protecteurs. Quelques exemples : les Caisses de Sécurité Sociale étaient 128 il y a un demi-siècle. Pas une n'a été supprimée alors qu'une par région serait sans doute suffisante. *Le coût de la collecte des impôts est l'un des plus élevés au*

monde. On sait qu'un ministre des Finances au moins a perdu son poste pour avoir voulu mettre le fer dans la plaie. On aurait pu penser que la création de l'euro et de la Banque Centrale Européenne allait permettre de réduire le coût de la tentaculaire et maintenant globalement inutile Banque de France. Pensez-vous ! La Cour des Comptes vient de publier à ce sujet un rapport incendiaire immédiatement passé à la trappe. Et lorsque la SNCF annonce la fermeture de lignes « corail » pour des raisons de rentabilité, ce qui peut apparaître surprenant de la part d'un « service public », pourquoi se contenter de protester et ne pas proposer que ces lignes soient désormais concédées à des sociétés privées qui sauraient en faire des opérations rentables ?

Il faudrait distinguer davantage entre les fonctionnaires de l'humain : éducation, santé, justice et police et ceux des bureaux et des cocottes en papier que dénonçait déjà Courteline. Les premiers ne sont pas assez nombreux mais il faudrait en échange de la création de postes nombreux et nécessaires adapter structures et méthodes de travail et supprimer tous ces rouages intermédiaires qui vivent dans un univers administratif où centralisme et morcellement sont cumulés. Qui osera enfin s'attaquer à vaincre le « mammoth » de l'éducation nationale, laisser chaque établissement vivre sa vie en donnant à leurs chefs et à leurs conseils la quasi-totalité des pouvoirs. Jamais l'égalité des chances n'a été bafouée à ce point, jamais les élites n'ont pu bénéficier pour leurs enfants de tels privilèges. Jusqu'à quand l'hypocrisie l'emportera-t-elle et la défense des intérêts des enseignants et de leur progéniture primera-t-elle sur celle des enfants du peuple ? Donnons là encore un exemple : les titulaires du Bac Pro (et l'on sait qui tombe dans cette filière et comment) qui veulent faire des études littéraires ou juridiques ont 9 chances sur 10 d'échouer. Faute d'avoir le courage d'imposer une sélection sévère, et pourquoi pas à tous les bacheliers dont le taux d'échec est important, on les laisse s'engager pour la plupart sur une voie sans issue pour se retrouver deux ou trois années après aigris et les mains vides.

Un autre aspect du mal français, et il s'agit là d'un effet pervers du cumul des mandats, est le « mitage » du territoire national, chaque collectivité nationale voulant avoir sa part de la manne publique, le développement des Conseils régionaux se superposant aux instances départementales, et créant ainsi un échelon supplémentaire sans aucune économie de fonctionnement, bien au contraire. Que d'investissements inutiles, que de services disséminés à travers le pays ! Sans doute cela répond-il à une exigence d'égalité mais dans la guerre économique mondiale, trop de dispersion nuit. Il faut au contraire concentrer les moyens sur les grandes agglomérations, seules susceptibles de contribuer à l'essor national. Il suffit de comparer l'évolution de

l'Espagne, en plein essor, qui a choisi cette voie, et celle du Portugal en pleine débâcle pour comprendre où se trouve la bonne solution. Bien sûr, il s'agit d'un choix cruel mais laisser Paris se dépeupler peut plaire au retraité du Midi... jusqu'au jour où la pension de ce dernier sera réduite à son tour !

Acteurs du blocage

Toutes les failles de notre système sont hélas connues et repérées par ceux qui s'en donnent la peine, malgré le silence complice des médias solidaires de la « médiocratie » de la plupart de nos dirigeants, soucieux d'éviter des vagues et ces « mouvements sociaux » tel celui de fin 1995 qui a définitivement traumatisé la clique chiraquienne.

En fait, les acteurs de blocage sont moins nombreux qu'on ne le croit et ne seraient pas les plus forts s'il existait des dirigeants dignes de l'être. Il suffit de regarder ce qui s'est passé dans le secteur privé. Si la France n'a pas totalement la tête sous l'eau, elle le doit à un certain nombre de grands chefs d'entreprise qui ont osé aller de l'avant, c'est-à-dire s'ouvrir au monde extérieur, jouer le jeu de la concurrence et de la compétitivité, engager un dialogue social véritable. A-t-on suffisamment remarqué que les grandes grèves du secteur privé, du Front Populaire aux années soixante ont disparu alors qu'elles perdurent sous leur forme souvent la plus vicieuse, la plus catégorielle dans le secteur public ? Renault, à la tête de luttes sociales pendant des décennies, - il ne fallait pas désespérer l'ouvrier de Billancourt -, est devenu un modèle de paix sociale depuis son retour au privé et avec elle bien d'autres entreprises françaises ouvertes à l'international. La recette est simple : savoir ouvrir grandes les fenêtres sur le monde, savoir prendre des risques, dialoguer en permanence avec son personnel.

Nos hommes politiques, notre lourde administration, les médias, notre élite intellectuelle, tout ce beau monde a pratiqué le jeu contraire : fermer les écoutilles du bateau France, endormir l'opinion, multiplier les promesses vites oubliées, sans autre objectif que durer le plus longtemps possible et de ce point de vue Chirac comme avant lui Mitterrand sont de formidables exemples de ce qu'il ne faut pas faire. Tout ce beau monde qui s'est peu à peu coupé du peuple en n'allant sur le « terrain » qu'après les catastrophes ou pour les inaugurations, conduit la France à sa perte. *Oui, une politique de rupture est nécessaire* qui tient en peu de mots : vouloir changer les règles institutionnelles : loi électorale et cumul des mandats, élire des parlementaires décidés à contrôler l'exécutif, cesser de se livrer à cette *guerre picrocholine* où gauche et droite de gouvernement s'invectivent alors que pour l'essentiel, le bon sens enseigne qu'il n'y a qu'une politique valable possible, Tony Blair et

Schröder nous le montrent, apprendre aux médias à « parler vrai » eux aussi, oser le beau risque de l'entreprise et pour cela avoir le courage d'affronter ceux qui ne songent qu'à défendre des intérêts particuliers d'autant plus nocifs qu'ils sont plus catégoriels, et pratiquer une politique de justice sociale d'abord au niveau de l'école et du logement.

Le logement, quel scandale que, dans un pays au niveau de vie si élevé par rapport au reste du monde, nous tolérions qu'une fraction aussi importante de la population soit mal logée ou sans logement ! Y mettre fin est aussi urgent que de rétablir l'égalité des chances à l'école. Que cela nécessite une véritable révolution foncière, la restructuration de tous les organismes qui ont failli à leur mission, une réforme de la politique de crédit à l'habitat et aussi une sévérité absolue à l'égard de ceux qui, par exemple, se servent de l'argent de l'aide au logement à d'autres fins qu'au paiement de leurs loyers.

Alors, ceux qui engageraient une telle politique de rupture, en choisissant bien sûr intelligemment, comme le faisaient les Rois de France pour abattre la féodalité, les acteurs du blocage qu'il faut progressivement réduire à l'impuissance, seraient vite assurés du soutien populaire. Et si personne ne se lève pour engager ce combat et ne trouve les appuis nécessaires, alors soyons lucides : la France jouera perdante et définitivement. Les nations sont mortelles, elles aussi comme les civilisations. Il ne manque pas d'exemples cependant de peuples qui ont su redresser la barre. Ne perdons donc pas espoir.

Jean-Pierre PRÉVOST

KARL MARX

« Tous les heurts de l'histoire ont leur origine dans le conflit des forces productives et du mode de commerce. Au demeurant, pour conduire à des heurts dans un pays, il n'est pas nécessaire que ce conflit soit poussé à bout dans ce pays même. La concurrence avec des pays où l'industrie est plus développée, par suite d'une extension du commerce international, suffit pour produire un conflit analogue ».

« L'idéologie allemande »

Le moteur incompris

par Bernd POSSELT

Dans un article paru en juillet 2005 le Président de Paneuropa (Allemagne) fait le point sur le tandem franco-allemand qui, dit-il, doit subsister mais aussi changer d'allure après le 29 mai.

Celui qui considère une partie de l'opinion publique telle qu'elle apparaît dans les publications, en particulier, dans la presse *Springer* pourrait avoir l'impression que les Allemands se sont détournés de la France et de l'amitié franco-allemande. Une Europe politiquement unie et autonome serait pour eux une idée dépassée. L'avenir appartiendrait à une zone de libre échange dominée par les Etats-Unis ainsi que par la Grande-Bretagne de Blair, sans posséder de vraies structures politiques. Une étude publiée en mai par la plus célèbre des commentatrices d'opinion, Elisabeth Noël-Neumann donne une tout autre impression. A la question suivante : « quel pays considérez-vous comme meilleur ami de l'Allemagne ? » 41 % des citoyens de la Bundesrepublik ont répondu la France, 16% les Etats-Unis, 6% la Russie et 1% l'Angleterre. Il y a dix ans, en 1995, 48% favorisaient les Etats-Unis et seulement 18% la France. Mais alors, déjà, comme dans les décennies qui ont suivi la réconciliation franco-allemande dans les années cinquante, notre voisin de l'Ouest a toujours été cité par deux tiers des Allemands comme la nation européenne pour laquelle ils nourrissaient les sympathies les plus profondes. A l'encontre de bien des craintes, la transformation de l'Allemagne de l'Ouest de type rhénan en « République de Berlin » n'a rien changé. Au contraire : sur le territoire de l'ancienne DDR 58% des personnes font connaître leurs relations de particulière confiance vis-à-vis des Français.

Ce point de vue trouve aussi en permanence son pendant à l'ouest du Rhin. Il a été très impressionnant qu'une enquête menée à la fin des années 80 a fait ressortir que 69% des Français auraient voté pour l'allemand Helmut Kohl en tant que président de l'Europe plutôt que pour un de leurs propres hommes

politiques. Même si l'Allemagne aujourd'hui n'a plus un homme comme Kohl, la confiance mutuelle est restée profonde ou même s'est encore approfondie. La notion « d'ennemi héréditaire » n'apparaît plus que comme un triste souvenir de siècles évanouis depuis longtemps.

Cependant on parle d'une crise grave, même de la fin de la relation privilégiée entre les deux Etats. Au moins on postule que celle-ci n'est plus qu'un épisode historique et qu'elle n'a pour l'avenir de l'unité européenne qu'une signification secondaire. Comme preuve on cite l'élargissement de l'Union européenne à 25 membres, et l'affaiblissement de la France en raison de son rejet du traité de Constitution européenne, l'échec du Sommet de Bruxelles en juin et l'apparition habilement mise en valeur de Tony Blair peu de jours plus tard devant le Parlement européen.

En effet, l'U.E. d'aujourd'hui ne peut plus fonctionner avec deux douzaines d'Etats membres comme l'a fait la Communauté à Six dans les années cinquante. Mais pourtant, aujourd'hui encore, il est clair que la suppression des oppositions franco-allemandes grâce à une politique d'intégration systématique est la condition première pour le travail productif des institutions supranationales ainsi que pour une bonne coopération entre tous les Etats membres. Le succès de Jacques Delors s'explique avant tout parce qu'il pouvait s'appuyer sur l'attelage Kohl-Mitterrand sans négliger les autres Etats membres et sans perdre des yeux le Parlement européen, le plus important partenaire supranational.

Un moteur ayant des ratés

D'un autre côté, il arriva aussi dans ces temps-là que les tensions franco-allemandes bloquèrent la politique étrangère de l'Union européenne de manière dangereuse. Quant Kohl et Mitterrand se trouvèrent au cours de la crise yougoslave chacun d'un autre côté du front, brusquement des lignes de fracture apparurent que l'on avait crues définitivement abolies. Ce n'est que lorsque Chirac, succédant à Mitterrand, rechercha le contact avec Kohl dans l'Europe du Sud-Est, tout en détendant ses rapports avec les Etats-Unis, que la paix de Dayton devint possible.

De cet exemple tirons une leçon. Pour l'Europe rien ne serait plus dangereux s'il se reformait deux coalitions, l'une groupée autour de Paris, l'autre autour de Berlin. Les anglo-Américains ou les Russes les joueraient l'une contre l'autre au gré de leurs intérêts. Dans les premières années de la construction de l'Europe personne ne doutait que la Communauté avait besoin d'un noyau franco-allemand. Mais déjà à cette époque l'art et la façon

dont cette entente fonctionnait, déclenchait parfois de l'irritation. En Belgique, au Luxembourg ou dans les Pays-Bas on n'était pas très contents du bon mot attribué au général de Gaulle, selon lequel l'Allemagne et la France seraient le plat principal, l'Italie la salade et le Benelux la sauce. Chaque nouvelle adhésion exigeait davantage de doigté de la part des Allemands et des Français. Helmut Kohl expliquait toujours à ses collaborateurs que le moteur franco-allemand était indispensable à l'Europe, mais qu'en même temps on devait soigner tout particulièrement le contact avec les autres, en particulier avec les plus petits Etats.

Avant et après l'élargissement du 1er mai 2004, la plus grande vague d'adhésion dans l'histoire de l'U.E., Paris et Berlin ont négligé d'expliquer aux nouveaux membres que l'étroite coopération entre leurs deux Etats servait justement l'intérêt des nouveaux arrivants. Mais au lieu de célébrer l'amitié franco-allemande comme un modèle positif et une chance pour tous les Européens, elle se transforma plutôt, ces dernières années sous l'influence du gouvernement de Berlin, en épouvantail pour les petites nations. Cela tenait d'abord à la prolongation absurde et dangereuse de l'axe Paris-Berlin vers Moscou, mais ensuite aussi au ton arrogant des gouvernants, qui donna l'impression aux autres Européens qu'on allait les traiter en minus.

L'actuelle politique de Schröder à l'égard de la France a quelque chose de la foi du nouveau converti. Pendant son mandat il fit subir aux relations franco-allemandes des modifications substantielles. Dans les quatre premières années il négligea les contacts avec la Seine de manière coupable. Par exemple, il se permit de se moquer ouvertement de Jacques Chirac qui est fier de la tradition agricole de son pays, en le qualifiant de « président des paysans ». Dans les trois dernières années, le même Chirac devint brusquement son deuxième meilleur ami, après Poutine. Avec beaucoup de bruit et peu de substance. Il n'en résulta rien, mais cela irrita les petites nations. Dans la guerre d'Irak la relation étroite avec Paris avait certainement sa justification, mais elle fut orchestrée d'une façon telle qu'elle divisa l'Europe et ainsi se révéla contre-productive. Le comble du manque de tact de la part de Schröder en matière européenne se révéla dans le dernier Sommet à trois à Königsberg, auquel les pays voisins, la Lituanie et la Pologne ne furent pas invités, ce qui les blessa profondément.

Réviser le moteur

C'est pourquoi, si l'on veut continuer l'intégration européenne il est indispensable de procéder à une révision profonde du moteur franco-allemand, d'abord en changeant fondamentalement de style. Au cours de sa récente visi-

te à Paris, Angela Merkel l'a expliqué clairement et calmement. Lors de sa rencontre avec le président Chirac elle est apparemment parvenue à dissiper les craintes des Français, pas tout à fait vaines, à l'égard de l'orientation atlantiste des dirigeants de la CDU. Elle se présenta en héritière crédible d'Helmut Kohl. Dans sa conversation avec le président du Parti de gouvernement, le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, elle ne déploya pas seulement une grande compréhension pour son « non » clair et net à l'entrée de la Turquie dans l'U.E. Elle tenta aussi de lui démontrer qu'un directoire des six grands Etats de l'U.E. exercerait un effet plutôt destructeur de la Communauté qu'intégrateur. La continuation des relations privilégiées franco-allemandes, mais avec une ouverture vers tous les autres Etats de la Communauté est d'après elle la meilleure voie à suivre. Surtout en respectant scrupuleusement le droit supranational et les procédures de décision supranationales qui s'appliquent à tous dans l'égalité complète.

Ainsi se dessine un nouveau partenariat entre la France et l'Allemagne. Il fera ses preuves s'il s'agit de réformer l'U.E., de mener le processus constitutionnel à bonne fin, de fixer les frontières de l'Union et de faire de la Communauté sur le plan économique et technologique, mais aussi par sa politique étrangère et de sécurité un facteur d'action positive dans le monde.

Bernd POSSELT

Traduit de l'allemand par Charles Delamare

La tentation de Pankow

par Charles DELAMARE

Les Français céderont-ils à la tentation du collectivisme face aux défis de la mondialisation ? Le « non » est sous-tendu par une telle rêverie.

Qui connaît encore Pankow, cette banlieue de Berlin qui pendant plus de quarante ans a servi de capitale à la DDR ? peu de gens assurément. Mais l'ambition nationale et socialiste qui a inspiré si longtemps l'Allemagne de l'Est couve aujourd'hui sourdement dans les cerveaux français partisans du « non » au référendum sur la Constitution européenne.

La majorité de nos compatriotes a exprimé son refus d'adopter une règle commune aux vingt-cinq Etats qui paraissaient jusqu'ici désireux de s'épauler mutuellement face à la mondialisation. Les uns, tel Laurent Fabius, prétextaient leur volonté de construire une Union beaucoup plus intégrée que celle qui était présentée au suffrage. Mais chacun sait (ou aurait dû savoir) que le texte proposé était un compromis élaboré entre les représentants de toutes les nations concernées. Prétendre aller bien au-delà équivaut à se différencier au maximum pour aboutir à l'unité, à une unité chimérique. Construire l'Europe « dans un seul pays » évoque le slogan de Staline qui voulut construire « le socialisme dans un seul pays », ce qui, en fin de compte, entraîna l'échec de l'URSS.

Le refus du réel

Les autres, pour la plupart, ont reculé devant les contraintes de la vie en commun, et ce qui est plus étrange encore devant celles du grand marché continental, incarnation pour eux de la « mondialisation » crainte et méconnue. Comme l'a dit Mme Buffet, il fallait soustraire notre pays aux règles de la concurrence. Tout simplement ! Jacques Chirac lui-même a contrebalancé son approbation du texte constitutionnel par une déclaration ¹ où il affirmait que le libéralisme

¹ *Le Figaro* du 16 mars 2005.

(rituellement qualifié d'ultra) était à jeter dans le même sac d'infamie que le communisme. On a retrouvé les vieux réflexes de défiance à l'égard du libre-échange et de la liberté d'entreprendre, qui depuis le XIX^e siècle des adversaires de Jacquard aux partisans de De Villiers aujourd'hui en passant par Méline innervent le pays. Celui-ci n'est guère accueillant. Il n'aime pas voir les étrangers de trop près. Les injures décochées aux Polonais, envahisseurs présumés de nos ateliers de plomberie, étaient d'autant plus mal venues qu'au même moment les entreprises françaises fortement installées en Pologne licenciaient 5 à 6000 de leurs employés pour améliorer la rentabilité de leurs investissements. Ce fut un élément honteux du débat sur la Constitution.

Nos électeurs refusent la mondialisation avec une telle hystérie que le renforcement de l'armature européenne, capable de faire face aux conséquences de cette évolution inéluctable, ils l'ont refusé aussi ! Quelle autre solution reste-t-elle encore possible ? Celle de la D.D.R. Un Etat où le plein emploi serait assuré pour tous, mais à un niveau de rémunération très bas. Un Etat où les biens de consommation courante seraient rationnés. Rares et pas chers. Où les logements tomberaient peu à peu en ruine parce qu'on ne paierait que des loyers symboliques, le « droit au logement » produisant la floraison des taudis. Où l'on attendrait des années la livraison d'une automobile de mauvaise qualité... Il n'est pas surprenant que la France dont le taux de prélèvement social et fiscal, le plus élevé en Europe, à part la Suède, atteint plus de 50% du Produit intérieur brut, soit le pays le plus proche du collectivisme, le mieux préparé à reprendre le chemin dont la Chine de Mao s'efforce avec succès de sortir au plus vite. Si telle est la volonté populaire, pourquoi ne la respecterait-on pas ? Après tout, si nos concitoyens aiment le rationnement, l'étouffement des libertés et la monotonie de la vie, pourquoi les en priver ? Parce qu'on sait de manière certaine que la réalisation de ce rêve déboucherait sur une impasse tragique, comme cela a été le cas ailleurs. La mondialisation n'est que la continuation de la révolution industrielle partie d'Angleterre au début du XIX^e siècle. Qu'elle soit le véritable moteur du progrès de l'humanité, qui oserait prétendre le contraire ? La Chine aujourd'hui, l'Inde demain, appliquent les méthodes qu'ont mises au point successivement les Européens, l'Amérique, mais pas la Russie, arrêtée brusquement dans son élan par la Révolution de 1917, et qui n'en finit pas d'en payer les conséquences dommageables.

Une fracture sociologique

Toutes les « élites » françaises, y compris même, pendant un temps, Thibault, le leader de la CGT, étaient partisans de la ratification de la Constitution européenne parce qu'elles savaient que celle-ci améliorerait sensiblement nos

chances de surmonter les problèmes que le bouleversement des échanges avec la Chine ou d'autres entraîne inéluctablement. Si la majorité de notre peuple a dit « non », c'est qu'il existe une coupure profonde entre ceux qui participent au mouvement des idées et ceux qui végètent dans leurs préjugés anciens. Ils sont dominés par la crainte d'être « largués ». Que 70% des agriculteurs, les grands bénéficiaires de la Construction européenne aux yeux de tous les autres, aient voté « non » remplit d'aise les euro-sceptiques britanniques et annonce la fin prochaine des subventions à l'agriculture française. Il faudra que celle-ci affronte seule la concurrence des Australiens, des Argentins, des Canadiens. Bonne chance !

Il y a donc eu un immense malentendu. Parce que les prétendues « élites », administratives, syndicales, politiques ou éducatives n'ont pas su communiquer avec la masse des non initiés. D'une double manière. Tout d'abord en n'expliquant pas pourquoi le besoin s'était fait sentir d'une règle du jeu plus précise et plus démocratique dans l'Union européenne. Les vieux routiers de la propagande communiste qui dirigent Attac, eux, ont su parler au peuple. Ils ont multiplié les réunions, inventé de nouveaux moyens de communication, malheureusement pour s'opposer au progrès et pour ressortir une solution à la Pankow. Si les partisans du Traité ont si mal communiqué c'est que ce dernier n'aurait pas dû être soumis à référendum. Ces textes élaborés à la virgule près au bout de nombreuses heures de discussion entre les représentants des 25 pays ne sont pas comestibles dans une consultation populaire étendue à toute la nation. L'erreur de jugement est bien imputable aux « élites » et en particulier au président de la République, qui a d'abord vu dans le référendum, une manœuvre de division de ses adversaires socialistes, bonne préparation aux prochaines élections présidentielles. Manœuvre apparemment bien réussie ! Mais au prix de la mise en pièces de la politique étrangère et européenne de la France depuis cinquante ans ! L'Ecole a été laissée à part, ignorée ; elle patauge dans une idéologie semi-marxiste et ne prépare pas la jeunesse à affronter les vrais défis de la mondialisation. Les soi-disant élites ne s'en sont guère préoccupé, hélas ! Au-delà du manque d'explication, de communication entre ceux qui savent et ceux qui tâtonnent dans l'obscurité, le ratage magistral du référendum, le 29 mai, s'explique aussi par le manque d'appui et de perspective offert à ceux qui à des titres divers se sentent abandonnés dans des régions en perte de vitesse, dans des métiers sans avenir, dans des instances d'éducation ne correspondant pas aux besoins des nouvelles générations. Plus le « social » coûte cher, plus il est inefficace. Des familles de plus en plus nombreuses, un à deux millions de personnes, entament chaque année une « carrière » dans l'assistance et dans la mendicité institutionnelle. On comprend que les malheureux du Tiers-Monde soient attirés

par un tel système d'assistanat, tandis que les ambitieux, les travailleurs, les courageux d'entre eux se pressent en Angleterre pour y bâtir une nouvelle vie. Y compris les 300 000 Français qui trouvent à Londres l'espoir de réussir et de vivre libres. Ce qu'ils n'ont plus en France à leur avis ! La racine du mal-entendu à propos de la Constitution européenne se situe dans ce manque de cohésion sociale. Le sentiment d'appartenir à une communauté qui entraîne l'ensemble du pays vers un avenir meilleur a disparu. Le rejet de la Constitution dénonce moins une faiblesse de l'Europe qu'une profonde incompréhension de la nation française par rapport au monde actuel. Une faiblesse dont les signes se multiplient : déficit budgétaire, chômage croissant, déficit du commerce extérieur, etc...

L'échec du référendum n'est pas une bonne chose. C'est le moins qu'on puisse dire. Il met fin à une tentative, largement inspirée par des Français, de construire une Europe solidaire et libre. C'est une déroute. Comme le réclame François Chérèque, il est urgent de réformer notre modèle social ². Ce changement passe aussi par une réforme de notre modèle politique.

Prendre note du grave échec subi par la France le 29 mai dernier ne suffit pas. Il importe maintenant de réaliser ce qui doit être fait pour échapper à la tentation de Pankow – beaucoup plus forte qu'on ne le croit – au déclin de notre pays et de celui de l'Europe qui reste à construire. Autrement ³.

Charles DELAMARE

² *France-Forum*, « La fin du social ? » n° 16, décembre 2004.

³ *France-Forum*, « Nouvelle Europe, nouvelle société » n° 15, septembre 2004.

Le référendum, le chèque britannique et la PAC

par Denis BADRÉ

Peut-on avoir refusé la Constitution européenne et exiger que les « contributeurs nets » continuent à entretenir la PAC ? On peut en douter fortement, sauf si les mécanismes de la PAC sont révisés profondément.

Dès le lendemain du référendum, Jacques Chirac interpellait Tony Blair sur le chèque britannique et celui-ci réagissait instantanément en dénonçant la PAC...

Bien sûr, côté français, après un échec, il pouvait paraître de bonne guerre de choisir « l'attaque ». D'autant que celle-ci faisait monter sur scène les deux « champions », porteurs de deux conceptions présumées opposées de l'Europe. On retrouvait un scénario presque trop parfait. A ceci près que pas plus l'Allemagne que nos autres partenaires n'y trouvaient de rôle et que l'Europe politique, dont la construction reste tout de même vitale, n'en était pas vraiment le sujet. Le 29 mai on avait frappé le rêve européen. Voilà qu'immédiatement après on allait chercher à atteindre aussi l'Union dans ses « acquis », en visant son financement et sa politique la plus emblématique. Robert Schuman avait appelé à aller vers le rêve en passant par des projets concrets. Craignons de voir aujourd'hui sa « méthode » se retourner ? Revenir sur les réalisations c'est repousser, sinon refuser, le rêve. Jusqu'ici la construction européenne a connu des périodes de pause. Elle n'a jamais régressé. N'allons pas banaliser l'idée qu'on peut reculer !

Intérêt commun exige budget

Deux principes doivent plus que jamais nous guider. L'Union est tout d'abord fondée sur l'existence et l'affirmation d'un intérêt commun. Celui-ci, qui est l'intérêt de tous, ne doit pas disparaître derrière une montée des intérêts nationaux particuliers. D'autre part, pour qu'elles fassent progresser l'Union, les réalisations, projetées ou en développement, doivent avoir de manière clairement lisible une portée politique. Voyons où nous en sommes pour le chèque britannique et la PAC.

L'affaire du chèque vient du fait que l'Europe ne dispose pas d'un vrai budget. L'essentiel des ressources financières de l'Union est apporté par des cotisations des Etats-membres. Ceux-ci sont ainsi « provoqués » à « en vouloir pour leur argent ». Et on cherche vainement ce qu'il pourrait y avoir de communautaire dans la sorte de club de consommateurs qui rapprocherait ainsi certains Etats. Allant plus loin on peut se demander comment, dans de telles conditions, pourrait s'appliquer le principe du consentement à l'impôt, base du fonctionnement de toute démocratie. Comment, par conséquent, le citoyen pourrait se sentir européen et s'approprier l'Union ? Un budget dont les recettes, ces cotisations, sont votées par les parlements nationaux et les dépenses par une autorité différente, le parlement européen, reste illisible. Il n'a de budget que le nom. Et ce n'est pas parce que le sujet est difficile qu'il faut sans cesse repousser son examen. Si seulement on pouvait profiter de la crise actuelle pour avoir le courage de l'ouvrir... L'Union européenne ne mériterait-elle pas un vrai budget ? Le projet de Constitution que nous avons mis à mal le 29 mai était assurément excellent. Il aurait été parfait s'il avait ouvert des perspectives à ce titre.

Au demeurant, la revendication des Etats qui estiment ne pas retrouver leur « apport » a peu de sens puisqu'une bonne partie des dépenses de l'Union servent directement l'intérêt commun sans que leur impact puisse être précisément localisé dans un Etat. C'est le cas, à l'évidence, des crédits de politique extérieure. Mais aussi de ceux qui facilitent la libre circulation des personnes, de ceux qui sont affectés à la réalisation de grandes infrastructures transeuropéennes, ou encore au soutien de la recherche, donc globalement à la compétitivité de l'ensemble de nos pays. Remarquons également que des projets réalisés dans un pays, au titre des politiques structurelles ou de cohésion, sont bien souvent mis en œuvre par des entreprises venant d'un autre pays. Notons enfin, au moment où nous allons évoquer la PAC, que si ses crédits soutiennent le revenu des agriculteurs, français notamment, elle apporte à tous les consommateurs de l'Union une alimentation suffisante et de qualité, et offre à tous les Européens un espace rural entretenu et humanisé.

La PAC : une vraie politique de l'Union

Les vraies politiques européennes sont celles qui bénéficient à l'ensemble des Etats dans la mesure où elles servent l'Union. Par ce rapide survol on s'aperçoit qu'elles sont déjà considérables. *Puisse la pause qui nous est imposée nous amener au moins à admirer le chemin parcouru.* Peut-être mesurerons-nous mieux alors notre responsabilité devant l'histoire, et trouverons-nous les ressources qui nous pousseront à aller à nouveau de l'avant. Nous n'en sommes pas encore là. Mais nous pouvons déjà affirmer que tout le débat sur les « retours budgétaires nets » et en particulier sur le chèque britannique est largement politicien et indigne de l'Europe dont nous rêvons

Si les crédits alloués à la PAC consomment près de la moitié des ressources de l'Union, ce n'est pas le résultat d'une faveur particulière incompréhensible. Cela provient simplement de ce qu'avec les politiques de cohésion et de la concurrence, la PAC est une des rares vraies politiques de l'Union. Et dire qu'il s'agit d'une vraie politique n'est pas une vaine affirmation. A l'origine, la PAC exprimait, en effet, un choix de société très fort. L'Europe ne couvrait pas ses besoins alimentaires. Elle choisit alors de faire supporter par ses consommateurs des prix plus élevés afin de mieux rémunérer les producteurs et de soutenir ainsi leur développement et leur modernisation, tout en les incitant à conserver des structures d'exploitation familiales de nature à maintenir vivant l'espace rural. En application du principe de la « Préférence communautaire », le consommateur était obligé de manger « européen » si le marché pouvait répondre à sa demande. Tant que nous cherchions à couvrir nos propres besoins, ce choix du soutien par les prix était aussi défendable que les protectionnismes américains ou japonais. Il a commencé à être vraiment critiqué lorsque son succès fut tel que notre agriculture devint exportatrice. Le consommateur des pays tiers était disposé à acheter au cours mondial, évidemment pas au dessus. Pour maintenir la rémunération du producteur on sollicita le budget européen appelé à payer la différence. On opposa alors au sein de l'Union les pays producteurs, considérés comme bénéficiant du système, et ceux qui l'étaient moins, appelés à cotiser avec de moindres retours financiers. Et ceux-ci trouvèrent des alliés objectifs à l'extérieur, chez nos concurrents prompts à dénoncer une distorsion de concurrence.

La dénaturation de la PAC

Nos exportations se développant, les demandes de révision de la PAC émanant des pays « contributeurs » se firent plus pressantes et les protestations de nos concurrents extérieurs plus vives. Ce fut la crise du début des années 1990. On accepta alors une dénaturation totale de la PAC. Plutôt que de monter un système de double prix qui aurait amené les producteurs à exporter aux cours mondiaux et à isoler ainsi un espace intérieur de préférence communautaire, on demanda aux producteurs de limiter leur production dans le cadre d'un système de jachère obligatoire, leur revenu étant maintenu par des aides directes. Cela n'avait plus aucun sens politique. *Le coût était maintenu, pour rémunérer des producteurs pour ce qu'on leur avait enjoint de ne pas produire.* Sans compter les divisions créées au sein de la profession du fait des problèmes de répartition des aides, ou encore la multiplication des friches. Et surtout on montrait du doigt les agriculteurs, qui pourtant avaient parfaitement rempli leur rôle économique et social, en en faisant des « assistés » coûteux. Même les agriculteurs allaient commencer à en vouloir à la PAC... Avec le résultat que l'on sait, le 29 mai.

Qu'aurait-il fallu faire ? Un double prix n'est pas très facile à instaurer. Mais il n'est pas impossible. L'exemple du sucre le montre. Il aurait fallu certainement du courage aux responsables politiques et professionnels de l'époque. Mais il s'agissait de réaffirmer que l'Europe entendait gérer ses problèmes d'alimentation et son monde rural sur la base des principes qu'elle avait choisis et qui apparaissaient plus pertinents que jamais. Ce fut une occasion manquée. Pire, rien n'était vraiment réglé. Année après année on s'épuisa, à grands frais à répéter qu'on ne devait pas toucher à une PAC, pourtant vidée de son sens et toujours plus critiquée et vulnérable. Tout cela pour reporter à plus tard une réforme qui, le temps passant sera de moins en moins la nôtre.

Une réforme nécessaire

L'élargissement nous offrit une superbe occasion de revenir aux principes d'origine. Les pays qui nous rejoignaient avaient une agriculture ressemblant beaucoup à ce qu'était la nôtre il y a cinquante ans. On refusa de le voir. Et on s'enferma dans un débat absurde : celui du paiement des aides directes aux nouveaux. Très nombreux avant l'inévitable exode rural que vont connaître leurs pays, ceux-ci produisent en dessous des cours mondiaux. C'était le moment de rappeler que les détestables aides directes provenaient de ce que nous avons choisi de produire au dessus de ces cours. Les exploitants de l'Est allaient par contre bénéficier de l'alignement à la hausse de leurs prix sur les nôtres. C'est donc la nécessaire modernisation de leur agriculture qui devrait par priorité mobiliser l'Union et son budget. Nouvelle occasion manquée !

Voici, donc deux vrais sujets, on ne peut plus concrets. Il est difficile de faire parler Robert Schuman. Mais nous retenons au moins qu'il nous a appris à progresser en traitant des problèmes concrets. Après tout, était-il plus facile de mettre en commun le charbon et l'acier, qu'ils soient français et allemand ?

Alors, aujourd'hui, sans doute faut-il reprendre la Constitution qui pourrait peut-être être approuvée si on l'allège de sa troisième partie. Cela devrait être plus facilement accepté si, en même temps on propose de vraies avancées sur des thèmes comme le budget et l'agriculture. Sur lesquels le temps ne travaille pas pour nous.

« Que manque-t-il à l'heure actuelle à la France ? Que manque-t-il au peuple français ? Une foi, un grand dessein, l'enthousiasme pour ce grand dessein. Et nous, nous disons que ce grand dessein, ce doit être la Communauté européenne. (...) Et quel est le pays qui plus que la France peut prendre la tête de ce plan ? » Ces formules de René Pleven ont été prononcées le 29 octobre 1950. elles conservent toute leur actualité.

C'est dans les crises qu'on peut le mieux rebondir. Il y faut simplement un véritable esprit de responsabilité et une grande volonté politique.

Denis BADRÉ

L'Etat en panne

par Roger FAUROUX

L'Etat paraît encore plus atteint que l'Europe par le « non ». Le réformer prend une urgence brûlante.

Au moins sur un point, la politique du présent gouvernement marque une rupture par rapport à celle du précédent, c'est la mise au rancart de toute tentative de réformer l'Etat : abolie l'ardente obligation d'améliorer de 2% par an la productivité de chaque administration, oublié l'engagement de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, au point mort les stratégies ministérielles de réforme laborieusement mises en route par Jean-Pierre Raffarin et traitées obligeamment de "charcutage" par son successeur. Du coup, c'est le ministre du Budget, chargé accessoirement de la Réforme de l'Etat, qui devient, à la manière ancienne, le seul inspirateur de la gestion publique : le coup de faux budgétaire annuel tiendra lieu dorénavant, à défaut d'analyse plus fine, de régulateur des ressources humaines dans l'Administration.

L'Etat court à la faillite

A dire vrai, cette dernière réforme a sa logique : les comptes, eux, ne mentent pas et ils montrent à l'évidence que, tel un mauvais boutiquier, l'Etat français court à la faillite. Pour ne citer que quelques chiffres, le déficit des comptes publics atteindrait en 2007, sauf coupes sombres dans le train de vie de l'Etat, au moins 4 % du PIB et non 1,5 % comme nous avons essayé de le faire accroire à Bruxelles, et cela dans l'hypothèse optimiste d'une croissance continue de notre économie de 2,5 % par an. Quant à la dette, gonflée de tous les déficits annuels accumulés depuis des années, elle passerait le cap des 1 100 milliards d'euros, soit 64 % du PIB, compte non tenu de la vente non renouvelable de quelques bijoux de famille. Les contribuables apprendront sans plaisir que l'impôt sur le revenu suffit tout juste à payer les intérêts dus aux créanciers de l'Etat.

On peut espérer que la Direction du Budget dont c'est le métier, parviendra en force à imposer des limites à ces débordements. On a aussi tout lieu de craindre

que les ministères, dits dépensiers, faute de réformer en profondeur leur organisation, en clair de réduire leurs effectifs, choisiront de rogner leurs frais généraux aux dépens de la qualité de leurs prestations : la République que l'on nous promet sera dès lors à la fois pléthorique et clocharde.

Pour l'immédiat, le cercle vicieux (plus de déficit, donc plus de dette, donc plus de déficit) paraît bien bouclé. Comment parvenir alors, dans un avenir pas trop éloigné, à alléger le fardeau insupportable que l'Etat fait peser sur la Nation et lui rendre en même temps les marges de manœuvre dont il a impérativement besoin compte tenu des incertitudes des temps ?

Désempourber le char de l'Etat

Il n'y aura pas de grand soir de la réforme mais il n'est pas déraisonnable de tracer, à l'exemple d'autres pays européens, une feuille de route qui, si elle était suivie avec continuité par les gouvernements successifs, aurait toutes chances de désempourber l'Etat.

- Il faut d'abord prendre les moyens de convaincre les Français et d'abord la classe politique, que la réforme des Administrations, si elle risque de secouer quelques habitudes, n'exige pas un effort herculéen et n'est ni meurtrière pour qui que ce soit ni inspirée par un libéralisme revanchard et qu'au surplus chacun a toutes chances d'y gagner. Dans ce domaine comme dans d'autres, les réformateurs ont tout à perdre à avancer masqués comme ils en ont pris la détestable habitude. Les réformes lourdes que la France a réussies dans le passé (pensons à l'extinction des activités minières ou à la modernisation de la sidérurgie et de l'agriculture) sont celles où les responsables ont annoncé leurs objectifs long-temps à l'avance et ont pris le temps d'en expliquer la nécessité et d'en négocier les conditions. Il est bien dommage que la parole ministérielle, pour ne rien dire des échelons supérieurs, soit muette quant à la gestion des administrations publiques et qu'elle se garde de relayer les voix de ceux qui, dans les cercles universitaires, au sein des corps de contrôle de l'Administration ou dans quelques secteurs des Assemblées, s'égosillent à réclamer la fin des tabous. Tout se passe comme si la culture politique ou administrative était allergique aux évolutions, aux bilans ou simplement aux indicateurs chiffrés. Souhaitons seulement que la célébrissime Lolf (loi d'orientation de législation financière) réussisse à introduire plus de clarté dans les objectifs de l'action publique et à accroître les pouvoirs d'investigation du Parlement, et à travers lui, l'information du public.

- Toute modernisation suppose un coût qui est préalable à un gain : encore faut-il que l'un et l'autre soient équitablement partagés. A cet égard, la France bénéficie d'une opportunité démographique miraculeuse puisque 40 % des fonction-

naires en activité prendront leur retraite dans les dix à quinze ans qui viennent. Une réduction massive des effectifs de l'Etat peut donc s'opérer sans douleur, grâce à cette conjoncture unique, par le non remplacement des partants. Bien entendu les profits attendus à terme de cette cure d'amaigrissement doivent impérativement profiter aux acteurs. En clair, il est nécessaire que les gains de productivité soient partagés suivant une clef équitable entre les contribuables, les administrations par le jeu de bonus budgétaires, et les fonctionnaires eux-mêmes sous la forme de primes individuelles réparties en fonction de la contribution de chacun aux succès de la modernisation.

Ajoutons que cette stratégie globale dite "gagnant-gagnant" ne doit pas se limiter aux avantages qualitatifs. Moderniser une organisation, c'est, en dehors de toute idéologie partisane, assurer des prestations d'une qualité toujours croissante à un coût continuellement décroissant. Chacun est à la fois contribuable et usager de l'administration et beaucoup en sont par surcroît les agents : une organisation plus souple et plus efficace profitera aux contribuables et aux usagers et les fonctionnaires bénéficieront d'un meilleur climat de travail. A cet égard, on ne dira jamais assez combien il est urgent de réformer de fond en comble la gestion actuelle des ressources humaines dans l'Administration dans le sens d'une meilleure reconnaissance des mérites de chacun et de la considération qui lui est due : il s'agit en un mot non plus de gérer des textes mais de s'intéresser en priorité aux personnes.

Rétablir l'union au sein des pouvoirs publics

- Pour réussir, il faut agir groupé. Dans les discussions budgétaires d'aujourd'hui, chaque administration essaie de faire valoir les priorités qui lui sont dues, c'est-à-dire de s'en tirer au mieux, fût-ce aux dépens des autres. L'interministérialité reste un vœu pieux qu'il faut transformer en objectif concret et personne ne doit être exempté d'effort.

Tout se passe aujourd'hui comme si l'exigence de productivité ne s'imposait qu'à quelques grands services, par surcroît déjà richement dotés comme le ministère de la Défense ou celui de l'Economie et que des Administrations réputées prioritaires comme la Police ou la Justice resteraient immunisées, pour ne rien dire bien sûr de l'Education Nationale, qui emploie la moitié des fonctionnaires d'Etat et dont la culture et les pratiques restent à des années-lumière de la notion même de productivité. En fait, qu'elles soient ou non d'essence régaliennne et quelle que soit l'urgence des missions qui leur sont dévolues, les Administrations sont des organisations prestataires de services toujours requises et capables d'améliorer le coût relatif et la qualité de leurs prestations. La révolution des communications leur en fournit l'occasion et les moyens.

Le Parlement lui aussi doit donner du sien : la Lolf le dote d'un outil efficace pour évaluer, mission par mission, les besoins de l'Etat et le cas échéant s'interroger sur leur utilité. La France a-t-elle toujours l'ardente obligation de financer le Commissariat au Plan ou la Datar et, parmi les autres glorieux héritages du passé, l'Office du Blé qu'entretient pieusement depuis 1936 le ministère de l'Agriculture, ou les services du ministère des Anciens Combattants. Et que dire des secrétariats d'Etat occasionnels qu'engendre à profusion l'exécutif en fonction de la mode ou des lubies de tel ou tel et qui à leur tour risquent d'engendrer une Administration proliférante ?

Du reste, le Parlement pour sa part serait lui-même bien inspiré de mesurer à leur juste utilité et à leur coût la légitimité des textes législatifs qu'il ne cesse de produire en quantité massive.

Quant au Conseil d'Etat, rigoureux et indispensable gardien de l'Etat de droit, ne devrait-il pas être un peu moins sourcilieux et un peu plus expéditif lorsqu'il est consulté sur la réorganisation des directions des ministères ou la fusion si nécessaire des innombrables Corps de fonctionnaires dont l'émiettement est un obstacle majeur à la gestion globale des ressources humaines dont dispose l'Etat ?

- Et les ministres dans tout cela ? Se comportent-ils en responsables de leur Administration ? D'ailleurs lequel d'entre eux serait assez naïf pour penser que son avenir politique, sa popularité auprès de l'opinion publique ou l'estime que lui porte le président de la République seraient liés en quoi que ce soit au soin qu'il apporte à la gestion de son personnel et à l'efficacité du travail de ses agents. Un PDG, même dans un grand groupe, multiplie à tous les niveaux les contacts avec ses cadres, fixe lui-même la rémunération de quelques centaines d'entre eux et il a en tête en permanence le souci d'améliorer la productivité de l'ensemble. Un ministre, point ! Protégé par un Cabinet qui est son principal et quasi unique instrument de pouvoir, et du reste empêché d'agir par un entrelacs de règlements connu des seuls spécialistes, il ne connaît son Administration qu'à travers la montagne de parapheurs qu'elle soumet chaque soir à sa signature et la corvée rituelle des rencontres avec les syndicats.

Et si les gouvernements européens, affrontés tous aux mêmes problèmes et forts de la richesse de leurs expériences nationales, entreprenaient en commun un effort de modernisation de leurs structures publiques ?

Roger FAUROUX

Les conséquences pour l'Union européenne des dérapages budgétaires actuels ¹

par Jacques de LAROSIÈRE

*L'euro n'est pas aussi solidement établi qu'on ne le croit communément.
Un expert nous explique pourquoi et quelle est la responsabilité des
gouvernements nationaux.*

L'expérience montre que dans les périodes de forte croissance, le Pacte n'a pas incité les deux plus grands pays de l'Union à améliorer significativement leurs positions fiscales. Démonstration a été faite qu'en période de basse croissance, la règle des « déficits successifs » ne faisait qu'aggraver les difficultés politiques en ajoutant des restrictions budgétaires à une situation économique détériorée. Le système n'était pas en mesure de supporter ces pressions. « Peer pressure », la pression des pays égaux en droit, atteignait rapidement ses limites.

La réforme, opérée en mars 2005, du Pacte de stabilité affaiblit la crédibilité des ponctions fiscales.

Avec les récents accommodements, les risques de tension politique seront probablement évités, jusqu'à un certain degré. La définition large des « facteurs adéquats » laisse en réalité la porte largement ouverte à des dépassements significatifs par rapport aux objectifs. Mais au bout de deux ans de dépassement, la Commission aura-t-elle l'autorité – dont elle n'a jamais vraiment disposé – pour mettre en force des pénalités crédibles ? L'Histoire le dira. Cependant, il reste à espérer que les Etats viendront d'eux-mêmes à la conclusion qu'il est de leur propre intérêt et de celui des générations futures de se conformer aux standards budgétaires et aux ratios de dettes qui sont raisonnables et supportables.

¹ Extrait d'un exposé tenu à Varsovie le 1er juillet 2005 sur « les pays de l'Europe centrale en route pour l'Euro ».

Mais en un certain sens, l'existence de l'euro ne facilite pas cette « appropriation nationale » de la discipline budgétaire. Dans le temps les désordres budgétaires se traduisaient assez rapidement par la hausse des prix, par la détérioration des comptes courants et conduisaient à la contraction économique et à des politiques monétaires, restrictives sans même parler des dévaluations. Ce mécanisme d'ajustement ne fonctionne plus aujourd'hui de la même façon pour les membres de l'Union monétaire européenne. Certains Etats peuvent se payer une inflation plus forte que celle de leurs voisins, conséquence d'une politique systématique de stimulation de la demande publique. Et la sanction ne prend pas immédiatement la forme de taux d'intérêt plus élevés ou de la dépréciation de leur taux de change. Il en résulte une perte de compétitivité, une augmentation du chômage, ce qui entraîne éventuellement l'abaissement des salaires et du niveau de vie. Le problème devient même pire lorsque le pays en question témoigne d'une perte de compétitivité en raison de ses rigidités structurelles.

Cependant, actuellement encore, l'euro « protège » l'Union : la devise reste forte, l'inflation importée est inexistante et par conséquent l'Union tempère les hausses de prix. Les taux d'intérêt continuent de bénéficier du statut d'une grande devise internationale. Pour les pays dont les coûts internes se sont accrus significativement, *la perte de compétitivité (résultant d'une réévaluation implicite de leur taux de change) représente le principal danger* ainsi que l'affaiblissement de leur potentiel de croissance. Alors, si les mécanismes institutionnels du Pacte de stabilité ne peuvent pas empêcher les dérapages budgétaires, le marché peut-il, lui, jouer ce rôle ?

La sanction par le marché des déviations budgétaires est lente à se manifester

La création de l'euro a tendu à aplatir les différences intra-européennes de taux d'intérêt. Avant l'instauration de la monnaie unique, on observait qu'une différence, dans le sens négatif, en termes de déficit fiscal ou de dette publique par rapport à l'Allemagne entraînait un coût significatif (ainsi l'argent à dix ans pour l'Espagne et l'Italie coûtait, par rapport au « bund », l'emprunt allemand correspondant, entre 400 et 600 points de base ² en 1995). Cet effet a été considérablement réduit par le processus de convergence qui a conduit à l'euro et à l'élimination du risque de change. A l'inverse, le comportement budgétaire plus vertueux des petits pays est à peine récompensé par le marché. C'est ainsi que la Finlande, dont la performance fiscale est exemplaire (un surplus fiscal par rapport aux dépenses depuis six ans et une dette publique modeste) ne jouit que d'un avantage (en mai 2005) de quelques 23 points de base (0,23%) sur son taux d'emprunt

² 4 à 6%.

par rapport aux Bons italiens (et elle est pratiquement à l'égalité avec les bons allemands, les « bunds »).

Par ailleurs, la détérioration de la situation budgétaire de l'Allemagne et de la France, depuis la création de l'euro, n'a pas vraiment pénalisé les émissions de ces deux Etats par comparaison avec les émissions en dollar. Il faut cependant noter que l'affaiblissement du « Pacte de stabilité et de croissance », en mars 2005, a probablement contribué à une hausse significative des taux européens (16 points de base en moyenne). Quelles sont les raisons de cette relativement faible discrimination dans les marchés alors que ceux-ci évoluent dans un contexte de taux d'endettement en train de monter ? J'en vois les raisons suivantes :

1. En premier lieu et avant tout, l'abondance de la liquidité globale – conséquence, en partie, de la politique monétaire américaine accommodante – qui a contribué depuis la fin 2000 à une réduction mondiale des taux d'intérêt. Cette évolution – visible sur les marchés des dettes dans les pays émergents – a aussi influencé les obligations moins bien cotées de la zone euro. Cependant, *le récent resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis pourrait modifier cette tendance.*

2. Les opérateurs sur les marchés apprécient hautement la taille et la liquidité offertes par un marché des obligations. C'est pourquoi, une petite nation qui a de bonnes caractéristiques en termes d'équilibre budgétaire et d'endettement public, est dans une certaine mesure pénalisée par les investisseurs à cause du volume restreint de ses émissions et de la liquidité offerte par son marché intérieur. La « récompense » qu'elle devrait recevoir à cause de sa vertu fiscale reste ainsi modeste. La simple dimension de la dette des trois plus grands pays influence la différence de taux appliqués aux plus petits pays ³.

3. Si les comportements budgétaires « déviants » de petits ou de grands pays ont été ainsi, jusqu'à maintenant, relativement peu pénalisés, c'est peut-être parce que l'euro – la monnaie commune – tend à masquer les particularités négatives de tel ou tel émetteur. Ce qui revient à dire, dans un sens, que le marché ne croit pas vraiment à la règle de « non cautionnement » adoptée à Maastricht. Mais récemment il y a un certain mouvement vers l'élargissement des « spreads » dans la zone euro.

4. Les grands pays, moins ouverts au monde extérieur que les petits, sont davantage tentés par des politiques budgétaires discrétionnaires pour stimuler leur activité. Mais comme ils sont grands et relativement mieux immunisés que les petits contre les risques de perte sur les importations

³ La dette publique, en pourcentage du BNP, de l'Allemagne (26,7% de la zone euro), de l'Italie (26,6%) et de la France (19,8%) représente presque les trois quarts de la dette publique de toute la zone euro.

et qu'ils bénéficient de l'effet de taille, ils sont en fait un peu épargnés par les marchés.

5. Les économistes de marché n'ont pas les mêmes définitions sur les déficits budgétaires supportables et sur la dette publique que ceux contenus dans le Pacte de stabilité et de croissance. Ils ont un horizon plus large. Ils ne s'inquiètent que si les indicateurs se détériorent significativement. En d'autres termes, leur cote d'alerte n'est pas réglée sur les 3% et sur les 60%. Le déclenchement est plutôt lent à se manifester.

On peut ajouter que le fait que la Banque centrale européenne ne fait pas une différence qui serait basée sur les réalisations fiscales, sur les instruments de trésorerie qu'elle accepte en garantie de ses opérations de marché monétaire, ce qui contribue à la limitation des différences de taux dans la zone euro. Mais tout cela ne signifie pas que la sirène d'alarme restera toujours silencieuse. Si la situation budgétaire, en particulier celle de grands Etats continue à se détériorer, *un moment arrivera où les marchés réagiront en augmentant leur prime de risque. L'euro s'affaiblirait à la fois du point de vue du taux de change et des taux d'intérêt.* C'est dans de telles circonstances que l'effet de « contagion » se manifesterait chez les Etats qui sont restés plus « vertueux ». Il est à craindre que le comportement budgétaire satisfaisant de certains Etats – spécialement les petits – continuerait à ne pas être récompensé autant que le voudrait la rationalité économique, à cause de l'effet « global » de l'euro.

Ces considérations rendent encore plus indispensable le renforcement dans l'Union d'une politique commune de discipline budgétaire, couplée avec des réformes structurelles que l'on espère bien coordonnées. Dans le cas contraire, dans le cas de dérapages fiscaux dans les grands pays, le risque est que l'on enregistrerait une accumulation des effets négatifs de ces dérapages sur les Etats membres qui ont appliqué les règles du jeu. *Ce serait alors la solidarité et par conséquent la consistance de l'Union monétaire qui serait mise en jeu.*

En fin de compte, ce qui importe est de rallumer la croissance économique en Europe (ce qui aiderait déjà à restaurer la discipline budgétaire). Pour atteindre cet objectif, les Gouvernements doivent s'attacher à éliminer toutes les sortes de rigidités qui altèrent le développement de nos économies.

Jacques de LAROSIÈRE

Traduit de l'anglais par C. Delamare

La crise européenne ne fait que commencer

par Jacques MALLET

On aurait tendance à se le dissimuler, tant les médias s'efforcent de transformer, par leur silence, en non-événement le scrutin du 29 mai. L'article suivant montre au contraire les causes et les conséquences de ce référendum historique.

Le « non » de la France et des Pays-Bas au projet de constitution européenne a été, pour l'Europe, une sorte de tremblement de terre. Ce sont deux pays fondateurs de la Communauté européenne. La France en particulier a été son principal instigateur en la personne de Robert Schuman et de Jean Monnet et, et en la personne de Valéry Giscard d'Estaing, le principal animateur de la Convention qui a élaboré le projet.

Ce « non » a été massif : 55% des voix, près de 3 000 000 d'avance sur le « oui », un écart 7 fois plus important que celui observé dans l'autre sens pour la ratification du traité de Maastricht en 1992. Il a déclenché la crise européenne la plus grave depuis le rejet par le Parlement français du projet de Communauté européenne de Défense, le 30 août 1985. Et cette crise ne fait que commencer. Elle durera longtemps.

Les causes et la signification du « non » français

Les causes et la signification du « non » français, dont il nous faut bien sûr tenir compte, sont complexes. Il est difficile de démêler les causes politiques – voire politiciennes – et circonstancielles, des causes plus fondamentales et durables. Le problème dans les référendums disait François Mitterrand, c'est que les électeurs ne répondent pas à la question mais à celui qui la pose...

Pascal Lamy a raison de souligner que ce résultat s'inscrit dans le sillage d'une désaffection progressive des citoyens pour le projet européen, visible dans les son-

dages de « l'eurobaromètre » depuis plusieurs années. M. Védrine avait rappelé à ce propos que , malgré la campagne vigoureuse de François Mitterrand, le traité de Maastricht créant l'euro n'avait été ratifié qu'avec une maigre majorité de 51% contre 49%.

Pourquoi cette dégradation ? On peut incriminer l'insuffisance d'information et de pédagogie sur l'Europe, le fonctionnement technocratique de ses institutions et ses réglementations trop « intrusive » comme on le dit à Londres, mais aussi l'attitude ambiguë et souvent critique des autorités françaises à l'égard de « Bruxelles », ce soi-disant monstre bureaucratique, en oubliant de dire que les décisions importantes y étaient prises par le Conseil des ministres, c'est-à-dire par les gouvernements des Etats membres.

Mais les causes sont plus profondes. Elles résultent d'abord de la dégradation du climat social, de la montée du chômage, de la peur de la mondialisation et des délocalisations. On doit aussi noter que l'élargissement à dix nouveaux Etats membres, sans véritable débat démocratique, a suscité des craintes, et parmi celles-ci figure la crainte de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, décidée en fait en 1999 et en 2004, sans consultation du Parlement français. L'Europe paraît ainsi engagée sur la voie d'une extension sans fin dont les frontières n'ont pas été précisées et qui met en question son identité, en particulier pour tous ceux qui sont attachés à l'affirmation des racines chrétiennes de l'Europe. A cela il faut ajouter que les parties proprement constitutionnelles du projet soumis au référendum – la charte des Droits fondamentaux et les réformes destinées à rendre les institutions de l'Europe élargie plus efficaces, plus démocratiques et plus transparentes - n'ont pas fait l'objet de beaucoup de critiques, sauf de la part des « souverainistes ». Encore se trompent-ils en dénonçant le risque d'un super Etat européen car le projet constitutionnel n'est pas celui d'une Europe fédérale (celle-ci est morte le 30 août 1954, elle a été enterrée avec l'entrée des Britanniques) mais celui d'une Fédération d'Etats respectueuse des personnalités nationales et délimitant clairement la répartition des compétences.

Les attaques ont porté surtout sur la troisième partie du Traité qui n'était en fait qu'un résumé et une mise à jour des traités existants. Elle représentait à elle seule 322 sur les 448 articles du traité. Soumettre à référendum ces textes indigestes et pour la plupart des électeurs incompréhensibles a été une grosse erreur. Cela donnait envie aux électeurs de renvoyer le traité à la tête du pouvoir en place. On aurait pu, comme l'avait suggéré M. Badinter, les transformer en protocoles ou en lois organiques. Soit dit en passant le gouvernement espagnol ne les a pas inclus dans son référendum. Ces traités qui restent en vigueur malgré le « non » devront être réexaminés. Le fonctionnement des

institutions européennes devra être amélioré. C'était précisément ce que voulait faire le projet de Constitution européenne.

Les adversaires du traité ont entretenu de dangereuses illusions ou diffusé des contre vérités. Tout le monde aujourd'hui constate l'inanité du « plan B » que faisait miroiter M. Fabius. En fait le « plan B » c'est le « plan Blair » auquel le « non » français a apporté deux satisfactions majeures : l'affaiblissement de l'union franco-allemande et la fin du rêve de l'intégration politique européenne et qui l'a délivré d'un cauchemar : un référendum en Angleterre. Tout le monde aussi peut constater que *ceux qui ont prétendu et fait croire que le « non » n'affaiblirait en rien ni la France ni l'Europe ont menti* ou se sont lourdement trompés. Nos amis européens avaient vainement essayé de convaincre les Français de voter « oui ». « Ne tuez pas votre enfant », nous a dit en suppliant Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères de notre principal partenaire « les Français doivent comprendre que c'est la France qui, par son vote, décidera de l'avenir commun ». Le nombrilisme des Français, leur méconnaissance des réalités internationales ont été mis en lumière à cette occasion.

On doit ajouter enfin que les partisans du « non » de gauche ont été particulièrement actifs. Ils ont réussi à faire dévier le débat vers une condamnation de l'ultra libéralisme et de l'économie de marché. C'est le cas en particulier des néomarxistes d'Attac, extrêmement virulents et efficaces dans leur campagne sur Internet. En profondeur le « non » français est une des manifestations de la *Société de la peur* qu'est devenue la France, comme l'a montré M. Christophe Lambert, président de Publicis France dans un récent essai.

Les conséquences du « non »

Sans tomber dans le catastrophisme – après tout l'Union européenne peut tant bien que mal survivre et fonctionner dans le cadre du traité de Nice – force est de reconnaître aujourd'hui les graves conséquences du « non » français dans une Europe à 25 en rodage. Il s'agit pour l'instant d'une immense panne. Elle risque de se prolonger. En particulier la Commission européenne, dont le rôle d'initiative et de gardienne des traités, est fondamental semble actuellement paralysée. La réunion du Conseil Européen qui a suivi le référendum du 29 mai a été marquée par un brutal affrontement entre la France et le Royaume-Uni, qui assure aujourd'hui la présidence de l'Union. Le résultat c'est que, malgré les efforts du président Juncker, l'Union n'a pas de budget et l'avenir de la Politique agricole commune, théoriquement assuré jusqu'en 2013, est très sérieusement compromis, tandis que Londres s'oppose à la remise en cause du « rabais » dont bénéficie le Royaume-Uni dans sa contribution au budget commun.

M. Blair n'a pas tort de critiquer la situation actuelle où l'agriculture absorbe 40% du budget européen tandis que celui-ci ne fait pas d'efforts suffisants pour développer la recherche et l'innovation. A cette occasion le Premier ministre britannique souligne la nécessité d'une réflexion sur la réforme du « modèle social européen ». *Un modèle qui sécrète 20 millions de chômeurs est-il un bon modèle ?* Dans un climat de confiance mutuelle ces problèmes pourraient faire l'objet d'un accord mais, dans l'état d'esprit qui résulte du « non » français – repli sur soi, retour en force des égoïsmes nationaux – ils paraissent aujourd'hui insolubles.

Nous avons parlé de l'affaiblissement de la Commission. Il faudrait y ajouter – ce qui est fondamental – l'affaiblissement du « moteur » franco-allemand. Pour la première fois dans une affaire de la plus haute importance, la France s'est dissociée de l'Allemagne. « Le rejet du traité constitutionnel, en France et aux Pays-Bas, a porté un coup majeur à l'intégration européenne, faisant vaciller le projet européen » disait dans un article du *Figaro*, M. Matthias Wissmann, président de la Commission des Affaires européennes du Bundestag, ancien ministre du chancelier Kohl de 1992 à 1998. Pour sortir de la crise, ajoutait-il, la France et l'Allemagne doivent conjuguer leurs efforts. « Le moment est venu, pour nos deux pays, d'engager une réflexion pragmatique sur les objectifs de l'Europe et les moyens d'y parvenir ». La vérité oblige à dire que ces derniers temps les deux pays étaient économiquement des écopés et, en toute hypothèse, comme l'a rappelé M. Stoiber, président de la CSU bavaroise, le couple franco-allemand ne peut plus jouer le même rôle dans l'Europe élargie, il ne peut plus diriger l'Europe à 25 comme il pouvait le faire pour une Europe à 6, à 12, à 15, à condition de ménager les « petits pays » de l'Union. Quelles seront les conséquences sur la politique européenne de la République Fédérale de la prochaine arrivée au pouvoir, selon toute probabilité, de Mme Angela Merkel ? D'après ce que l'on sait d'elle, protestante issue de l'Allemagne de l'Est, profondément attachée à l'Alliance atlantique et au libéralisme économique, on peut supposer que l'Allemagne demain, tout en maintenant des relations étroites avec son principal partenaire, la France, se rapprochera de Blair, dont la CDU – CSU partage les vues sur la réforme du modèle social européen, et des Etats-Unis, en condamnant l'entente tripartite de la France, de l'Allemagne et de la Russie. L'éditorialiste de l'*Herald Tribune* ajoute méchamment qu'elle sera sans doute plus proche de la Pologne que de la France. Le malheur est que, dans ce nouveau dialogue, fondamental pour l'avenir de l'Europe, la France est aujourd'hui paralysée par la préparation des élections présidentielles. *Le monde ne nous attendra pas...* Si cette paralysie devait durer deux ans, la panne actuelle de l'Europe pourrait conduire à une décomposition de l'Union européenne remettant en cause soixante années d'efforts et d'actions européennes.

Soyons sans illusions : l'Union européenne ne survivrait pas longtemps si elle se résignait à devenir une simple zone de libre échanges, assurant ainsi la revanche posthume de M. Maudling qui avait vainement tenté en 1958 d'y dissoudre le Marché Commun naissant comme un morceau de sucre dans une tasse de thé. Première puissance commerciale du monde, si elle est solidaire, la Communauté européenne s'est définie dès le départ comme une Union douanière, dotée d'un tarif extérieur commun et d'une politique commerciale commune. Dans ce domaine l'Europe est fédérale. Si l'Union européenne se dégradait en zone de libre échange, elle volerait rapidement en éclats, faute de pouvoir harmoniser les politiques commerciales de ses membres. Les difficultés que rencontre aujourd'hui la Commission européenne pour gérer nos rapports avec la Chine au sujet des textiles et les profondes divisions qui sont apparues à cette occasion entre la France et l'Italie d'une part, l'Angleterre, l'Allemagne, les Pays-Bas et les pays scandinaves d'autre part, sont un signe annonciateur des crises et des dislocations qui nous attendent si nous n'arrivons pas à maintenir l'acquis communautaire en ce domaine. Pascal Lamy, dont la tâche à la direction de l'OMC est déjà difficile pour la conduite des négociations du cycle de Doha, serait chargé d'une mission impossible s'il y avait une rupture du « front européen ».

Comment sortir de la crise ?

Que faire pour sortir de la crise ? Nous ne devons pas céder à la panique, ni à la tentation de la nostalgie – on ne reviendra pas à l'Europe des Six – ni à celle du renoncement. Nous ne devons pas changer de cap, même si, face à des vents contraires, la manœuvre est rude. Et ne jamais oublier les leçons du 29 mai.

Le problème européen ne se pose pas seulement au niveau de Bruxelles, il se pose d'abord au niveau des politiques nationales. Le modèle social est d'abord national. Si l'on veut unir l'Europe, il faut faire converger les politiques nationales. C'est ce qui se passera demain, sans doute après 2007, pour le rapprochement des positions françaises et allemandes.

Dans nos relations avec M. Blair, aujourd'hui président de l'Union, il est grand temps de sortir de l'affrontement brutal et théorique entre l'Europe libérale et l'Europe sociale, les conceptions franco-allemandes et les conceptions anglo-saxonnes pour engager un véritable dialogue et préparer, sans trop attendre, un compromis raisonnable sur le budget et la réforme de la Politique agricole commune.

Celle-ci a beaucoup vieilli. Son bilan n'est pas entièrement positif car elle a surtout favorisé les « gros » exploitants, pas assez tenu compte des impératifs de la protection de l'environnement et trop encouragé le productivisme. Cela dit il faut

bien voir que les premières victimes de son démantèlement seraient les petites exploitations dont la moitié du revenu vient de l'Europe. Leur disparition porterait atteinte à la cohésion sociale et territoriale du pays. On met en avant contre la PAC les intérêts des pays pauvres. Cela dit nos principaux compétiteurs, au sein du groupe de Cairns, sont des pays très développés comme la Nouvelle Zélande, l'Australie, le Canada. Quant aux Etats-Unis, ils sont à certains égards – par exemple pour le coton – plus protectionnistes que nous. La révision de la structure du budget européen offrirait l'occasion d'accroître les ressources mises à la disposition de la recherche, de l'innovation, de l'éducation et de la formation. Mais ces perspectives n'exigeraient-elles pas une certaine augmentation du budget commun et, à terme, la création de nouvelles ressources propres, issues par exemple d'un pourcentage minime de l'impôt sur les sociétés ?

Tout est possible lorsqu'il y a une volonté politique commune. Pour tous ceux qui réfléchissent il est clair que, pour défendre nos intérêts communs et nos valeurs partagées, pour accroître notre influence dans un monde de géants, l'Union européenne est une nécessité vitale. Et, pour avoir plus d'influence, pour devenir un partenaire respecté des Etats-Unis, ne faudra-t-il pas reprendre, d'une manière ou d'une autre, les propositions de la Constitution européenne : le développement de la politique étrangère de sécurité et de défense commune, la mise en place d'une présidence durable de l'Union, la création d'un ministre européen des Affaires étrangères, doté de services diplomatiques communs. De même dans le domaine économique il faudra assurer une meilleure gouvernance politique de l'euro. Enfin, tirant les leçons du 29 mai, il apparaît qu'il faudra également adopter une ligne ferme sur les nouveaux élargissements de l'Union européenne, et en particulier tenir compte de l'opposition de 67% des Français et d'une majorité des Allemands à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Est-il concevable de présenter à nouveau aux Français, dans un avenir qui ne serait pas trop lointain, le projet de Constitution qu'ils ont rejeté le 29 mai ? Certains de ces éléments peuvent être mis en œuvre par un accord unanime des gouvernements, ratifié par les parlements, ou par des coopérations renforcées de quelques-uns d'entre eux. En tout cas ne serait-il pas sage de laisser se poursuivre le processus de ratification pour ceux qui le veulent ? 9 pays ont encore à se prononcer, 14 Etats membres ont déjà ratifié le traité, qui représentent 237 millions d'Européens. Le projet de Constitution prévoit que le Conseil européen se réunira au printemps de 2006 pour examiner l'état du processus de ratification et réfléchir à la suite qu'il convient de lui donner. On pourrait relancer la réflexion pour des négociations à partir de 2007 et la mise en œuvre de nouveaux accords en 2009.

Le message des pères fondateurs

Ce qui manque le plus à l'Europe aujourd'hui c'est, nous dit-on, un « grand projet », où s'exprimerait pleinement « l'affectio societatis » des citoyens européens. Ce projet n'était qu'esquissé dans le traité constitutionnel. Mais à défaut du « grand projet » l'Europe a besoin de projets concrets, dans l'esprit de Robert Schuman et de Jean Monnet. C'est ce que préconisait la déclaration du 9 mai 1950 qui est à l'origine de la Communauté européenne : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ». Robert Schuman et Jean Monnet étaient beaucoup plus pragmatiques qu'on ne l'a dit. Après l'échec du projet de Communauté européenne de défense Jean Monnet écrivait que « la méthode d'intégration déjà fixée par les traités pour les trois communautés existantes et celle qui sera probablement adoptée pour les affaires politiques, de défense et d'éducation seront différentes... » Attaché à l'Europe des 6, créée aux fins de réconciliation et de paix autour de la France et de l'Allemagne, ainsi qu'à l'Alliance atlantique face à la menace soviétique, Robert Schuman, ce visionnaire réaliste, dès 1963, engageait les Européens à « accueillir les peuples de l'Est qui, délivrés des sujétions qu'ils ont subies jusqu'ici nous demanderaient leur adhésion et notre appui moral ». Et il ajoutait, à la fin de son livre-testament *Pour l'Europe* : « La Communauté européenne ne pourra et ne devra pas rester une entreprise économique et technique. Il lui faut une âme, la conscience de ses affinités présentes et futures, une volonté politique au service d'un même idéal humain ».

A ces quelques réflexions je voudrais ajouter deux propos de Jean Monnet : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises ». Répondant à un journaliste qui lui demandait s'il était optimiste, il répondit : « Je ne suis pas optimiste, je suis déterminé ». Souvenons-nous aussi de cet ultime avertissement de Robert Schuman : « L'intégration de l'Europe est une œuvre immense et ardue et que jamais encore on a tentée ». Le processus d'intégration européenne relève du « temps long », selon l'expression chère à l'historien Fernand Braudel.

Il n'est pas trop tôt, ni trop tard, pour commencer à réfléchir avec les citoyens européens à ce que pourraient être les principes d'une « refondation » de l'Europe unie. Mais existe-t-il encore en Europe aujourd'hui des hommes d'Etat lucides et déterminés ?

Jacques MALLET

Reconstruire

par Marielle de SARNEZ

On a caché l'Europe aux peuples pendant si longtemps. Faut-il s'étonner qu'ils la voient de travers ? Il est temps de changer de méthode.

Il y a quelque chose d'étrange depuis le référendum sur la Constitution, c'est le silence absolu sur l'Europe. Silence consterné ou gêné de tous les dirigeants politiques, silence du gouvernement, silence du président de la République. Comme s'ils étaient tous incapables de regarder en face les raisons du « non », et incapables de tracer des perspectives nouvelles pour l'Europe. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est briser ce silence pour pouvoir reconstruire demain.

Le scrutin du 29 mai est plus qu'une réplique du 21 avril 2002. C'est l'illustration d'une crise extrêmement profonde, qui se nourrit de la question de l'identité française, de l'inquiétude vécue par nos concitoyens dans un monde de plus en plus ouvert, de plus en plus global, un monde sans repères. Cette crise, elle est sociale, économique, politique et morale. Elle a déclenché un tremblement de terre en Europe. La tentation du repli national, la victoire des égoïsmes nationaux, le rejet de l'autre, le recul pour longtemps de l'Europe politique, la remise en cause de l'Euro, les attaques contre la politique agricole commune, l'absence de tout accord sur le budget de l'Union, tout cela démontre à l'évidence que l'Europe n'est pas seulement en panne. C'est beaucoup plus grave que cela : *l'idée européenne est en régression*, en perte de vitesse et l'Europe vit la crise la plus grave de son histoire.

Faire le diagnostic, le bon

Il est donc d'autant plus nécessaire de poser le bon diagnostic sur les raisons du « non ». Ne pas y répondre, ou y répondre de travers, ou faire semblant d'y répondre, c'est risquer la mort du projet que nous portons depuis cinquante ans. Y répondre avec justesse, c'est non seulement donner un horizon à l'Europe, c'est aussi donner un horizon à la France. Car ce qu'il y a de frappant, c'est de voir comme la crise en France et la crise en Europe sont liées : on ne reconstruira pas l'Europe sans la France. On ne reconstruira pas la France sans l'Europe.

Le « non » nous montre une France coupée en deux, une France séparée.

Nous sommes dans un pays où quatre millions de nos concitoyens sont au chômage ou au RMI. Dans un pays où près du quart des jeunes ne trouve pas d'emploi. Dans un pays où il est courant qu'un retraité qui a travaillé toute sa vie n'ait plus que 50 par semaine pour vivre, une fois qu'il a payé son loyer. Dans un pays où trois millions de Français sont mal logés. Dans un pays où même ceux qui sont issus des classes moyennes ont des fins de mois difficiles, parce que les salaires sont bloqués et que les prix augmentent. *Ainsi le scrutin du 29 mai est un scrutin de classe.* Le « oui », ce sont les chefs d'entreprise à 55%, les professions libérales à 60%, les cadres à 67%. Le « non », ce sont les employés à 63%, les ouvriers à 70%, les chômeurs à 76%. Le « non », ce sont les Français à qui les élites ont beaucoup promis, mais qui n'ont finalement pas vu grand chose arriver. Des Français qui, bien évidemment, ne croient pas que l'on résoudra leurs problèmes en 100 jours. Et le plus dangereux serait aussi de sous-estimer leur angoisse.

Mais après les raisons françaises, il y a les raisons proprement européennes.

Comme en 1992, le débat référendaire a été un débat passionné, qui a divisé les enfants et leurs parents, les collègues, les amis. Un débat comme on n'en a jamais vu depuis bien longtemps. Et voilà bien le signe d'un premier paradoxe : notre peuple est passionné par le sujet européen. Mais il n'a eu la possibilité de s'en saisir que deux fois en 15 ans, en 1992 et en 2005. Alors, par deux fois, on a vu se cristalliser sur les sujets mêmes du référendum tout ce que le peuple aurait aimé dire sur l'Europe depuis bien longtemps. En 1992, la question portait sur l'Euro et le débat populaire sur l'Europe et les nations. En 2005, la question portait sur la Constitution et le débat populaire sur le modèle social et l'élargissement. Il est temps alors de pointer la responsabilité des hommes politiques. Le niveau de méconnaissance de nos concitoyens sur le fonctionnement de l'Europe, sur ses institutions, sur son histoire est en totale contradiction avec le rôle que joue la France depuis le début de l'aventure. Pendant des années, les responsables nationaux ont choisi par facilité ou par lâcheté de faire de l'Europe un bouc émissaire responsable de tous nos maux. Là où il aurait fallu que les gouvernements mettent du symbole, rendent l'Europe concrète, ils l'ont trop souvent caricaturée. À cela s'est ajoutée la question de l'élargissement qui a troublé ou inquiété nombre de nos concitoyens parce que mal expliquée ou pas expliquée du tout par nos gouvernants. Souvenons-nous seulement de la façon dont nous avons vécu en France cette journée historique de réunification de notre continent. Aucune fête, aucune déclaration solennelle. Rien n'a été fait, rien n'a été organisé. *Le 1^{er} mai, dans les pays de l'Est, c'était la liesse populaire. En France, c'était le silence !* Chaque fois que l'on laissera de côté les peuples en

prenant en catimini des décisions qui les concernent, les peuples rejettent cette manière de gouverner.

Il y a une raison historique à cette coupure entre l'Europe et les citoyens. L'Europe, c'est d'abord l'union, après trois guerres sanglantes, de la France et de l'Allemagne. À l'époque de Schuman et de Monnet, les peuples n'étaient pas mûrs pour la réconciliation et la construction de l'Europe. Et c'est ainsi que depuis l'origine, les politiques et les élites économiques et culturelles ont tracé leur chemin en laissant les peuples de côté. Et ceux-ci se sont rappelés à leur bon souvenir... Après le 29 mai, une chose est certaine : c'est tous ensemble que nous devons construire l'Europe, ou bien l'Europe ne sera pas. C'est lorsque les peuples d'Europe seront investis dans la construction que l'Union pourra se forger et se doter d'une identité propre. Car la question de l'identité de l'Europe est en définitive une question qui aura été très présente, en creux, dans le débat. Et c'est en particulier la question de l'adhésion de la Turquie qui l'a révélée. Nous avons dit depuis le début que cette question n'était pas une question pour la Turquie, mais pour l'Europe, pour sa nature et son identité. Les responsables européens ont refusé d'y répondre. Les Français leur ont dit leur exaspération.

Reprendre le travail

Aujourd'hui, nous demandons à ceux qui nous gouvernent de reprendre le travail parce que nous ne nous résignons pas à la mort annoncée d'une Europe politique. Car tout ce que nous avons dit pendant la campagne sur le besoin d'Europe, d'une Europe forte, pour nous et pour le monde, est plus que jamais d'actualité.

Il faut un programme et un calendrier, et nous, les députés européens, nous avons un rôle particulier à tenir. Même si cela est juridiquement possible, il paraît politiquement impossible de faire revoter les Français sur le même projet de Constitution. Il faudra donc, une fois le processus de ratification conduit à son terme, renouer le fil du projet et reprendre les discussions sur la première partie, celle qui porte sur les objectifs de l'Union et ses institutions. La Charte des droits fondamentaux ne nécessitera pas d'être revue puisqu'elle fait l'objet d'un large consensus. Et quant à la troisième partie, qui n'est que la compilation des traités existants, je ne pense pas qu'elle ait vraiment sa place dans une Constitution.

Quel calendrier ? Ces discussions sur le texte dureront plusieurs mois. Mais nous avons une date qui favoriserait l'adoption d'un nouveau projet européen sur des critères principalement européens, et non sur des situations nationales : ce sont *les élections européennes de 2009, que l'on pourrait coupler avec une*

consultation, le même jour, dans tous les pays, sur la Constitution. Il s'agirait ainsi d'incarner cette idée que l'enjeu de la construction politique de l'Europe est un enjeu plus important, plus urgent, que les crises nationales, justement parce que c'est en elle que celles-ci peuvent en partie trouver une solution.

Mais il y a des décisions politiques européennes fortes que les chefs d'Etat et de gouvernement peuvent prendre dès maintenant, sans Constitution, à l'occasion du prochain Conseil européen des 27 et 28 octobre. Ainsi, ils pourraient décider de rendre leurs débats publics pour que les citoyens découvrent, enfin, comment et par qui sont prises les décisions; ils pourraient aussi décider de donner aux parlements nationaux un droit de regard sur les lois européennes, ce qui rapprocherait le débat national du débat européen ; et enfin, troisième exemple, le Conseil n'a pas besoin de Constitution pour mettre en œuvre le droit de pétition, ce qui représenterait une grande avancée démocratique. Voilà trois propositions concrètes qui, si elles étaient engagées avant la fin de l'année, démontreraient au moins qu'existe une volonté des dirigeants européens pour avancer.

Surtout, l'Europe doit montrer qu'elle a une capacité à agir et qu'elle est capable de susciter des politiques communautaires. La politique agricole est commune. Mais pourquoi la politique de la recherche et de l'innovation ne l'est-elle pas, alors que nous savons que sans politique commune, nous ne rattrapons jamais l'avance des Etats-Unis et du Japon ? Nous avons fait l'Euro, mais nous n'avons aucune perspective de coordination de nos politiques économiques et industrielles. Et pour l'autonomie énergétique, pour la politique de défense et pour la politique étrangère, qui pourrait affirmer que ce n'est pas au niveau de l'Europe que tout se joue, dans ce monde de géants, et que là aussi, de nouvelles politiques communes ne doivent voir le jour ? Le chantier est immense, mais il n'est pas impossible. Il demande un engagement personnel des gouvernements européens, à l'image de celui qu'a eu le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker.

Cet engagement est nécessaire. Pour nous, pour le monde. Il est nécessaire pour nous parce que ce n'est qu'ensemble que l'Europe et la France pourront se reconstruire. Mais il est nécessaire pour le monde. Un homme, cet été, a très bien résumé l'enjeu : «Le monde, a-t-il dit, a besoin de l'Europe pour montrer que l'intelligence, la raison, la bonne volonté sont plus fortes que la fatalité de l'histoire ». Cet homme, c'est Bill Clinton.

De nouveau, mettons-nous donc à l'œuvre ! Il y a urgence.

Marielle de SARNEZ

Le rêve américain est-il impérialiste ?

par Jean-Marie DAILLET

L'Union européenne ne risque-t-elle pas d'être traitée un jour comme l'Amérique Latine si elle n'affermite pas sa cohérence ? Ce danger a été fortement accru par le rejet de la Constitution européenne le 29 mai.

Vous est-il arrivé de rouler, depuis le 11 septembre 2001, sur une autoroute aux Etats-Unis ? Une majorité relative des véhicules y arbore le drapeau étoilé, ainsi que, souvent, collé sur le coffre ou la lunette arrière, l'insigne qui, chez nous, symbolise la lutte contre le sida mais qui, aux USA, porte les mots *support our troops* (soutenez nos soldats). De nombreux automobilistes manifestent ainsi leur patriotisme à l'occasion de la guerre d'Irak, de la dernière élection présidentielle, et de la lutte antiterroriste conduite par le président Bush.

Un patriotisme tarauté par l'inquiétude. Il y a trois ans, la destruction des tours jumelles du World Trade Center, *par des avions de ligne américains aux mains de pirates*, ayant décollé de Boston, avait introduit le ver dans le fruit, et pas seulement dans le moral des habitants de « la grosse pomme ». Le peuple de la nation la plus puissante du monde avait perdu le sentiment d'invulnérabilité qui était le sien, avec l'armée la plus moderne, l'économie la plus riche, la technologie la plus avancée, qui l'avaient établi au commandement des affaires du monde. A la tête, justement, d'une croisade pour la démocratie et contre le terrorisme annoncée à l'encontre de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord, moins de huit mois avant le 11 septembre 2002 par le premier discours à l'Union du président George W. Bush nouvellement élu. Les difficultés militaires, politiques, diplomatiques, de la « guerre préemptive » en Irak n'ont cessé d'assiéger le peuple américain dans ses remparts de certitudes, d'assurance tous risques, de bonne conscience, de responsabilités planétaires, que lui valait sa position de leader – voire de dominateur – de la planète.

Le 30 août 2005, l'ouragan Katrina, réduisant en quelques heures la Nouvelle Orléans et un immense territoire côtier de Louisiane, du Mississippi et d'Alabama

au pénible sort coutumier des populations pauvres, inondées, des rivages du Pacifique, en permanence comme les habitants du Bangladesh ou sous l'effet de tsunamis récents comme en Indonésie, en Thaïlande, a ruiné pour longtemps la confiance en soi – et en ceux qui les gouvernent – des citoyens américains, amèrement désillusionnés. Revenus de la grande illusion qu'est, de longue date, le « rêve américain » et, plus récemment, l'impression répandue à travers le monde que Washington conduisait la mondialisation, suscitant de plus en plus de scepticisme et de contestation.

Il faut dire que certains universitaires américains n'ont pas peu contribué à l'intoxication d'un public naturellement prêt à faire la fortune des distingués diseurs de bonne aventure que sont les experts patentés, encensés par les médias de masse. Le professeur Francis Fukayama, par exemple, s'était illustré en annonçant, dès la dissolution de l'URSS in 1991, *La fin de l'Histoire*¹ ! C'est à peine si quelques malveillants (des Européens, principalement) ricanèrent, et ce génial nippon-américain livra, quatre ans plus tard, *La confiance et la puissance* fondant, selon lui, la croyance sereine des Etats-Unis en eux-mêmes. Après quoi il décrit en 2002 *Notre futur posthumain*. Le prophète ira-t-il jusqu'à prédire *L'avenir des extra-terrestres* ? Il peut compter, en tout cas, sur la disponibilité d'un lectorat qui assure le triomphe planétaire de billevesées anesthésiantes à la *Da Vinci Code*. Avec de la pub, c'est fou ce qu'un prof américain peut gagner d'argent, à flatter en 200 pages le nationalisme cocardier de millions de ses compatriotes...

Brzezinski soupçonne l'Union européenne de détruire l'Alliance atlantique

Pour sa part, l'ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Carter, Zbigniew Brzezinski, a placé les Américains devant *Le vrai choix*² : *domination du monde ou leadership mondial*. C'était en 2004, dans la perspective de l'élection présidentielle qu'il espérait voir le candidat démocrate remporter. En dépit d'un titre racoleur, énonçant le minimum acceptable pour l'amour-propre des électeurs américains (le « leadership »), Brzezinski confronte l'incontestable réalité de la puissance au zénith des Etats-Unis avec le sentiment, largement diffus dans leur population, d'une insécurité nouvelle, latente, omniprésente, grandissante. En même temps que s'impose la puissance dominante, l'interdépendance de l'humanité est de plus en plus manifeste avec la maturation politique des masses, qui prennent conscience des inégalités dont elles souffrent et en attribuent la responsabilité au dominateur, ce qui fait le jeu des ennemis que s'est attirée l'hégémonie américaine.

¹ Ed. Flammarion, 1993.

² Ed. Odile Jacob, 2004 – (Editeur américain de *The choice : world domination or global leadership*, Basic Books, 2004, Cambridge.

De fait, la prétention, souvent affichée sans vergogne, des Etats-Unis à régenter le monde – à commencer par le continent américain tout entier - nord, centre et sud - ne date pas d'hier et contredit leurs perpétuelles déclarations d'intentions démocratiques, leur messianisme quasi-apostolique, leur propos civilisateur. Machiavélisme politico-économique au pire, maladresse ou ignorance naïve des cultures extérieures au moins, contredisent les efforts généreux des très nombreux Américains, religieux ou laïcs, et des fondations humanitaires américaines, qui oeuvrent admirablement sur le terrain au service des peuples démunis.

Quiconque a travaillé en Amérique latine au contact des populations y a pris la mesure de la méfiance, voire de l'hostilité populaire quasi-instinctive, à l'égard des « gringos ». L'indépendance nationale n'y a été que trop longtemps formelle, le protectorat par dictateurs ou oligarques interposés la règle générale, d'où les accès de violence, jusqu'après la chute du communisme soviétique, de mouvements armés « de libération ». Un cas particulièrement lamentable est celui d'Haïti, « arrière cour » la plus proche des Etats-Unis, et dont Washington s'occupe aussi constamment que négligemment, sans jamais en traiter efficacement les besoins fondamentaux : éducation et formation professionnelle, santé, production agricole, reforestation, pêcheries, sécurité, investissements industriels, etc. Au lieu de participer, pour un coût relativement faible, à des projets de développement coordonnés notamment avec le Canada et la France, partenaires traditionnels des Etats-Unis auprès d'un peuple tenu en lisière par son principal protecteur, Washington se contente d'un très précaire « maintien de l'ordre » qui n'empêche ni enlèvements ni assassinats, avec l'aide, insuffisante et impuissante, d'un petit contingent de militaires mandatés par une ONU jouant les utilités, et d'experts mal utilisés. Haïti demeure un réservoir de main-d'œuvre bon marché, pour la côte Est- des Etats-Unis et du Canada, et de *boat-people* qui se noient par centaines au large de la Floride. C'est bel et bien la C.I.A. qui a organisé le retour manu militari, à Port-au-Prince, de l'odieux Aristide et l'a fait réélire « démocratiquement », cautionnant en fait sa dictature, ses trafics et ses crimes, bloquant tout épanouissement économique et social, aggravant encore une abominable misère, d'où la paralysie dont souffert le gouvernement intérimaire de Gérard Latortue en attendant des élections générales qui devraient, en novembre prochain, avoir lieu sous contrôle international. Si techniquement, elles sont aussi incontestables que celles de décembre 1990, le vainqueur ne sera-t-il pas présélectionné par manipulation des candidatures ?

On ne saurait oublier que « les intérêts des Etats-Unis » ont toujours privilégié à court terme, sous couleur d'anticommunisme, les régimes musclés des généraux argentins et uruguayens, de Stroessner au Paraguay, Banzer en Bolivie, Pinochet au Chili, etc. Belle promotion de la démocratie, tant par les démocrates que par les républicains... Dans l'ensemble, le Cône Sud a longuement souffert d'un interven-

tionnisme cynique des USA, qui ne doivent qu'à la fin de l'URSS la récession des fronts marxistes-léninistes dans cet ensemble de pays, où le castrisme reste influent (cf. Chavez au Vénézuéla).

Même un intellectuel parfaitement informé des réalités européennes comme Brzezinski, ne peut, dans *Le Choix*, se départir d'une *méfiance explicite à l'égard d'une Union européenne qui, gagnant en influence économique et politique, deviendrait la grande rivale des USA*, surtout en deux régions d'importance stratégique majeure pour Washington : le Proche-Orient et l'Amérique latine. Il déplore la « collision » de 2003 entre les Etats-Unis et le couple franco-allemand sur l'Irak, et va jusqu'à écrire : « Une Europe qui cherche l'unité politique en se définissant explicitement comme un « contrepoids » (anti-américain de fait) face aux Etats-Unis serait une Europe destructrice de l'Alliance Atlantique ». Pour lui, « l'intérêt supérieur de l'Europe est la stabilité mondiale, sans quoi la construction européenne s'écroulerait ». Il croit que « les Européens savent, mieux même que les Américains, qu'une rupture véritablement nette de la relation Atlantique serait fatale à l'Europe en train d'émerger ».

En fait, le leit-motiv du démocrate Brzezinski est que « les Etats-Unis se voient comme le porte-étendard de la liberté dans le monde ». D'où sa conviction que « l'hégémonie américaine, (...) réalité de dimension mondiale (...) », est le bien commun planétaire, le « Nouvel Ordre Mondial » rêvé par Bush père, président en 1991. Du coup, cette hégémonie est telle que ce n'est pas New-York, siège de l'Organisation des Nations-Unies, qui est la capitale du monde : c'est Washington, centre du pouvoir américain souverain. Je trouve Javier Solana bien complaisant quand il fait l'éloge du livre de Brzezinski en affirmant que l'auteur prône « le leadership par le partenariat ». Samuel Huntington est plus prudent : « Brzezinski montre (...) que la sécurité des Américains est inséparable de la sécurité du monde, et ne peut être obtenue que si les Etats-Unis apportent un leadership constructif dans la création de l'ordre mondial par coopération ».

Quant à l'Irak, où Brzezinski semble ne pas oser critiquer George W. Bush, comment se fait-il que son analyse ne perçoive pas l'artificialité d'une « nation » qui, de toute évidence, ne parviendra pas à s'unir, fabriquée qu'elle fut par l'Angleterre et la France à partir de 1919 ? Antoine Basbous, observateur minutieux du monde arabe, déclare aujourd'hui que l'échec flagrant du projet de constitution irakienne « fédéraliste », rejeté par les Sunnites, sonne le glas de l'Etat irakien, celui-ci ne pouvant être uni que sous la poigne d'un dictateur, ce qui est l'évidence même, ignorée des stratèges bushistes.... Ah ! que l'Irak était en ordre sous Saddam Hussein !

Stanley Hoffmann : les Américains sont inaptes à jouer un rôle impérial

Né à Vienne, professant une double identité française et américaine, Stanley Hoffmann, qui enseigne à Harvard, a publié en 2004 – en pleine crise France/États-Unis – des propos recueillis par Frédéric Bozo sur cet affrontement, sous le titre *L'Amérique vraiment impériale*³. Il y résume ainsi la situation créée par la guerre « préemptive » en Irak des néoconservateurs de G.W.Bush : « L'ignorance de ceux-ci à l'égard du monde arabe, de ses complexités, de ses humiliations, l'absence d'administrateurs et de militaires parlant l'arabe n'arrangent évidemment rien (...) Comme au Vietnam, le choix (...) est entre un départ peu glorieux (ou un passage des pouvoirs à l'ONU, qui reste inconcevable pour les « durs » du régime Bush) et un accroissement des effectifs américains ». Tout cela parce que Bush et ses inspirateurs avaient eu l'incroyable naïveté de croire « que la « coalition » occupante serait reçue par les Irakiens avec gratitude (...) et que des institutions démocratiques pourraient naître rapidement dans un pays qui n'en avait jamais eues ».

Stanley Hoffmann constate « l'inaptitude des Américains à jouer un rôle impérial, tâche qui exige une patience, une expertise, et une volonté de dépenser des ressources énormes que l'on ne trouve guère chez un peuple profondément marqué par ses origines anti-coloniales et sa concentration sur ses problèmes intérieurs ». Il conseille donc aux autres pays « capables de prendre des initiatives, de se grouper pour pouvoir mieux agir et, *dans le cas des Européens, (...) de transformer leur Union en association dotée de pouvoirs diplomatiques et militaires réels*. C'est la seule façon de peser sur la politique américaine et de hâter son évolution (...) Le moment viendra où le peuple américain comprendra que les valeurs dont il est fier sont incompatibles avec les pratiques de l'empire, qui sapent son autorité à l'extérieur et ses institutions. Pour un nationalisme anxieux et blessé, la tentation impériale est forte, mais elle n'est pas inévitable ».

Rifkin : le rêve européen éclipse le rêve américain

C'est également le sens de l'ouvrage rééducateur d'un autre Américain, Jeremy Rifkin, *Le rêve européen*⁴, sous-titré *Comment la vision européenne de l'avenir est en train d'éclipser tranquillement le rêve américain*. J'avais lu ce livre avant sa publication en français, et avant de voir l'auteur intervenir sur nos petits écrans pendant la campagne référendaire. Il affirme que le Rêve américain s'estompe de plus en plus, que ses compatriotes sont de plus en plus accablés de travail, mal payés, surmenés, incertains d'atteindre à un meilleur mode de vie. Un tiers des Américains, selon lui, ne croient même plus au Rêve américain.

³ Ed. Louis Audibert, 2004, Paris.

⁴ Ed. Fayard, 2005. Ed. Américaine de *The American dream*, Ed. Jeremy P. Tarcher/Penguin, New-York, 2004.

En revanche, l'Union européenne, avec un PNB de plus de 10 mille milliards de dollars, lui apparaît comme la première puissance économique mondiale. L'Europe a, selon lui, sur les USA les avantages d'une compétitivité supérieure, d'une éducation plus efficace, et connaît moins de pauvreté et de criminalité ; elle jouit de meilleurs transports publics, de vacances plus longues, et pour tout dire, d'un art de vivre supérieur. En politique étrangère, les Etats-Unis ont déployé leurs forces armées comme aucune autre nation, alors que l'Europe préfère la coopération et le consensus à l'unilatéralisme.

En résumé, selon Rifkin, *l'Europe met au point une nouvelle vision, audacieuse, de l'avenir de l'humanité*, fort différente, à bien des égards, de l'utopie américaine. Il serait intéressant de savoir si ce livre a eu quelque succès dans le public américain, et surtout dans le milieu politique et les médias des USA. Je crains, après de nombreuses missions à Washington, que l'ambiance ne soit, aujourd'hui comme hier, à l'aimable indifférence de la plupart des membres du Congrès aux questions de politique internationale, sur fond d'autosatisfaction routinière. Sauf exception, leur analphabétisme en la matière m'a toujours étonné, car peu compatible à mes yeux avec leur influence sur l'exécutif. Cette ignorance des problèmes politiques généraux de la planète chez les représentants et même chez les sénateurs explique, en définitive, les errements de la Maison Blanche, qui n'a pas grand'chose à craindre du Capitole en matière de diplomatie. Or, les décisions des Présidents sont appliquées par d'excellents diplomates de carrière, compétents, cultivés, courageux – au point, parfois, de démissionner pour cause de désaccord avec les choix arrêtés dans le Bureau ovale. Cela dit, le président Bush a été obligé de court-circuiter le Sénat et la Chambre pour imposer comme ambassadeur à l'ONU son favori Bolton, récusé par les parlementaires. Bel exemple de défi à la démocratie, pour une équipe qui prétend la prêcher *urbi et orbi*...

Au fait, les Etats-Unis sont-ils une démocratie modèle ? Je ne poserais pas cette question, qui m'eût naguère paru inamicale, voire sacrilège, si je n'avais vécu sur place l'élection présidentielle de 2004, dans le New Hampshire. Ahurissant, mais vrai : accompagnant à son bureau de vote mon épouse, qui votait à Hanover, jolie petite ville universitaire, j'ai constaté qu'elle ne se voyait pas demander la moindre pièce d'identité : on se contenta, sur ses dires, de lui faire émarger un registre. Et à quoi lui a servi l'isoloir ? Certes, à cocher en toute discrétion les cases correspondant aux différents mandats (présidentiel, parlementaire fédéral, parlementaire local, judiciaire), mais nullement à assurer le secret du vote : l'électeur en sort, feuille non enveloppée ni pliée à la main, et la remet recto, et non pas verso, à un préposé qui l'enfourne dans une machine, et qui, un instant, peut voir si vous avez choisi Bush ou Kerry... On me dit que chaque Etat a un système électoral bien à

lui, mais personne n'a cherché à me convaincre de la fiabilité de telles méthodes en termes de clarté du scrutin.

J'en ai conclu que la démocratie américaine était une démocratie d'idéal, d'intention, de *convention*, si j'ose dire. Ainsi s'expliquent les inénarrables recomptages en 2000, dans l'Etat de Floride, qui avaient finalement permis à G.W. Bush d'être élu contre Al Gore (avec moins de voix que celui-ci au niveau fédéral). Dieu, que les Français sont formalistes, avec leurs urnes transparentes, leurs petites enveloppes bleues, et leur dépouillement immédiat ! L'écrivain américain Gore Vidal va, lui, jusqu'à dire que « la démocratie est quelque chose que l'Amérique n'a jamais pratiquée »...

Pierre Biarnès : pour un monde pluripolaire

Le sénateur français Pierre Biarnès, considérant « les Américains aux frontières de la Russie et de la Chine », a produit en 2003 ce qu'il faut bien appeler une somme de géopolitique : *Pour l'empire du monde*⁵, 960 pages bourrées de faits, de cartes, d'analyses minutieuses, de rappels historiques érudits. Ce gigantesque travail, tout à l'honneur de l'ancien secrétaire général de la Chambre de Commerce de Dakar, journaliste panafricain puis planétaire, et qui depuis 1986 représente au Palais du Luxembourg les Français établis hors de France, devrait être lu par tous les citoyens qu'intéressent la mondialisation, qui est déjà un fait économique, et l'unité européenne, dont la progression a été fâcheusement interrompue par le vote négatif des Français lors du référendum constitutionnel du 29 mai dernier.

Biarnès développe, surabondamment, la thèse que présente ainsi son préfacier, François Thual : « Les Etats-Unis, aujourd'hui unique superpuissance de la planète, poursuivent leur course pour la possession définitive de l'empire du monde, à travers chacune des crises évoquées, avec deux objectifs stratégiques permanents : refouler la Russie le plus loin possible au cœur du continent eurasiatique, d'une part, et, d'autre part, contenir au maximum la montée en puissance de la Chine en Asie et dans les régions périphériques de celle-ci que sont le Pacifique, l'océan Indien et le Proche-Orient. D'une crise à l'autre, les moyens ou les prétextes d'intervention peuvent évoluer ; mais, au final, ils s'insèrent tous dans cette double ambition stratégique majeure. En ce sens, ce livre est, avant tout, une réponse à celui de Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Zbigniew Brzezinski, grand et brillant intellectuel d'un pays sans passé – mais un échiquier, c'est plat -, face à ses homologues des pays d'Europe et d'Asie, chargés de siècles d'histoire et porteurs de vieilles civilisations. Moralement, le travail de Pierre Biarnès est une entreprise de résistance au « conquérant barbare ». En

⁵ Ed. Ellipses, Paris, 2003.

même temps, c'est une contribution à l'avènement d'un monde pluripolaire, dans lequel les Etats-Unis d'Amérique conserveront pendant très longtemps encore la première place, certes, mais où ils seront de plus en plus équilibrés par d'autres puissances, aujourd'hui à des stades divers de renaissance et de reprise de la maîtrise de leur destin : l'Europe, la Russie, la Chine, l'Inde et le Japon ».

N'oublions pas, pour autant, une Alliance atlantique dont l'objectif n'étant plus la dissuasion militaire de la menace soviétique, doit être la consolidation des progrès politiques acquis depuis la Deuxième Guerre mondiale, notamment, après le Plan Marshall, grâce à la construction communautaire ouest-européenne. Une Alliance à rééquilibrer...

Que l'Union européenne doive revoir le projet de traité constitutionnel n'empêche nullement la convergence, pas à pas, des politiques économiques des Etats-membres, les nouveaux venus devant être les bénéficiaires privilégiés de la liberté des échanges, bienfait inappréciable de la stratégie politique fondée en 1950 : Espagne, Grèce, Irlande et Portugal ont connu des développements politiques, économiques et sociaux spectaculaires, comme en vivront les Dix nouveaux adhérents, et un peu plus tard Roumanie et Bulgarie, à partir de 2007, puis les candidats qui s'annoncent, telle la Croatie et ses voisins balkaniques.

Comment ce qui est bon pour l'Union européenne actuelle et future pourrait-il être en quoi que ce soit désavantageux pour les Etats-Unis ? Et en quoi les innovations politiques sans précédent qui ont abouti, en un temps record, à un ensemble économique, social et politique déjà riche de 450 millions de libres citoyens jouissant d'un haut niveau éducatif, ne peuvent-elles contribuer à l'avènement d'un monde plus sûr, y compris pour les USA ?

En ces temps de malheurs à répétition pour les Etats-Unis, ceux-ci redécouvrent la solidarité de leurs fidèles alliés, et même l'utilité de l'ONU. Puissent les responsables européens poser, promptement, ces questions aux leaders politiques et faiseurs d'opinion américains, parmi lesquels il est des esprits plus ouverts que les « unilatéralistes » encore au pouvoir à Washington.

Jean-Marie DAILLET

Henri Bourbon (1921-2005)

Ce numéro de *France-Forum* et beaucoup d'autres auparavant ne seraient pas parus si **Henri Bourbon** ne s'était appliqué de tout son cœur pendant quarante ans à la rédaction de notre revue.

Même s'il y a pu écrire, trop peu à notre regret, il a consacré une partie capitale de sa vie à souffler inlassablement sur les braises d'une pensée aussi démocratique que chrétienne. Il fallait, il faut, ranimer sans cesse la réflexion sur la vie politique en France et en Europe si l'on croit que celle-ci n'est pas seulement la combinaison confuse d'intérêts et d'ambitions. La modestie d'Henri le maintint en dehors, au-dessus des péripéties électorales. C'est ce qui lui permit d'affirmer sans fléchir le grand dessein de la revue : être le lien entre les hommes de bonne volonté, qu'ils fussent de droite ou de gauche, pour élaborer ensemble les solutions bénéfiques à la communauté nationale et européenne. Son impartialité était la fille de son honnêteté intellectuelle et sentimentale. Elle séduisit les plus grands esprits, de Raymond Barre à Jacques Delors en passant par Jean Lecanuet. Elle permit à Etienne Borne de déployer dans chaque parution de *France-Forum* les ailes de son immense dialectique. Elle assura le succès des nombreux colloques sur les problèmes les plus importants de notre temps. Il savait mettre ensemble, placer face à face dans un dialogue fraternel et fécond, socialistes et libéraux, syndicalistes et patrons, juifs et chrétiens, croyants et athées. Chacun des participants, engagé souvent dans un combat âpre et difficile dans son action quotidienne trouvait à *France-Forum* l'adversaire habituel devenu soudain attentif et ouvert. Ses arguments du coup prenaient la force de persuasion, de pénétration, réservée aux discussions amicales.

Derrière les rencontres des colloques, dans les pages de la revue - brillamment présentée, il y tenait - il est difficile d'imaginer le patient et constant travail que déployait Henri au cours de longues conversations dans un restaurant, au téléphone ou même dans la rue. Elles l'occupaient tant qu'il n'eut pas assez de disponibilité pour se consacrer à ce qu'il aimait le mieux, qu'il s'agisse de peinture, de cinéma, de théâtre.

A certains moments il déplorait que la vie politique française fit de plus en plus l'impasse sur les grandes idées et les sentiments généreux qui inspirèrent la Résistance, la reconstruction d'après-guerre et les débuts de la construction européenne.

Mais il maintint cette ambition au sein de *France-Forum*. Il est mort peu de temps avant qu'une majorité de rencontre ait mis à mal, le 29 mai dernier, le projet européen qu'il a défendu pendant toute sa vie. Son exemple nous exhorte à ne pas renoncer. Nous essayons, nous aussi, d'entretenir cette flamme qu'il nous a transmise. Comme lui, nous en sommes persuadés, et nos lecteurs aussi, nous en sommes sûrs, le combat politique doit être mené au nom d'une certaine idée de l'homme, une certaine idée de la noblesse de la condition humaine. Celle d'un Henri Bourbon.

Le comité de rédaction

France-Forum en deuil

par Jean AUBRY

Mes premiers souvenirs d'**Henri Bourbon** remontent à 1956. De retour en France après quelques années passées en Extrême-Orient, je retrouvais un pays cruellement divisé sur la guerre d'Algérie, en pleine effervescence économique et sociale (il entrait dans la deuxième décennie des « Trente Glorieuses »), intellectuelle même (le stalinisme était remis en cause en URSS même, « l'imperium » exercé par le marxisme sur le monde de la culture commençait à se fissurer et une « nouvelle gauche » prenait son essor)... Nous partagions alors avec d'autres – Etienne Borne, André Colin, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet, Maurice-René Simonnet,... (quelques-uns étaient des amis de plus de quinze ans) – un rêve, devenu rapidement projet, puis, dès février 1957, réalité, avec la parution du premier numéro de la revue *France-Forum*. Les travaux préparatoires, entrepris dans la ferveur, avaient rapidement progressé. Nous nous réunissions de temps à autre le soir pour faire le point, ce qui, de surcroît, renforça encore, et pour toujours, les liens d'amitié qui nous unissaient. Très vite, comme il était souhaitable, l'équipe de départ s'élargit, cependant que la quittaient quelques-uns des fondateurs de plus en plus engagés, et souvent au premier plan, dans la vie politique, respectueux de l'engagement pris au départ de faire vivre une revue qui ne ferait pas mystère des valeurs dont elle s'inspirait mais qui, pour assurer la qualité et la portée de ses réflexions et de ses forums, s'imposerait de les conduire et de les organiser en toute indépendance. D'autres, en raison de leurs obligations professionnelles, - c'était mon cas - ne pouvaient apporter leur concours qu'à temps partiel. Mais Henri Bourbon avait très tôt décidé de faire de *France-*

Forum sa préoccupation et son activité principales, au détriment de tout autre projet personnel de carrière. Et, en étroite symbiose avec Etienne Borne (jusqu'à la mort de ce dernier en 1993) à qui le liaient de nombreuses affinités culturelles (et provençales) ainsi qu'une amitié profonde (loin de paralyser le dialogue entre eux, elles le rendirent permanent et ne cessèrent de l'enrichir), il devint très tôt la cheville ouvrière et l'âme de *France-Forum* et les demeura jusqu'à ce que la maladie le contraigne à prendre progressivement ses distances... Quelque quarante années plus tard !

Et avec quelle efficacité ! Outre la durée de vie, le « miracle » de cette revue a été l'étendue, la diversité et la qualité des réseaux d'amitiés, de savoirs et de réflexions auxquels, dès les origines, elle a pu faire appel pour ses articles et la participation à ses forums.

Il est naturellement impossible ici d'en donner un aperçu, fût-ce à titre d'exemple. En d'autres temps, des articles - ainsi dans les numéros du 30^e et du 40^e anniversaire - ou même des thèses en ont esquissé les contours et donné des listes de noms incluant beaucoup de ceux qui, à divers titres, et dans les domaines les plus variés, ont marqué ce demi-siècle.

A quoi tenaient donc cette facilité à rassembler des personnalités aussi diverses et qui, sur d'autres scènes, pouvaient s'opposer violemment ? cet art de créer autour des débats de *France-Forum*, sans les édulcorer, un climat apaisé fondé sur la considération et la sympathie mutuelles ? et, *the last but not the least*, la solidité de ces liens qui, lorsque, pour cause de maladie, Henri Bourbon ne fut plus en mesure personnellement de les entretenir, ne se sont pas dénoués.

Il y avait bien sûr chez lui une alacrité, une vivacité intellectuelle, l'absence totale d'affectation, un naturel et une spontanéité, dont le charme opérait quel que fût l'interlocuteur - jeune ou adulte, homme ou femme, étudiant, politique chevronné ou « V.I.P. » de quelque nature que ce soit - dans la décontraction (comme il savait parler de sa chère Provence, de montagne, de littérature, de peinture... !) aussi bien que dans la fièvre des préparations de numéros ou de colloques (où il parvenait, sans blesser, à rendre évidente la modification ou le complément à apporter à une idée, un article, une mise en page, le thème ou la composition d'un forum). Devant qui d'autre, au plus fort des conflits dont le précédent siècle fut prodigue - guerre d'Algérie, révolte de 1968, crises économiques, syndicales, sociales, culturelles... - aurait-on pu si librement débattre avec les protagonistes de camps opposés ?

On lui devait l'institution si originale - et si durable - de ce déjeuner hebdomadaire qui, tout informel qu'il fût, tenait à la fois du comité de rédaction et d'instrument de relations publiques. Nous nous y retrouvions, parfois en grand nombre, mais avec des taux d'assiduité divers, membres du « noyau dur » de la revue ou amis proches, lointains, voire épisodiques... Aux côtés d'Etienne Borne, longtemps professeur de philosophie de la khâgne prestigieuse du lycée Henri IV, Henri Bourbon, à sa manière si personnelle faite de provocation taquine, de curiosité toujours en éveil, d'un mélange d'accueil aux idées des autres et de lucidité amusée, y faisait merveille. Riches en informations de toutes provenances, ces rencontres, qui furent parfois très animées, ont laissé à ceux qui, à un moment ou à un autre, y participèrent de grands souvenirs. Y naquirent des amitiés qui ne furent pas éphémères.

Mais que l'on ne se méprenne pas : la diversité des centres d'intérêt et l'étendue des relations d'Henri Bourbon ne tenaient pas à un quelconque éclectisme superficiel. C'était un homme de convictions. Il s'était engagé dans la Résistance et ses amis proches savent quelle fidélité indéfectible fut la sienne au souvenir de Gilbert Dru, fusillé à Lyon par les Allemands, et à l'amitié, nouée à cette époque, de Jean-Marie Domenach. Il n'était pas homme à « papillonner ». Si, en dehors des attachements profonds qui le liaient à sa famille politique, il avait admiré, et entretenu des rapports confiants avec Jean Amrouche et Albert Camus, avec des socialistes comme André Philip et Roger Quilliot, s'il avait été mendésiste – et l'on pourrait citer beaucoup d'autres exemples -, c'est parce qu'il privilégiait la qualité et l'authenticité *humaines*.

Et il n'était pas homme à s'enfermer dans le confort d'un dogme. Ce n'est pas par hasard qu'après le décès d'Etienne Borne, il avait tenu à souligner que « ce méditerranéen, passionné et taciturne comme ils le sont parfois, si visiblement enraciné dans sa terre natale, avait, tel les Grecs et les Phocéens d'autrefois, le goût de l'autre rive ». Parce qu'il avait toujours eu une haute idée de la politique, il se défiait de l'arrogance, péché mignon des intellectuels. « Il arrive qu'une action risquée, contredite, contestée, enferme plus de fidélité au spirituel que la superbe et incontestable morale des moralistes » écrivait-il pour le 30^e anniversaire de la revue. Profondément démocrate, il était convaincu de la nécessité du dialogue. Aussi avait-il retenu la leçon d'Albert Camus - il y a insisté plusieurs fois dans ses articles et en a fait sa règle de conduite à *France-Forum* - : il ne peut y avoir de dialogue – et donc de démocratie – sans une certaine dose de modestie chez ceux qui veulent le pratiquer – et la vivre. Ce qui signifiait aussi pour lui que, même modeste et marginale, la voix de notre revue avait sa place et devait se faire entendre : et ce fut le combat de toute sa vie.

Mais les disparitions successives – et parfois injustement prématurées – de beaucoup de ceux avec qui il l'avait mené ruinèrent progressivement son moral et sa santé. Henri Bourbon était d'une sensibilité extrême. N'avait-il pas cité en exergue d'une des chroniques qu'il lui avait consacrée cette phrase de Nicolas de Staël : « On ne peint jamais ce que l'on voit ou ce que l'on croit voir. On peint à mille vibrations le coup reçu ».

Au tout début du printemps dernier, à la veille d'un séjour en province, j'avais rendu visite à Henri Bourbon, en compagnie d'un de ses amis d'enfance, niçois comme lui. Dans cet appartement dont, depuis quelques années déjà, il ne sortait plus, nous avons tous les trois égrené des souvenirs lointains de jours heureux. Le soir venant, ses deux visiteurs ont cru devoir, à regret, mais pour ne pas le fatiguer, prendre l'initiative de mettre fin à cette très longue conversation. Je ne savais pas alors que se terminait aussi du même coup le dernier épisode d'un demi-siècle (à un an près !) de relations privilégiées, riches de convictions et d'amitiés communes mais aussi d'une grande aventure partagée – suivant les périodes, partiellement ou totalement (au temps de notre co-direction) -, celle de *France-Forum*.

Il n'est pas besoin d'insister sur ce que peuvent être aujourd'hui, inextricablement mêlées, notre gratitude et notre peine.

Jean AUBRY

Un homme de cœur

par Christian SAVÈS

Notre ami **Henri Bourbon** nous a quittés, au printemps 2005. Il s'en est allé discrètement, sans faire de bruit, dans une certaine solitude, aussi. Avec lui, ce n'est pas seulement un homme de grande qualité qui disparaît ; il était le dernier fondateur « historique » de *France-Forum* encore en vie. C'est donc une page de l'histoire de notre revue qui se tourne, définitivement. Si Etienne Borne était le philosophe et Jean Lecanuet le politique, c'est Henri Bourbon qui fut la véritable cheville ouvrière de la revue. Il la porta à bout de bras et contribua à l'installer durablement dans le paysage intellectuel français, durant plus de quarante ans, avant de passer le flambeau, il y a seulement quelques années. Elle doit à son ardeur et à son travail inlassable, bref à son implication personnelle, une partie de l'audience qu'elle parvint à acquérir, dès les années soixante. Il faut lui rendre hommage pour cet effort méritoire qu'il mena sans fléchir, avec la fougue, l'enthousiasme et la conviction qu'on lui connaissait.

Puisqu'il est ici question de la figure du disparu, celui qui laisse désormais une place vide dans nos cœurs, la place de l'absent, qu'il me soit permis d'évoquer brièvement les conditions dans lesquelles je fis sa connaissance et commençais ma collaboration à *France-Forum*. C'était au début des années 90, je lui avais adressé un ouvrage que je venais de publier sur la démocratie. Il l'avait apprécié et m'avait téléphoné (étant absent ce jour-là, il était tombé sur mon père). Je l'avais rappelé à mon retour. Il m'avait félicité pour cet essai et m'avait alors proposé de faire paraître dans la revue un compte rendu de ce livre, sous la forme d'un entretien entre lui et moi, ce qui fut fait. Par la suite, il me sollicita pour des articles et des compte rendus de lecture ; c'est ainsi que je devins un contributeur régulier de *France-Forum*.

Je crois que ce qui l'avait attiré chez moi, c'est cet attrait qu'il avait deviné pour la réflexion politique et qu'il estimait trop peu répandu, chez des gens de ma génération (il aurait pu être largement mon père). D'une certaine façon, il était conforté, presque rassuré de voir qu'un garçon de mon âge écrivait ces choses-là. Cela lui apportait une bouffée d'optimisme dont il avait bien besoin, par moments. Je ne m'explique pas autrement la sympathie qu'il a éprouvée, d'emblée, à mon égard, sa bonté naturelle mise à part.

Ces dernières années, je lui avais rendu visite, à quelques reprises, dans son bel appartement de La Motte-Piquet/Grenelle. Je sais que ces visites lui apportaient quelque chose : il était toujours content de me voir et d'engager la conversation. Jacques Mallet l'a rappelé, dans l'allocution qu'il fit aux obsèques de notre aîné : tous ceux qui le connaissaient devenaient rapidement ses amis ou souhaitaient le devenir. Je crois que cela est profondément exact. Lorsque nous en venions à parler politique (et nous le faisons systématiquement), le regard d'Henri Bourbon se mettait instantanément à briller, tout son être renaissait. Il me racontait alors ses rencontres, ses expériences, ses campagnes et ses combats passés. Puis, la fièvre retombait...

Je savais que la disparition de son meilleur ami, Jean Lecanuet, en 1993, l'avait laissé inconsolable. Il cultivait par ailleurs une certaine nostalgie à l'égard d'un monde révolu, d'une époque qui croyait encore en la politique et en sa capacité de transfiguration du réel. Parce que la politique était alors affaire de conviction et non d'ambition. Elle faisait appel à des hommes qui possédaient la vocation politique authentique, au sens wébérien de l'expression. Ces gens-là, qui s'étaient engagés très jeunes (en politique et dans la Résistance) avaient une hauteur de vue, une générosité et un sens du dévouement à la chose publique hors du commun, que l'on ne devait plus retrouver chez les générations qui sui-

virent. Notre ami était assurément de ces hommes-là, forgés par cette expérience fondatrice unique que fut pour eux la Résistance.

Jacques Mallet, encore lui, a rappelé qu'Henri Bourbon « *appartenait à cette espèce d'homme, en voie d'extinction, qui ne cherche pas à faire carrière, mais seulement à servir, de façon désintéressée, un idéal et des idées* ». C'est au demeurant la raison pour laquelle il avait progressivement pris ses distances avec le monde ambiant et le microcosme politique... La politique n'est plus ce qu'elle était, pourrait-on dire en paraphrasant le titre d'un livre de René Rémond, qu'il connaissait. Henri Bourbon, je le pense, en était intimement convaincu.

Pour ma part, je garderai de toute éternité le souvenir ému d'un homme généreux, terriblement attachant, un homme de cœur, comme on n'en fait plus... hélas pour la politique, hélas pour nous tous. Il va nous manquer, il nous manque déjà terriblement.

Henri Bourbon nous a quittés mais, en nous quittant, il nous laisse un héritage : cette revue. A nous de la faire prospérer et de porter haut les valeurs qui l'ont animée, en près d'un demi siècle d'existence. C'est assurément la meilleure façon de demeurer fidèle à sa mémoire, que de continuer son œuvre...

Christian SAVÈS

« Notre Jeunesse »

par François BORDRY

L'image peut-être la plus forte que j'ai gardée d'**Henri Bourbon** : le moment où il commence, avec Raymond Barre, à réciter les vers du « *Cimetière marin* » de Paul Valéry, tout en descendant à pied la côte de l'île de Port-Cros – au milieu d'un paysage somptueux - après le discours prononcé par le Premier ministre devant la 2^{ème} Université d'été des Jeunes Démocrates Sociaux, en juillet 1977 ! Quelle image alors, pour le jeune président des JDS que j'étais, de voir le Premier ministre, accompagné d'un intellectuel familier de la politique française - et entouré d'une nuée de jeunes militants fascinés- capable de saisir l'occasion d'un petit moment de détente pour se ressourcer dans l'un des plus beaux poèmes de la littérature française...

Ce genre de leçon, Henri Bourbon nous en a donné tellement dans cette période d'enthousiasme et de mobilisation des Jeunes Démocrates Sociaux de la première génération. C'était, il est vrai, juste après la création du CDS, en mai 1976,

quand les centristes jusqu'alors dispersés se sont enfin rassemblés pour un moment. Henri Bourbon a eu une très grande influence sur nous, précisément parce qu'il nous rappelait régulièrement, à nous qui avons tellement tendance à nous persuader de l'importance centrale de l'action militante, que la politique devait au contraire être et rester modeste, et que, en tout cas, la décision politique n'avait de chance d'être pertinente que si elle était fondée en doctrine. Le manque de formation trop fréquent des militants – pas seulement chez les jeunes ! - leur absence de culture politique, provoquaient chez ce provençal des colères méditerranéennes, notamment quand il entendait certains responsables, élus ou simples militants, argumenter sur des références politiques absurdes, quand il les prenait « la main dans le sac » en train de manipuler les événements et les citations simplement pour asseoir leur démonstration, ou, ce qui arrivait aussi, en train de se vautrer dans une démagogie racoleuse ; ce qui le mettait vraiment hors de lui, c'était quand l'auditoire s'y laissait prendre sans réagir ! Il se lançait alors à son tour dans un implacable cours d'histoire politique qui rétablissait avec clarté, et souvent avec un humour décapant, les filiations capables de fonder sérieusement l'action ou le programme du moment.

Que de fois il a réveillé par ses justes colères les conseils politiques englués dans les revendications cantonales et les combats farouches des troisièmes couteaux jaloux et ambitieux !... Il lui fallait toujours revenir à la lucidité de l'essentiel.

Mais Henri Bourbon ne s'intéressait pas seulement, je l'ai dit, à la politique. Il semblait être à l'affût de tout et il faisait son miel de ce qu'il voyait, lisait ou entendait. Qu'il s'agisse de littérature, de poésie, de peinture, de philosophie, tout était prétexte à analyses et - c'est ce qui me fascinait - lui permettait d'entrevoir avant beaucoup d'autres certaines évolutions encore à peine perceptibles de notre société, et d'esquisser ainsi des propositions politiques à la fois innovantes et solidement ancrées à un corps de doctrine. Et puis n'oublions pas ses commentaires sur l'art : quand il nous racontait sa visite à une exposition, il nous expliquait tellement bien pourquoi un tableau « se levait » soudain pour devenir évident et indiscutable, qu'on avait envie de se précipiter immédiatement pour le voir !

Aux « Déjeuners de France-Forum », le mercredi, venait qui pouvait de l'équipe de la Revue et de ses fidèles : autour d'Etienne Borne et d'Henri Bourbon, notamment, toute l'actualité de la semaine passée était évoquée et disséquée, donnant lieu à des débats passionnés et souvent drôles, permettant à chacun de confronter et de compléter ses analyses. Ces déjeuners donnaient assez régulièrement l'occasion à ceux qui étaient plus directement engagés dans l'action poli-

tique de tester leurs prochaines initiatives...et, victimes de ces esprits affûtés, de les enterrer quelquefois aussi vite ! Pour l'étudiant que j'étais, quelle formation ! Mais en même temps, on ressentait une chaleur et une solidarité naturelle, le sentiment très fort d'appartenir à un courant de pensée si profondément enraciné dans l'histoire des idées qu'il ne pouvait que revenir vite au cœur du débat politique. Au cours de ces années, quelques jeunes comme moi, à l'époque, avions l'impression à *France Forum*, grâce à Henri Bourbon, intellectuel et politique tout à la fois, de vivre, comme aurait dit Péguy, la « mystique » avant qu'elle ne fût « dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance »...

C'était « Notre Jeunesse ».

François BORDRY

Le dernier adieu

par Jacques MALLET

Il m'a été demandé de dire quelques mots à l'issue de cette messe au nom des amis d'**Henri Bourbon**. Ils sont nombreux. Tous ceux qui le connaissaient devenaient rapidement ses amis ou souhaitaient le devenir. Je suis, je crois, l'un des plus proches, l'un des plus anciens avec Jean Aubry, même s'il en est de plus qualifiés.

Quand j'ai appris jeudi son décès par Marie-Thérèse Poirier, dans le train qui me ramenait à Paris, ce fut un déchirement profond, comme si j'avais perdu un frère. Nous avions à peu près le même âge – il était mon aîné de trois ans - et de communes racines niçoises. Il était pour moi un frère spirituel, il a même été un guide. Au-delà des différences de nos personnalités et de nos parcours, nous étions unis par une véritable communion de pensée.

Il n'y a pas si longtemps il aimait à « blaguer », comme on dit dans notre Midi, et à rire avec nous. Puis nous l'avons vu, ma femme et moi, s'affaiblir peu à peu à cause des séquelles de sa tuberculose. Et surtout la perte de sa femme Catherine – que nous aimions beaucoup – a été pour lui un choc imprévu et terrible, comme s'il était frappé par la foudre. Il ne s'en est jamais remis. Nous avons le sentiment qu'il s'éloignait lentement de la vie, de tout ce qui l'avait passionné dans la vie, les débats d'idées, les livres, la peinture – qui ornait les murs de son appartement et dont il parlait si bien dans ses articles – et plus encore de la politique, qui l'avait déçu.

Il était triste de ne plus pouvoir aller dans sa maison de Maussane-les-Alpilles. Je me souviens de son chagrin quand une tempête a abattu le grand pin à l'ombre duquel nous avions pris l'apéritif...

Je croyais bien le connaître mais, dans sa modestie, il m'avait caché certains aspects de sa vie, en particulier son action dans la Résistance. Il a évoqué la mémoire de Gilbert Dru, abattu à 24 ans par la Gestapo, le 17 juillet 1944, avec un militant communiste. Tragédie qui a inspiré le célèbre poème d'Aragon « La rose et le réséda », nous nous en souvenons tous : « Et leur sang rouge ruisselle / même couleur même éclat / celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas / il coule, il coule et se mêle / à la terre qu'il aime / pour qu'à la saison nouvelle / mûrisse un raisin muscat ». Mais il a oublié d'ajouter qu'il avait participé aux mêmes luttes dans la Résistance à Aix, à Lyon, au comité de libération de la Haute Savoie, et qu'il a contribué à la préparation du manifeste écrit par Gilbert Dru, source majeure du manifeste du MRP du 26 novembre 1944. Et aussi que ces dures années d'épreuves, d'efforts et de sacrifices, l'ont conduit au sanatorium...

Ses titres de Résistance, sa formation juridique, son talent et ses amitiés au sein du MRP – en particulier avec Maurice-René Simonnet – auraient pu le conduire à l'Assemblée Nationale, et même, en ces temps où la France était jeune et ardente, au Gouvernement. C'eût été légitime. Mais Henri Bourbon appartenait à cette espèce d'homme, en voie d'extinction, qui ne cherchent pas à faire carrière, mais seulement à servir, de façon désintéressée, un idéal et des idées.

Cet idéal, ces idées, sont celles de la démocratie chrétienne qu'Henri préférerait appeler la démocratie humaniste d'inspiration chrétienne.

Cet idéal, ces idées il les a servis depuis 1957, aux côtés d'Etienne Borne, au sein d'une revue créée par le MRP, par Jean Lecanuet et Joseph Fontanet, mais dotée d'une large autonomie : *France-Forum*, revue à laquelle il a consacré l'essentiel de sa vie et de son action. Ses activités professionnelles, son passage au Conseil Economique, où il a été nommé par Raymond Barre, ne venaient qu'en seconde ligne.

C'est à *France-Forum* que je l'ai rencontré lorsque je suis devenu le principal collaborateur de Jean Lecanuet.

En 1967, lorsque le MRP a disparu et que son hebdomadaire *Forces Nouvelles* a cessé de paraître, *France-Forum* est devenu le dépositaire de l'héritage d'un

grand courant de pensée qui a marqué l'histoire de notre pays, depuis Lamennais et Lacordaire, Marc Sangnier, Jacques Maritain, Emmanuel Mounier et qui a puissamment contribué à transformer la France et aussi, avec Robert Schuman, à construire l'Europe.

Cela ne signifie pas que *France-Forum* devenait une revue démocrate-chrétienne. Dans une lettre à Etienne Borne et à Henri Bourbon, Jean Lecanuet a clairement défini le rôle de la revue, à laquelle il attachait une grande importance, au service du dialogue et de la réflexion. Ce « laboratoire d'idées, ouvert largement à toutes les diversités de la pensée démocratique » Henri Bourbon l'appelait à devenir « le carrefour de l'humanisme démocratique ».

C'est dans cet esprit et pour remplir cette mission que *France-Forum* a organisé des colloques de haut niveau où débattaient des personnalités politiques importantes, allant de la gauche humaniste au centre droit, telles que André Philip, Jacques Delors, Raymond Barre, des dirigeants économiques et syndicaux, de grands intellectuels comme Raymond Aron, René Rémond, Michel Albert, de grands journalistes comme Jacques Fauvet et Jean Boissonnat. L'appauvrissement et le durcissement actuel du débat politique rendent de telles manifestations presque impossibles aujourd'hui.

Jean Lecanuet, Joseph Fontanet, Etienne Borne, nous ont quittés. Henri Bourbon vient de s'éteindre. Mais, grâce au dévouement d'une petite équipe, à la fidélité de ses lecteurs, et au soutien des héritiers de Jean Lecanuet, de François Bayrou qui va dans un instant prendre la parole, - je suis heureux de saluer parmi nous Bernard Stasi - notre revue continue. Je crois qu'Henri Bourbon souhaiterait qu'elle continue, même si elle ne peut être tout à fait la même.

La tâche des revues est devenue plus difficile parce que les gens lisent moins, l'image remplace l'écrit, mais leur rôle reste irremplaçable dans la mesure où les idées continuent de mener le monde. Henri Bourbon croyait que la démocratie sociale d'inspiration chrétienne n'avait pas dit son dernier mot en France. Nous partageons cette conviction.

Cher Henri, au nom de tous tes amis, au nom de toute l'équipe de *France-Forum*, nous t'adressons avec émotion, avec douleur, un dernier adieu. Et nous te disons Merci.

Jacques MALLET

Le secret d'un engagement

par François BAYROU

Pour moi, pour nous tous, le départ d'**Henri Bourbon** ranime le grand feu des souvenirs.

C'était un temps d'il y a longtemps, dans les naissantes années 70, et il restait au XX^e siècle plus d'un quart de siècle d'existence. Le centre politique, le centre libre, autonome, était, dans la France de l'époque, dans une situation périlleuse. Bien entendu, la voix du centre n'a jamais été facile à faire entendre et à défendre sous la Ve République, et si quelqu'un dit le contraire, j'attendrai avec intérêt sa démonstration... Mais dans ces années 70, c'était plus difficile que jamais. Il ne restait au Centre démocrate, par exemple, qu'un seul député à l'Assemblée nationale. Dans ce paysage inquiétant, couvert de lourds nuages noirs, demeurait un môle de résistance, d'optimisme, de foi, -pour le dire en un mot- : c'était *France-Forum*.

« Carrefour de l'humanisme démocratique » comme la revue se définissait elle-même, elle était, pour les (très) jeunes gens que nous étions un havre, d'intelligence, d'indépendance, de liberté. Or *France-Forum*, c'était trois hommes, les trois piliers de cette aventure humaine et intellectuelle, qui justifiait au-delà de toutes les ressemblances, le mot de Péguy à propos des *Cahiers de la quinzaine* : « pas seulement une revue, nullement un parti, mais ce qu'il y a de plus beau de par le monde, une amitié et une cité ».

Jean Lecanuet, altier, grand politique, souvent méconnu et mésestimé de l'opinion publique, mais puissant, drôle, éloquent, entraînant, irrésistible, dès qu'il s'emparait d'un auditoire. Jean Lecanuet, visionnaire et souvent seul, était à *France-Forum* dans sa double vocation de politique et de penseur, l'homme de l'histoire en train de se faire et l'agrégé de philosophie.

Etienne Borne était le grand philosophe de cette aventure humaine, visage tourmenté, diction éruptive, et intelligence lumineuse. Etienne Borne ouvrait la bouche, et tout à coup, la réalité se dépouillait des apparences, le lointain devenait proche, le complexe s'unifiait.

Et au sommet de ce triangle d'exception, comme pour en relier les deux autres sommets, il y avait Henri Bourbon.

Sans Henri Bourbon, sans sa patience, son humilité, il n'y aurait pas eu de *France-Forum*. Sans Henri Bourbon, ces deux albatros de génie, auraient continué à brasser l'air du large, mais il n'y aurait pas eu de revue.

À leurs méditations, familières des larges horizons, de l'histoire actuelle et de l'éternelle pensée, Henri Bourbon était là pour donner l'humilité de la forme et la grandeur de la réalité.

Il le fit tous les jours et toutes les semaines, tous les mois et toutes les années, pendant plus de quarante ans. De sorte qu'à ce projet il donna, purement et simplement, sa vie.

« Donner et retenir ne vaut » dit un des principaux adages du Droit.

Dieu sait que dans cette aventure de vie, Henri Bourbon ne retint rien, qu'il donna tout.

Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais croisé, sur les chemins politiques, ou à leur lisière, engagement plus désintéressé que celui d'Henri Bourbon. Il était là, toujours, il servait, sans relâche, des décennies durant, et ne demandait rien pour lui.

Il y avait un secret dans cet engagement. Et ce secret était dans le regard d'Henri Bourbon. Cet homme portait sur la vie publique, sur le forum des idées, sur le choc des personnalités et des ego, le regard écarquillé de l'enfance, le regard de plain-pied qui bannit le doute, et que pourtant rien n'impressionne.

Dans toute sa vie, dans ses admirations, dans ses convictions, par exemple dans son goût immense et cultivé pour l'art, pour la peinture, il y avait la même simplicité d'un regard d'enfant.

Et le grand chemin de vie qu'il fit au milieu de nous, marqué à la fin de tant de tristesse, le chagrin de perdre Catherine, si jeune, et si fragile, tout cela qui a fixé pour Henri Bourbon une destinée singulière et parfois douloureuse, ne réussit jamais à faire vieillir son regard.

De cet homme au regard d'enfant, j'atteste ici que nous avons beaucoup reçu. Nous sommes autour de lui le cœur chargé d'une immense reconnaissance.

Tout *France Forum*, toute la famille d'esprit de l'humanisme démocratique, rend aujourd'hui hommage à celui qui a tant donné pour que ces idées passent les lustres et les décennies. Henri Bourbon a forgé cette chaîne qui nous unit. Ses continuateurs et ses amis, ceux qui font vivre sa revue et sa famille dans un autre siècle et dans une autre époque ont voulu aujourd'hui lui dire **merci**.

François BAYROU

La chronique des lettres

par Philippe SÉNART

- *Que reste-t-il de Sartre ?*
- *Maritain, « un chevalier de l'Absolu »*
- *Fabrice Bouthillon : L'illégitimité de la République*

Sartre a eu cent ans, cette année. Il était temps de recueillir les derniers témoignages de ceux qui l'ont connu. C'est à quoi s'est employé, sous le patronage de son éditeur Gallimard, Claude Lanzmann ¹, l'actuel directeur des *Temps modernes*. Que reste-t-il de Sartre ? demande-t-il.

Il y a en Sartre un personnage et une personne. « La personne regarde le personnage Sartre », dit Jean Cau qui a été son secrétaire. Un jour des années 60, un homme chargé de valises est sorti du métro de Saint-Germain-des-Près, tout haletant, pour me demander avec un fort accent espagnol : « Où est Sarrtrré ? » Sans doute était-ce le personnage qu'il cherchait, celui dont la légende avait pénétré jusqu'en Estramadure. Mais Sartre ne siégeait plus depuis longtemps à la terrasse du café de Flore où les magazines avaient installé son gouvernement. Dans les années 40-50, Sartre et Camus s'étaient partagé, là, l'empire des lettres françaises. Dans un régime où l'Eglise est séparée de l'Etat, Camus dont, déjà, apparaissait, sous la prédication morale, la vocation

pontificale, c'était le côté de Pierre, Sartre qui reprochait à Camus, dit Claude Roy, sa belle âme, c'était le côté de César. Il aspirait à être un Etat. C'était l'Etat-Flore. Il n'exerçait encore son pouvoir que sur un arrondissement de Paris. Encore lui échappait-il le parti secret de rebelles groupé autour d'André Fraigneau que nous nommions l'Anti Sartre et dont le mot de passe, a révélé Michel Déon, était : « Avez-vous lu *Val de grâce ?* » Limité à quelques rues avec quelques bars dont le plus célèbre était le bar du *Port-Royal*, il y avait dans ce pouvoir à surface restreinte une vocation impériale. Contesté à la terrasse de *La Rhumerie Martiniquaise*, il s'est fait acclamer à Cuba.

Sartre, jeune homme, avait subi la fascination du Parti communiste qu'il appelait religieusement, en restant sur le parvis, le Parti. C'était à l'Ecole Normale le temps où, confiera-t-il à Simone de Beauvoir dans ses *Lettres au Castor*, « nous ne cherchions pas à détruire, mais nous voulions sagement et patiemment comprendre le monde ». Son camarade Paul Nizan le considérait à travers son monocle et, lui, il était inscrit au Parti. Quel retard avait à

¹ Gallimard folio.

ratrapper le petit bourgeois engoncé dans des costumes étriqués et des idées qui sortaient à peine du lycée ! Il allait lire bien vite, pour se dégourdir, Heidegger et Husserl dont il commença par trouver la philosophie « barbare ». Mais c'est un roman, *La Nausée*, dédié à Céline, qui, d'emblée, le rendit célèbre et dont Bernard Frank compare l'influence sur sa génération à celle des *Nourritures terrestres* sur la génération de Gide. A la Libération, il est celui qui a rivalisé de succès au théâtre des années sombres avec Anouilh et presque avec Claudel. Mais, tel M. Le Trouhadec par la débauche, Sartre est alors entièrement saisi par la Politique, et pour jouer son personnage, il va se jucher sur un tonneau d'où il apostrophe, à Boulogne-Billancourt, les ouvriers en grève, il préside des tribunaux pour rendre des verdicts au nom de la Conscience universelle, il vend des journaux à la criée rue de Buci, pour essayer de se faire mettre en prison comme, autrefois, Marmontel et Morellet, pour entrer à l'Académie française, se faisaient embastiller. Mais de Gaulle avait dit : « On n'arrête pas Voltaire ». Le tonneau de Boulogne-Billancourt a servi de trépied à Sartre. Il vaticine. Le monde quête ses oracles. « L'horizon du marxisme est indépassable », est le plus célèbre.

Claude Lanzmann nous dit que Sartre ne se prenait ni pour Hugo, ni pour Napoléon, ni même pour Sartre. « La personne regardait le personnage », en s'en amusant. Quand il est allé pissé solennellement sur la tombe du Grand Bé, de qui se moquait-il ? De Chateaubriand ou de son propre personnage derrière lequel s'était embusqué une personne plus narquoise qu'insolente ? Il y a chez Sartre, comme aussi bien, chez Chateaubriand, un « bon garçon », un peu farceur, aimant les parties de rire. A

Champlâtreux, chez Molé, on se poursuivait dans les couloirs, la nuit, à coup de polochons. Dans les réunions de la rédaction des *Temps modernes*, « on se marrait », dit Jean Cau. Sartre, assuré de sa domination intellectuelle, n'avait pas de temps à perdre avec les raseurs qui auraient voulu avoir raison contre lui. « Prêchez, patrocinez jusqu'à la Pentecôte... » dit l'Arnolphe de Molière. Mais libre de sa verve, toute jaillissante de moqueries, qui ne l'épargnent pas, il est intarissable. Chaleureux, généreux... quand il avait touché « le fric de Gallimard », il sortait de sa poche, en vrac, des paquets de billets, il en distribuait à tout le monde, même un clochard avait droit à sa mensualité. Après quoi, comme Chateaubriand aussi, plus un « pétard » et Gallimard payait ses impôts pour lui éviter des amendes colossales. L'acte sacrilège (ou copain-copain) du Grand Bé établit entre Sartre et Chateaubriand une sorte de connivence. Jean d'Ormesson s'étonne que celui-ci, petit, les genoux cagneux, un peu bossu, ait tellement plu aux femmes. Sartre est laid comme un pou et les femmes raffolent de lui. Interrogée dans une émission qui lui était consacrée, Françoise Sagan n'a su que dire : « c'était un homme charmant ».

Que reste-t-il de Sartre ? La personne, le personnage dont les voix se mêlent à celles de son siècle dans ce que Claude Roy appelle plaisamment « un colloque permanent », pour faire beaucoup de bruit, mais qui composent, en se fondant, la voix d'un écrivain que De Gaulle, respectueux, comparait à Voltaire et qui n'était, que Sartre, lequel il y aurait à écrire encore un article, sinon plusieurs livres.

*

* *

« Un chevalier de l'Absolu », ainsi Julien Green nomme-t-il Jacques Maritain quand il lui apparaît en 1925 à Meudon dans tout le rayonnement de sa foi. « Un guerrier en armure », dit-il, fasciné. Il portait « la cuirasse de justice, le casque du salut, le bouclier de la foi et le glaive de l'esprit », tout l'équipement dont parle Saint Paul dans sa lettre aux Ephésiens. C'est ce chevalier de l'Absolu que M. Guillaume de Thieulloy suit dans son parcours « entre le mysticisme et la politique »², protestant converti au catholicisme par Léon Bloy, des *Cahiers de la quinzaine* et du cours de Bergson au Collège de France où Péguy l'entraînait, au thomisme auquel l'initie le Père Clérissac et à l'Action française, puis, après la rupture avec Maurras, lorsqu'il écrit *Primauté du Spirituel* et *Humanisme intégral*, au personnalisme d'Emmanuel Mounier et à Esprit, enfin, après la guerre, à la découverte enthousiaste de l'Amérique. M. Guillaume de Thieulloy a voulu être dans ce parcours qui apparaît à première vue, quelque peu accidenté, mais où il perçoit une continuité de pensée, un compagnon de route à la fois fidèle et critique.

Le thomisme n'avait pu que détourner Maritain du bergsonisme de sa jeunesse qui l'avait pourtant délivré du kantisme et des modes sorbonniennes mais dont l'anti-intellectualisme était incompatible avec une foi raisonnée. *Fides confortat ratione*, dit Saint Thomas d'Aquin. « La doctrine bergsonienne conduisait peu à peu et infailliblement à regarder la foi comme étant par essence une expérience interne et sensible, écrira Maritain, non comme l'adhésion de l'intelligence sous l'influence de la volonté mue par la grâce à la vérité révélée ». « Il n'y a pas de conciliation,

ajoute-t-il fermement, entre la philosophie chrétienne et les ennemis de l'intelligence ». Ennemi de l'intelligence, Bergson ? Il ne faisait que privilégier l'intuition sensible au détriment de la raison.

Est-ce le thomisme qui a amené Maritain à Maurras ? Pour le Père Clérissac, son directeur de conscience, la logique du thomisme se développait naturellement dans la doctrine de l'école d'Action française et il devait y adhérer. « Nous sommes entrés à l'Action française par ordre », a dit Raïssa Maritain. Il est quand même raisonnable de penser que c'est librement, non « perinde ac cadaver », que cette démarche a été effectuée. N'est-ce pas personnellement, que Maritain a reproché à Henri Massis, son « frère spirituel », encore englué dans des restes de bergsonisme, de ne point oser franchir le pas décisif ? Il y avait convergence entre le néo-thomisme et le maurrassisme sur la soumission au réel. *Adequatio rei et intellectus*, l'adéquation de la chose à l'intellect. L'agnostique Maurras ne pouvait s'appuyer sur une vérité première et certaine, mais Maritain admirera toujours qu'il ait pu par les seules voies de l'observation et de l'expérience, de faits, tirer des lois. L'« empirisme organisateur » n'était pas pour l'offusquer.

Massis ayant enfin franchi le pas, les deux « frères spirituels » se retrouvent ensemble en 1919 à la Revue universelle dont l'Action française a confié la direction à Jacques Bainville et dont le projet ambitieux est, dans la démobilisation du lendemain de la guerre, de « refaire l'esprit public en France par les voies de l'intelligence, de tenter une fédération intellectuelle du monde par la pensée française ». Quand Maurras avait écrit dans *Anthinea* que « l'Attique est tout le genre humain », c'était, la

² Gallimard

France ayant recueilli de Rome l'héritage grec, vouloir extraire de son nationalisme une vocation universaliste. Mais Maritain et Massis avaient un projet plus précis. Ils voulaient « au sein même de l'Action française, restaurer la métaphysique, instaurer une politique chrétienne ». Sous le regard de Jacques Bainville qui a écrit un jour que « dès que l'on se met à parler en histoire des questions religieuses, les emmerdements commencent » ! C'était l'époque où Jacques Maritain exerçait de Meudon son magistère sur une grande partie de l'élite française et où les conversions se multipliaient. « Toute Politique est Là-Haut », a dit Blanc de Saint-Bonnet. Pour Péguy, la mystique se dégrade en politique. Pour Maritain, elle est *aspirée* dans la Politique.

Quand en 1926, Pie XI sortira du placard où l'avait rangé Pie X, le dossier religieux de Maurras, Maritain obéissant au Pape, comme il avait obéi au P. Clérissac, se séparera de l'Action française. Lorsqu'il y avait adhéré, Raïssa Maritain avait prétendu qu'il n'attachait d'importance qu'à la métaphysique et à la théologie. Il va tirer, désormais libre de tout lien, de la théologie, une démocratie théocratique dans laquelle la souveraineté procède de Dieu par le Peuple. *Humanisme intégral*, son maître livre publié en 1936, élabore la doctrine d'une « chrétienté profane ». On a parlé dans ces années 30, d'un « virage à gauche », de Maritain. C'est un virage bien négocié par M. de Thieulloy. En ces années, le mot de « dépassement » est à la mode. On dépasse le nationalisme, on dépasse le marxisme, toujours pour le bien de l'Homme, mot très à la mode aussi. Dans les revues non-conformistes où s'exprime la jeunesse, *Réaction, XXème siècle, Ordre nouveau*, la plus importante peut-être, *Esprit*, il y a un grand bouillonnement d'idées. Maritain est de ceux qui en alimentent

le foyer. Le libéralisme est la cible principale de tous ces jeunes gens. M. de Thieulloy rappelle que « les premiers opposants catholiques au libéralisme furent des adversaires de la Révolution, les Maistre, les Bonald, les Lamennais. « Cela explique, dit-il, que la démocratie chrétienne, lorsqu'elle apparaîtra, puisera une partie de ses références intellectuelles dans la critique contre-révolutionnaire, notamment dans la pensée sociale de la Tour du Pin ou dans la théologie politique de Joseph de Maistre ». Maistre reste l'une des références privilégiées de Maritain, royaliste d'Action française ou démocrate-chrétien. Il y a entre ces deux familles qui se disent ennemies un tronc commun.

Est-ce dans le cadre de la conception providentielle de l'Histoire de Joseph de Maistre que s'opérera le sacre de la démocratie par Maritain qui professe pour elle un zèle religieux ? Le « chevalier de l'Absolu » a conduit son cheminement dans le monde et ses embûches sataniques jusqu'en cette Amérique, terre nouvelle, terre vierge où il se sent, et où il se déclare « délivré de l'Histoire ». « Pour un Européen longtemps immergé dans le magma des événements du passé, des haines du passé, des habitudes du passé, des gloires du passé et des maladies du passé qui composent ensemble une sorte d'hérédité historique écrasante, le premier contact avec l'Amérique, a-t-il écrit, est de nature à provoquer une sorte d'ivresse dans les délices d'une liberté nouvelle-née ». Sur cette terre américaine toute pure, avec laquelle, il voudrait avoir, lui qui ne s'est jamais enraciné (dans quel sol ?), un rapport angélique, mais où Mammon a déjà posé sa griffe, est-ce qu'il pouvait espérer bâtir sa démocratie idéale à l'image de la Cité Céleste ?

*
* *

1789 a ouvert en France la vacance de la légitimité. C'est ce que constate et soutient dans un brillant essai sur *L'illégitimité de la République*³, M. Fabrice Bouthillon, maître de conférences à l'Université de Brest. En rompant un pacte social millénaire d'où résultait, dans un consentement général, la légitimité d'un régime qui « allait de soi », la Révolution a été dans l'impossibilité absolue, faute de l'unanimité nécessaire, alors qu'elle n'a été acceptée que par une fraction des Français et qu'au moins la moitié de la France n'a cessé, durant tout le XIX^e siècle d'en rejeter l'héritage, de fonder dans un cadre constitutionnel constamment changeant une société nouvelle. Dans son survol de l'histoire politique et morale de la France à cette époque où il ne voit, élevés fragilement sur un terrain vague que des baraquements provisoires, M. Bouthillon s'est attaché surtout à démontrer l'illégitimité de la III^e République, du moins jusqu'en 1914, date à laquelle l'Union sacrée la dote, dans une unanimité retrouvée, à la faveur de « la mon-archie de la guerre », de la légitimité qui congénitalement lui manquait.

M. Bouthillon n'a pas voulu accorder à la Restauration la rallonge de légitimité imposée par ce que Guizot a appelé « la force des choses ». La société était restée l'ennemie. « Entre nous, dira Poincaré à Charles Benoist, il y a toute la question religieuse ». Elle s'inscrit dans le filigrane de l'Affaire Dreyfus dont la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 apparaît comme un prolongement.

Le triomphe électoral de la Gauche en 1899 allait-il, au risque de rallumer la guerre civile,

mettre un terme à la politique de compromis centriste dont M. Bouthillon fait le fondement de la III^e République et qui, selon lui, avait survécu à la loi de 1905, simple avatar de la politique concordataire de Bonaparte ? Non, dit-il. En effet, le socialiste Millerand entrait dans le gouvernement du grand bourgeois Waldeck Rousseau, avec le général de Galiffet. C'était toujours, comme a dit Jacques Bainville, « la république des gens bien ».

M. Bouthillon a réfugié dans la littérature qui les a toujours envenimées et exacerbées les passions ennemies des Français. Ainsi au « J'accuse » de Zola, le fameux article de *l'Aurore* où l'on constate la dégradation de la mystique dreyfusienne en politique dreyfusarde, répond *leurs Figures* où Barrès exploite le scandale de Panama contre la gauche victorieuse.

Il y a pourtant dans la littérature où s'épanche le besoin de guerre civile des Français un livre où ils pourraient déposer leurs armes et auquel n'a pas pensé M. Bouthillon, c'est *l'Histoire contemporaine* de l'irréfusable républicain Anatole France dont Charles Maurras a fait son maître. *L'Histoire contemporaine* est celle-là même de ces années 1890-1900, époque-pivot de la III^e République en cours de mutation. Mais changeait-elle ? Le préfet Worms-Clavelin déclare « qu'à moins de changer les Français, rien n'est jamais changé en France » et que pour ce qui est de l'Etat « ça tient si l'on n'y touche pas ». La France reste centriste dans une pseudo-légitimité d'habitude. La maréchal Soutl avait dit à Louis-Philippe : « La France est au centre ». « ...gauche » avait seulement rectifié le roi.

³Plon

Mots et humeurs

Le dictionnaire du sens interdit

par André LE GALL

VERBE. La plume, quand le sentiment l'inspire et que le talent la sert, confère le caractère de la grandeur à une lettre administrative. Paris, 8 avril 1946 : E. Michelet, ministre des Armées, sollicite du général de Gaulle un rendez-vous en vue de préparer le décret qui fixera sa « situation dans l'Armée ». Réponse du 12 avril : « Depuis le 18 juin 1940 – date du jour où je suis sorti du cadre pour entrer dans une voie assez exceptionnelle – les événements qui se sont déroulés ont été d'une telle nature et d'une telle dimension qu'il serait impossible de régulariser une situation absolument sans précédent... La seule mesure qui soit à l'échelle est de laisser les choses en état. La mort se chargera, un jour, d'aplanir la difficulté, si tant est qu'il y en ait une ». Londres, Albert Hall, 15 novembre 1941 : « La route que le devoir nous impose est longue et dure... Mais quels que doivent être le terme et le prix de la victoire, nous y avons marqué la place de notre patrie. Il n'y a plus maintenant, pour nous, d'autre raison, d'autre intérêt, d'autre honneur que de rester, jusqu'au bout, des Français dignes de la France ». C'est par le verbe que Charles de Gaulle aura imposé aux alliés la présence de la France vaincue de 1940 à la table des vainqueurs. A défaut de disposer des réalités de la puissance, le général aura su mobiliser la puissance des signes. Ecrivain autant qu'homme d'action, il aura compensé la modestie de ses moyens par l'éclat du verbe. Historiographe de sa propre histoire, de Gaulle en aura fait un chapitre de l'histoire de France, lui conférant

son sens, son énergie, son rythme, sa représentation. Chaque épisode de la guerre aura eu, au moment même où il se déroulait, sa sublimation littéraire, jusqu'au très célèbre : « Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! » Que ce talent de plume ait été le moyen d'une appropriation gaullienne de l'histoire, c'est probable. Au demeurant, le général aura eu assez d'ennemis pour que ses mises en scène hagiographiques trouvent des censeurs attentifs à en éclairer les approximations calculées. Pour que s'opère la transmutation du verbe en action il faut que le verbe ait un souffle, une force, une violence qui fassent monter la houle des émotions collectives. Enveloppé de mystère et d'orage, le verbe peut alors à lui seul emporter la décision. Janvier 1960, avril 1961, deux discours : Alger s'incline. Paris, 30 mai 1968 : « J'ai pris mes résolutions. Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple. Je le remplirai ». Un million d'hommes et de femmes aux Champs-Élysées, la loi, soudain rétablie.

ETOUFFOIR (suite). Que la liberté ait pour limite le respect d'autrui, c'est l'évidence. Mais il suffit de laisser traîner un œil sur les journaux pour voir que le débat politique est à présent sous surveillance. Les organismes de contrôle montent la garde. La chape qui pèse sur les opinions et sur leur expression s'appesantit. La plume est exposée au risque d'asservissement, la parole aussi.

André LE GALL

Prélude au « non » par Francis OLIVIER

Il n'est pas impossible que l'homme de la rue, des villes et des champs, soit choqué et humilié par la manière dont l'Europe est présentée aux médias. Comme le fruit d'une évolution inéluctable, et qui va de soi, si l'on n'est pas ringard et rétrograde. Elle est traitée comme un objet de pub, un gadget qui branche les jeunes. Même à un niveau supérieur à ces sujets rapides et infantiles, on ne daigne pas entrer plus avant dans un débat sérieux sur le fond, ni essayer de comprendre que les prétendus antieuropéens sont autre chose que des ganaches nationalistes. Un distingué directeur de journal, rendant compte de l'ouvrage d'une journaliste extatiquement pour, la félicite d'avoir « démontré » chez les récalcitrants « le mélange de vieilles lunes, de mauvaise foi et de pesanteurs historiques ». Les clichés pullulent, qui tiennent lieu d'arguments, et la caricature. Le « souverainisme étriqué » peut-il être autre chose, je vous le demande, qu'un « repli frileux » ? Pas question d'avancer qu'une nation peut être ouverte sans être béante ! La nuance n'est pas à l'ordre du jour. Même le P.I.F. (Paysage intellectuel français) n'en fait pas une consommation excessive. (...)

Notre homme de la rue sent bien que l'euro-péisme actuel n'est pas du granit dont on fait les institutions durables, parce qu'il n'y a pas d'adhésion profonde et spontanée. Il est certes inévitable que les affaires internationales soient réglées dans le détail, dans le technique et même pour les vues d'ensemble, par un milieu restreint et professionnel de politiques, de diplomates, d'administrateurs. Mais il est indispensable que ce milieu soit transparent. Chacun sait que des consultations référendaires renverraient à tout le moins l'euro au néant, dans toute l'Union. Or on en arrive à une situation où les maîtres du jeu (dont l'autorité repose, pour chacun des pays, sur des bases électorales fragiles, souvent minoritaires), qui proclament à tout vent leur amour de la démocratie, et s'en font volontiers les sourcilleux magisters, pour la gouverne de l'Autriche, de l'Italie, de la Serbie, méprisent ouvertement ce que l'on peut savoir, ou deviner, de la volonté, ou mauvaise volonté, des peuples.

Francis OLIVIER

« L'Europe, incarnation de la démocratie chrétienne »

Ed. L'Harmattan, 2001

DERNIERS NUMÉROS PARUS et encore disponibles (Tél. 01-53-59-20-60)

2005

n° 18 : Oui à l'Europe

n° 17 : L'Avenir des femmes

2004

n° 16 : La fin du social ?

n° 15 : Nouvelle Europe, nouvelle société

n° 14 : La démocratie chrétienne, une révolution

n° 13 : La laïcité autrement

2003

n° 12 : L'environnement pour vivre

n° 11 : Les réformes à cloche-pied

n° 10 : Y a-t-il une culture européenne ?

n° 9 : La modification

Notes de lecture

Jeannot entre au Paradis

Jean Dutourd affectionne le style familier, sans qu'il dépare jamais les grands sujets. Cet art n'est pas simple et demande une grande maîtrise. Tout écrivain parvenu au grand âge rêve, bien sûr, d'écrire sa *Vie de Rancé*, pensum suggéré à Chateaubriand par son confesseur. Le confesseur de Jean Dutourd lui a-t-il suggéré de régler un vieux compte avec Méphisto ? Il m'est revenu que, dans un livre ancien, *Les Dupes*¹, notre auteur, sous l'apparence d'un certain Emile Tronche, tentait déjà une confrontation métaphysique avec le diable, qui essaie en vain de le ramener à la religion afin de mieux le damner. Mais Tronche « *reste dupe de l'athéisme qui le désespère* », et Satan de s'incliner : « *Si les gens se mettent à se créer leur enfer personnel, je n'ai plus qu'à retourner chez Dieu* ».

Nous avons eu *Jeannot, mémoires d'un enfant*². Dans ce conte quelque peu fantastique qu'est le *Journal intime d'un mort*, Jean Dutourd, éternel Jeannot, se laisse aller à une sorte de passage imaginaire qu'il identifie au Purgatoire et aborde en fanfaronnant : *Il en est de la mort comme de tout : tant qu'on n'y a pas tâté, on s'en fait tout un monde* », ce que Cesare Pavese, dans *Le Métier de vivre*, exprimait de façon plus angoissée : « *La mort est le repos, mais la pensée de la mort trouble tout repos* ». Après avoir hésité toute sa vie « entre l'être et le néant », cette vieille dépouille philosophique, notre Jeannot penche plutôt pour le désir inconscient de se survivre, s'avouant que la religion dans laquelle on a été élevé nous est aussi consubstantielle que la langue

maternelle – deux tabous qu'une certaine utopie contemporaine voudrait d'ailleurs éradiquer.

Toutefois cette idée, avec pour arrière-pensée le dogme de la résurrection, sans laquelle saint Paul dit que notre foi ne serait rien, passe difficilement. C'est que Jeannot chahutait pendant les leçons de catéchisme de Mgr Bottinelli, notre aumônier du Lycée Janson et qu'il a du mal à ressaisir la théorie des « corps glorieux ». On veut bien croire à un autre monde, mais c'est pour y retrouver « les siens » et reprendre des conversations trop brusquement interrompues : notre anthropomorphisme est incurable. Ainsi, s' imagine Jeannot, « *quoi qu'il en soit, mort ou non, j'ai des idées, j'ai une pensée qui, si l'on en croit Descartes, suppose que j'existe. D'ailleurs j'ai la certitude que mon vieux moi, auquel je suis accoutumé depuis ma venue au monde, est toujours là, qu'il m'habite entièrement et qu'il attend quelque chose comme une nouvelle vie, un nouveau destin qui ressemblera à ce que j'ai été, en mieux, après un séjour indéterminé partout et nulle part. Je suis peut-être au Purgatoire, endroit dont on dit qu'il n'existe pas, mais auquel croyait Dante...* ».

Jeannot au Purgatoire a un autre sujet d'étonnement : il lui semble que deux sens sur cinq lui sont restés : l'ouïe et la vue. Ne souriez pas, car l'existence de phénomènes supra-normaux hante les plus grands esprits. Ernst Jünger, à 95 ans, ne nous livre-t-il pas, dans *Soixante-dix s'efface, V*³, son ultime journal, cette certitude : « *L'existence corporelle de l'âme est pour moi concevable, elle est même le souve-*

¹Ed. Gallimard, 1959.

²Ed. Plon, 2000.

³Ed. Gallimard, 2004.

nir le plus vivant. Il existe de nombreux récits d'expériences vécues à proximité du seuil de la mort, et sûrement aussi de celles qui se sont déroulées sur le seuil même, voire après l'avoir franchi » ? Voilà une caution de poids pour le conte fantastique de Jean Dutourd.

Il nous confie toutefois que, « *la mauvaise surprise, c'est que l'éternité n'est pas ce qu'on croyait* ». Mais qu'en croyait-on ? Jeannot, avant d'entrer au Paradis, est une âme en attente qui fait une mauvaise rencontre dans la solitude du Purgatoire : celle d'un certain Hadamas qui fait mine de s'intéresser à lui et qui n'est autre qu'une réincarnation de Méphisto. Comme il est connu qu'aux grandes âmes plusieurs vies seraient dues, Jeannot ne s'étonne pas d'abord des propositions flatteuses du fantôme nommé Hadamas. D'autant qu'il nourrit un regret, qui est de n'avoir pas vécu aux époques « *où la France dominait le monde, tant par la force que par l'esprit* ». Il s'avoue inconsolable « *de n'avoir pas été le contemporain des charmants Français d'autrefois mais de l'être d'une peuplade moutonnaire, colonisée, illettrée, sectaires qu'ils sont devenus* ». Il est clair que Jeannot, s'il revient un moment sur terre, va encore mal voter au prochain référendum.

« *Adeptes de Gazotte, de Goethe, de Nerval, de Hoffmann* », Jeannot se laisse un moment séduire par les avances d'Hadasmas, lequel se propose même d'organiser en son honneur, au Père Lachaise, une nuit de Walpurgis. Mais la nuit est ratée et Jeannot se souvient enfin de ce que lui enseignait Mrg Bottinelli, même s'il n'écoutait pas : « *Ne te fatigue pas, dis-je. Je ne veux pas de ta résurrection en solde. J'attends la vraie, l'éternelle, celle qui n'aura jamais de terme, qui fera de moi pour toujours un corps glorieux* ». Il découvre que le Dr Faust n'était

qu'un âne – « *qui, en quatre-vingts ans de vie sinon davantage, n'était pas arrivé à se faire une philosophie et qui n'avait rien compris à la relativité du monde, au point d'échanger son âme immortelle contre des amusements éphémères* ».

C'est Méphisto, c'est Hadamas qui est dupé cette fois-ci. Il n'en revient pas et s'efface : « *Hadasmas, en partant, avait emporté un morceau de moi, à savoir la part de Mal que tout individu, moi comme les autres, porte en soi. (...) J'éprouvais un sentiment que je n'avais jamais connu auparavant ni dans ma vie terrestre, ni dans ma vie posthume : l'horreur insurmontable du Mal* ». Ainsi Jeannot entra au Paradis, revêtu d'une probité candide qui avait bien failli, tout de même, succomber. Dutourd a l'art du « roman français », celui que mêle fiction et promenade philosophique. Ce n'est pas seulement écrit sur le ton de la conversation, c'est une conversation à laquelle, inquiets et amusés, nous prenons une heureuse part.

Philippe de SAINT ROBERT

Jean Dutourd, *Journal intime d'un mort*, éd. Plon, 16 €.

Innovation, désordre, progrès **de Pierre Tabatoni**

Pierre Tabatoni nous donne ici une vue originale parce que synthétique de l'innovation, plus souvent étudiée de façon analytique et partielle.

Il la définit comme un choc exogène qui provoque dans un système économique des désordres, lesquels doivent être absorbés par les ajustements des marchés. C'est une contestation de l'ordre établi qui oblige à en changer.

Sont d'abord étudiés ses divers processus par lesquels se créent et se diffusent les innovations dont il présente la complexité et la diversité. Il montre que la France par exemple est plus soucieuse de les faire progresser à travers une avancée de la connaissance plutôt que de les développer directement. La Chine contemporaine quant à elle cherche à accélérer sa croissance par des transferts de connaissances liés à ses importations, ce que les pays occidentaux cherchent à empêcher. D'autres pays en développement négligeant ce transfert d'innovations qu'ils sont incapables d'absorber. Il est regrettable que les comptabilités nationales ne tiennent pas toujours compte de ces dépenses d'investissement incorporel en connaissance. Cette étude des processus de création et de diffusion de l'innovation permet à Pierre Tabatoni de présenter une véritable histoire de la pensée économique sur l'innovation qui situe clairement les divers modèles d'innovation.

Dans une deuxième partie, l'auteur analyse les rythmes de l'innovation dans divers domaines : les techniques d'information et de communication, la biotechnique et les questions éthiques qu'elle soulève, les nanotechnologies, enfin les innovations financières avec le changement des règles comptables dans lesquelles Pierre Tabatoni est orfèvre.

L'organisation, cadre de fonctionnement des activités, joue un rôle fondamental dans le développement des innovations. Pierre Tabatoni nous rappelle à ce propos la pensée de Ronald Coase qui mit en valeur l'importance des choix organisationnels. La coordination hiérarchique des activités dans une entreprise peut être plus coûteuse, en termes de coûts de transaction, qu'une coordination par contrat passé avec d'autres entreprises four-

nisseurs. C'est grâce à ce changement dans l'organisation, la mise en concurrence entre fournitures d'entreprises indépendantes que le PDG de Renault a réussi le redressement en quelques années de la situation financière de Nissan au Japon. Enfin l'ouvrage développe comment l'organisation de la R. et D. publique et privée est un facteur essentiel de l'efficacité innovatrice des dépenses de recherche notamment en ce qui concerne les règles qui régissent la propriété industrielle.

Pierre Tabatoni insiste tout au long de sa réflexion sur le caractère paradoxal des processus d'innovation. Ils provoquent des contradictions et des confrontations qui font surgir à travers des désordres, des nouvelles pratiques qui sont source de progrès et d'intégrations de grands groupes dont le pouvoir augmente sur les marchés.

Cette vue d'ensemble des divers aspects de l'innovation est d'autant plus précieuse qu'elle arrive à l'heure où l'accélération de son rythme dans la société contemporaine appelle une réflexion d'ensemble.

Pierre BAUCHET

Ed. Economica, 2005.

*L'Europe, ses fondements,
aujourd'hui et demain*
de Joseph Ratzinger

Le concept d'Europe, apparu chez Hérodote, disparaît et refait surface plusieurs fois, traversé de plusieurs clivages : occident et Byzance, apparition de la troisième Rome : Moscou, nouveau clivage avec la Réforme protestante, puis, débat entre l'Europe religieuse et celle des

lumières. « Dans cette autocompréhension en train de s'élaborer, s'exprimait aussi, en même temps, la conscience de quelque chose de définitif et la conscience d'une mission ».

Mais, paradoxalement, la victoire du modèle européen le laisse aujourd'hui affaibli et menacé par les mondes religieux : l'Islam, le bouddhisme, le christianisme des sectes à l'américaine. L'Europe perd ses repères et son élan vital. Son effondrement démographique en est un symptôme : l'avenir n'est plus une promesse mais une menace.

Le futur pape procède alors à une analyse de cette crise. Il le fait avec une hauteur de vue dont les expressions pourraient surprendre ceux qui voient dans l'ancien préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi un inquisiteur rétrograde.

Prenant en compte l'évolution de la société contemporaine dans laquelle toutes les idéologies ont montré leurs limites et où le christianisme lui-même n'apparaît plus que comme une explication parmi d'autres de notre monde, il montre qu'aucun système politique ne peut, sous peine de conduire à des dérives totalitaires, échapper à l'obligation de trouver une évidence éthique acceptée par tous et efficace.

Pour trouver ces valeurs supérieures à celles de la seule raison, à celles de la religion tentée par l'intégrisme, à la seule loi de la majorité, Joseph Ratzinger, de façon convaincante, insiste sur l'efficacité d'une dialectique de la foi et de la raison, chacune préservant l'autre de ses dérives possibles. Il appartient aux chrétiens, notamment, de se faire les promoteurs de ce débat en travaillant à ce que les bases morales du droit et de la justice rejoignent les convictions chrétiennes fondamentales. Ils doivent le

faire en s'appuyant sur les deux caractéristiques de leur Dieu : le logos, puissance créatrice de la raison, et l'amour, dimension propre à la foi chrétienne, sans oublier la fonction de juge, qui affirme la responsabilité.

Au passage, sont livrés une série d'aperçus qui restituent un éclairage plus juste sur les rapports entre le christianisme, la liberté et la démocratie. « La participation garantie à la formation du droit et à la juste administration du pouvoir est la raison essentielle en faveur de la démocratie ». Mais cette dernière a des limites ; la raison aussi qui, privée de toute référence à des valeurs morales, fait de l'homme un simple produit.

Sous cet éclairage, les prises de position en faveur du droit à la vie, du respect de ce qui est sacré aux yeux des autres, acquièrent une grande force de conviction de même que l'insistance sur le rôle de la famille comme élément fondateur de la société européenne.

Dans le contexte de la violence ethnique et du terrorisme, les relations religion/raison se situent au cœur de la recherche de la paix : « Pas de paix dans le monde sans paix des religions » (Hans Kung), mais aussi : « Pas de paix dans le monde sans paix entre foi et raison ». Il faut qu'il n'y ait pas qu'un seul pouvoir chargé de garantir le droit. Il faut un droit des gens détaché de toute puissance hégémonique. Ce droit, pourquoi ne pas le fonder sur le décalogue, qui n'appartient pas qu'aux seuls chrétiens et rejoint largement la sagesse des autres grandes cultures ?

Le petit ouvrage du cardinal Ratzinger (142 pages) est un grand livre.

Gérard VANIER

Ed. St-Augustin, 18 euros

Dieu en France et aux Etats-Unis **de Blandine Chélini et Jeremy Gunn**

« Le souverain est un feu : trop près on se brûle, trop loin on a froid » assure le proverbe.

Si Dieu est le souverain, alors les Etats-Unis et la France ont fait le choix l'un de se brûler et l'autre d'avoir froid. C'est un juge à la Cour Suprême qui remarqua « Nous sommes un peuple religieux dont les institutions présupposent un Etre suprême. Tout est pesé même si George Bush père ajouta un jour : « Vous ne pouvez être Président sans croire en Dieu » pour avoir « la force de faire ce qui est droit, le courage de conduire la plus grande nation à la face du monde, les Etats-Unis d'Amérique, une Nation sous le regard de Dieu ».

Tout est compté lorsque l'Etat de Virginie punit d'une amende d'une livre de tabac ceux qui n'assistaient pas à l'office du dimanche et d'une amende majorée de 50 livres si cette faute avait continué un mois. Tout est pesé lorsque les mêmes hommes armés ne vont pas jusqu'à critiquer la pratique de l'esclavage ou le massacre des Indiens. Et tout est consommé lorsqu'il faut y ajouter un anti-catholicisme virulent avec ses émeutes et ses incendies d'églises : promiscuité trop grande avec le souverain.

La Constitution française, elle, prend l'exact contre-pied : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Tout est écrit dans son article premier. A la liberté religieuse des pères fondateurs des Etats-Unis vécue comme un encouragement au protestantisme, le constituant français lui a préféré la laïcité vécue comme fondement de la République. « Elle est au cœur de notre identité républicaine » dira même Jacques

Chirac. Mais la notion demeure subtile et imprécise. Elle implique une idée négative de la religion et comporte une tradition de surveillance de la religion héritée de la monarchie gallicane. L'impartialité de l'Etat est fièrement non confessionnelle et la liberté individuelle la plus noble est celle de penser par soi-même.

C'est donc dans cette perspective qu'il faut apprécier les réactions devant le foulard islamique et la toison laïque. En marquant leur différence, les jeunes filles au tchador ne pouvaient que s'attirer l'anathème des fils de la Révolution de 1789.

Les auteurs ont, à juste titre, sous-titré leur ouvrage « quand les mythes font la loi ». C'est un ministre français des Affaires étrangères du 19ème siècle qui avait connu France et Amérique, Alexis de Tocqueville, et qui disait : « Et quand ils ne trouvent pas l'égalité dans la liberté, ils la recherchent dans l'esclavage ».

Albert KALAYDJIAN

Berg International Editeurs – 2005 – 16 euros.

Charlemagne *Un père pour l'Europe* **d'Alessandro Barbero**

« Il n'est plus question de vaines paroles, mais d'un acte hardi, d'un acte constructif » disait Robert Schuman. En ces temps difficiles où l'Europe revit le temps du doute et de l'incertitude l'Histoire est là pour nous rappeler les leçons du passé. C'était le temps de Charlemagne ou pour reprendre l'expression d'un poète anonyme du IXème siècle du « père

de l'Europe ». Une Europe qui, pour la première fois, forme un espace politique, administratif et économique unitaire, de Hambourg à Naples et de Vienne à Barcelone, avec pour axe commercial, le Rhin et les ports de la mer du Nord. Une Europe avec son organisation militaire, sa division du pouvoir, sa bureaucratie et sa fiscalité, mais aussi sa créativité, ses projets intellectuels et ses mécanismes de transmission du savoir. Une Europe, enfin, chrétienne et non plus païenne, latine et germanique dont nous avons finalement hérité.

L'empereur Charlemagne, c'était un projet politique mené à son terme qui posa les bases d'un formidable essor démographique et économique. Il se concrétisa autour de l'an mille et jeta les ferments de l'Europe moderne. Derrière l'imagerie populaire véhiculée par les livres d'histoire de la III^e République, l'auteur nous entraîne à la découverte du premier prophète de la construction européenne. Dans le sillage de sa plume, le lecteur reprend confiance : la vision de l'Europe vient de loin.

Il ne fait aucun doute que l'Empire romain de l'Antiquité était une réalité méditerranéenne qui étendait sa domination sur les rives africaine, européenne et asiatique du « *Mare nostrum* » alors que l'empire de Charlemagne était une réalité continentale dont le centre se trouvait dans la vallée du Rhône et où l'on devinait déjà les horizons nationaux et régionaux destinés à dominer l'Europe du deuxième millénaire. C'est le temps où un prêtre vivant dans les îles Britanniques lui écrit pour lui annoncer que Dieu l'avait mis sur le trône « pour la plus grande gloire du royaume d'Europe ». Le nom « d'Europe » commence à apparaître avec une fréquence inattendue sous la plume des intellectuels de l'Occident.

Mais un nom, une adresse, un titre ne suffisent pas. La force de Charlemagne c'était le projet intellectuel qu'il portait en lui, un projet politique, un projet européen. Porté par lui, il sut transcender, étonner, entraîner ses contemporains. Il mena une grande politique de la recherche diraient nos contemporains et sut s'entourer d'un vaste cercle de savants et de lettres. Le sens politique de Charlemagne fut ensuite de garantir le niveau moral et la formation culturelle du personnel ecclésiastique qui prêchait la parole du Seigneur à ses sujets. L'intuition de génie qui caractérise enfin le règne fut d'étendre la scolarité, de développer les bibliothèques, d'encourager la production de livres. Une Europe de la connaissance commune voyait le jour et demeure comme un phare pour toute construction politique à l'échelle du continent. Au nom de ce projet, Charlemagne peut favoriser le développement d'une nouvelle économie. Au centre de tout, il y a le grand domaine agricole seigneurial, organisé selon le modèle domanial, exploité selon un critère extensif et orienté vers le marché. La main-d'œuvre n'est plus entièrement composée d'esclaves, c'est le début du fermage. Chaque ferme était confiée à une famille de paysans qui contractait en échange une série d'obligations envers son maître, la plus importante n'étant pas toujours le paiement d'un fermage.

Un dynamisme économique voit le jour : l'Europe carolingienne est au cœur d'une vaste économie d'échange. La grande propriété, le lieu privilégié où l'on travaille, où l'on produit, où l'on consomme et où l'on accumule et réinvestit est le clef de voûte du système. A ce dynamisme il manquera un numéraire abondant compensé par le troc de manière inégale d'où l'utilité d'une monnaie au moins commune sinon unique. L'empereur Charlemagne impo-

sera dans les échanges commerciaux le système monométallique du denier d'argent. Son fondement fut de frapper ce denier avec un taux fixe qui devait être respecté dans tous les hôtels de la monnaie : une livre d'argent devait servir à frapper 240 deniers. Et le souverain engagea déjà une politique du denier fort : depuis des temps immémoriaux, ce dernier pesait environ 1,3 gramme soit le poids de 20 grains d'orge ; l'empereur décida de passer à un système basé sur le grain de blé, qui était désormais la céréale la plus cotée et il établit que le denier d'argent devait peser autant que 32 grains de blé, soit 1,7 gramme. La monnaie, plus grosse, plus lourde, plus appréciée circula plus librement et les prix furent contenus.

Le reste de la construction de l'Europe carolingienne vint de surcroît : une machine militaire au service de la communauté qui garantissait les frontières, un gouvernement de l'empire efficace avec ses institutions stables et reconnues, avec des ressources abondantes grâce à un impôt fixe impérial incontesté et non confiscatoire et une justice qui respecte une procédure écrite. Pourtant l'Europe carolingienne se défit : à cause des divisions politiques, des égoïsmes nationaux et de l'inaction devant le terrorisme viking. Il nous reste toutefois l'exemple passé de Charlemagne, un père pour l'Europe, pour se souvenir et la réflexion de Robert Schuman, un autre père de l'Europe, pour méditer. « Nous sommes des hommes de passage, mais nous agissons comme si nous devons être inamovibles, avec l'espoir de laisser la trace de nos conceptions et peut-être aussi l'exemple de nos sacrifices ».

Albert KALAYDJIAN

Biographie, Payot, 2004, 23,50 euros.

Le désir d'Islam **de Martine Gozlan**

Un constat : des trois monothéismes en activité, l'Islam est le seul qui culturellement et démographiquement, fait chaque jour de nouveaux adeptes (mais la quantité n'est pas toujours la qualité !). D'où les questions suivantes : qu'y a-t-il derrière le "désir d'Islam" ? Quel type de sagesse, de confort ou d'espérance va-t-on y puiser ? Et qu'y a-t-il de commun entre les individus (intellectuels de haut niveau ou jeunes habitants des cités en mal d'identité) qui épousent son credo ? Ce livre tente d'apporter des réponses. L'auteur observe que l'Islam, aujourd'hui, propose d'abord des certitudes là où les autres monothéismes ne sont paradoxalement que des pédagogies du doute. Il note également - à travers les itinéraires d'individus aussi différents que Lawrence d'Arabie, Louis Massignon, Roger Garaudy, Jean Genet ou Michel Foucault - que l'Islam est, aussi, une "matrice nourricière et maternelle" qui procure un sentiment d'appartenance et d'immersion (jusqu'à s'y noyer ?) qui fait tragiquement défaut aux sociétés démocratiques et "désenchantées". Par son intransigeance, l'Islam qui est multiple sait capter "l'appel dépressif" de nos sociétés individualistes en supprimant les libertés qu'elles offrent et les doutes qui en découlent. Pourtant étymologiquement l'Islam c'est l'abandon et la soumission. Voilà pourquoi aussi le seul rempart contre l'Islamisation réside dans les femmes. Enfin, évidemment cet ouvrage a oublié de porter un regard sur les aspects spirituels et religieux.

Georges LEROY

Ed. Grasset, 2005, 9 euros.

*La question religieuse
et ses turbulences au XX^e siècle*
d'Emile Poulat

Tracer le chemin : un chemin plein d'humanité, de croyance, de doute, un chemin fort de vingt-neuf itinéraires, un chemin de croyances et d'incertitudes. Et au bout du chemin, la belle réflexion d'un puissant parvenu aux rivages de l'impuissance : « comprendre le monde et l'existence en d'autres termes que ceux de la raison et de la science ». Et pour ce faire, toucher avec des mains humaines la châsse de sainte Thérèse de l'Enfant Jésus exposée à Paris, amenée jusque devant son domicile. Et le puissant courba la tête, s'inclina et pria : il allait rejoindre la demeure du Père quelques semaines plus tard.

L'homme symbolisait les luttes de Jacob avec l'Ange, l'auteur nous invite sur le chemin de ces itinéraires de personnalités catholiques qui ont eu à assumer au fil de trois générations en France : la crise intellectuelle et religieuse du modernisme, le rêve généreux et démesuré d'une reconquête, l'épreuve de la guerre froide et des deux « blocs ».

Et d'abord, sans doute les plus attachants, les mal-pensants : « Ils ne sont pas des nôtres, ils ne sont pas de la famille » assurent les pharisiens. Au premier rang Léon Bloy, un écrivain de combat, de colère et d'amour, sent le soufre. Il sait ce qu'il veut, que d'autres loin de le valoir vivent de leur plume et que lui crève de faim. Il incarne un catholicisme original, catégoriquement anti-moderne, anti-révolutionnaire, anti-libéral, anti-bourgeois et se veut le promulgateur de l'absolu. Il avait pour filleuls, Jacques et Raïssa Maritain, convertis dans la belle église de St-Jean de Montmartre, qui conserve la trace de l'Illumination. Il pratique un catholi-

cisme d'annonciation et attend un avenir suspendu au secret de Dieu. Plutôt qu'anti-moderniste, il se veut supra moderniste : « Il n'y a qu'une tristesse, c'est de n'être pas des saints » concluait-il.

Et ensuite la génération de ceux qui affrontèrent le choc du modernisme, la vieillesse d'un exégète, Alfred Loisy, professeur d'exégèse biblique à l'Institut catholique de Paris, frappé de l'excommunication majeure. Sa pratique des études bibliques l'avaient convaincu que les formules dogmatiques de l'Eglise étaient une construction tardive, un développement laborieux dont les premières générations chrétiennes étaient bien incapables.

Et ensuite vint le temps des généreux avec une dimension visionnaire : restaurer la royauté sociale de Jésus Christ sur la vie des nations et des familles. Et voici l'homme venu d'ailleurs : Jacques Maritain et son épouse Raïssa. Les catholiques d'Action française ont pensé qu'ils les avaient trahis et les catholiques attirés par la Démocratie chrétienne ont cru qu'ils les avaient rejoints. Raïssa était juive, fille d'énarques russes. Jacques était le petit-fils de Jules Favre, l'un des pères fondateurs de la III^e République. Son enfance se déroule dans une ambiance républicaine, laïque, anticléricale même, avec des connivences protestantes. Parents divorcés, jeunesse socialiste, admiration pour le grand Jaurès.

C'est sans doute une parole de Jaurès, ou plutôt un souhait « Qu'un reflet de la douce lampe de Jésus soit mêlé à la lumière apaisée du soir » que le puissant avait en tête lorsqu'il s'en remet à Thérèse la sainte : il portait le nom de François Mitterrand

Albert KALAYDJIAN

Ed. Berg international, 28 euros.

Vivre et penser comme des chrétiens

Sous la direction de Jacques de Guillebon

Avant la guerre 14-18, Henri Massis publiait avec Alfred de Tarde, sous le nom d'Agathon, deux enquêtes retentissantes : « *L'Esprit de la nouvelle Sorbonne* » en (1911) et « *Les Jeunes Gens d'aujourd'hui* » (1913) où se trouvait brossé le portrait de la nouvelle génération. Cette génération voulait rompre avec le rationalisme et le scepticisme du siècle passé. Les jeunes Français étaient assoiffés d'action, d'ordre, de foi.

A l'orée du XXI^e siècle, Jacques de Guillebon regroupe des écrivains qui, dans leur vie ou dans leur œuvre, revendiquent une voix chrétienne dans ce monde comme il ne va pas. Certains apportent des réponses aux problématiques du temps. On croise entre autres M. G. Dantec, F. Hadjadj ou Ph. Muray.

Dans nombre d'esprits contemporains se manifeste une dilection particulière à l'égard du christianisme, une sorte de besoin de revenir à cette espérance. Ces différents auteurs sont donc retournés à la pensée chrétienne. Ils ont pris conscience de l'immensité du monde qui s'ouvrait à eux et en même temps de la prégnance de l'idéologie de sa négation. Dans ce monde moderne il y a bien un scandale du christianisme. Chantal Delsol admet qu'une « société sans clergé est proche de la dissolution ».

Il convient donc de repenser le monde moderne dans ses liens avec le christianisme comme doctrine, avec le Christ comme figure et avec la chrétienté comme histoire. Ce livre qui se lit avec un réel plaisir, marque le retour de l'intellectuel chrétien dans la Cité et est donc un antidote au bavardage de M. Onfray.

Georges LEROY

Ed. A contrario, 2005, 22 euros.

Christianisme et démocratie de Jacques Maritain

Ecrites en 1942, à un moment où la menace totalitaire est devenue une réalité destructrice, ces deux textes de combat ont valu au philosophe une autorité morale reconnue internationalement. L'auteur s'est voué, ici, à déceler les enjeux d'humanité noués dans la tragédie de la Seconde Guerre mondiale et à en formuler les exigences au plan de la raison et de la sagesse rationnelle qu'est la philosophie. Devant la faiblesse des démocraties face à Hitler, il rédigea aussi *Les droits de l'homme*, pour remettre au jour les principes d'un humanisme politique fondé sur le respect de la personne humaine, de sa dignité et de ses droits.

Ce livre pose les fondements d'une pensée politique qui veut réconcilier le christianisme et la démocratie. Car, selon l'auteur, "liée au christianisme, la poussée démocratique a surgi dans l'histoire humaine comme une manifestation temporelle de l'inspiration évangélique" et "les chances de la liberté coïncident avec celles du message évangélique". A un moment où l'Europe s'élargit, se construit et surtout s'interroge sur ses valeurs fondatrices et ses origines religieuses, la réédition de ces textes intervient à propos. Mais outre la réflexion philosophique, cet ouvrage montre, d'un point de vue historique, la distance voire les dévoiements opérés depuis soixante ans.

Georges LEROY

Ed. Desclée de Brouwer, 22. euros.

Les auteurs

Alexandre ARISTOV, *ancien conseiller culturel de l'ambassade de Russie en France, rédacteur en chef des magazines socio-culturels en langue russe « France, portes ouvertes » et « Suisse, portes ouvertes »*

Jean AUBRY, *trésorier payeur général honoraire*

Denis BADRÉ, *sénateur des Hauts-de-Seine, vice-président de la Délégation du Sénat pour l'Union européenne*

Nicolas BAVEREZ, *économiste et historien*

François BAYROU, *ancien ministre, président de l'UDF*

Maurice BLIN, *agrégé de philosophie, sénateur des Ardennes*

François BORDRY, *président des Voies navigables de France*

Jean-Marie DAILLET, *ancien ambassadeur de France*

Charles DELAMARE, *ancien président de banque*

Roger FAUROUX, *ancien président de Saint-Gobain, ancien ministre de l'Industrie*

John HOLMES, *ambassadeur de Grande-Bretagne en France*

Pascal LAMY, *ancien commissaire européen au Commerce, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)*

Jacques de LAROSIERE, *ancien directeur général du F.M.I., gouverneur de la Banque de France*

André LE GALL, *écrivain, ancien élève de l'ENA*

Jacques MALLET, *ancien député européen*

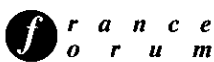
Bernd POSSELT, *député européen, président de « Paneuropa » Allemagne*

Jean-Pierre PRÉVOST, *ancien journaliste, ancien avocat*

Marielle de SARNEZ, *députée européenne, vice-présidente du groupe ADLE au Parlement européen*

Christian SAVÈS, *politologue, écrivain*

Philippe SÉNART, *critique littéraire*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Charles Delamare, Nicolas Krausz, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** — Secrétariat-abonnement : **Thérèse Desplanques** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone : 01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 - e-mail : france-forum@udf.org — Commission paritaire : 0905 k 83488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

Après le référendum : une autre Europe, une autre France

L'Europe : de l'état de choc à la thérapie de choc PAR NICOLAS BAVEREZ

Sauver Astérix PAR MAURICE BLIN

L'avenir de l'Europe PAR JOHN HOLMES

L'enjeu européen du « non » français PAR PASCAL LAMY

Moscou-Paris : au beau fixe PAR ALEXANDRE ARISTOV

La France jouera-t-elle perdante ? PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST

Le moteur incompris PAR BERND POSSELT

La tentation de Pankow PAR CHARLES DELAMARE

Le référendum, le chèque britannique et la PAC PAR DENIS BADRÉ

L'État en panne PAR ROGER FAUROUX

Les conséquences pour l'U.E. des dérapages budgétaires actuels PAR JACQUES de LAROSIERE

La crise européenne ne fait que commencer PAR JACQUES MALLET

Reconstruire PAR MARIELE DE SARNEZ

Le rêve américain est-il impérialiste ? PAR JEAN-MARIE DAILLET

Hommage à Henri Bourbon

France-Forum en deuil PAR JEAN AUBRY

Un homme de cœur PAR CHRISTIAN SAVÉS

« Notre Jeunesse » PAR FRANÇOIS BORDRY

Le dernier adieu PAR JACQUES MALLET

Le secret d'un engagement PAR FRANÇOIS BAYROU

Sommaire détaillé page 3